



L'économie luxembourgeoise





Le Luxembourg

Hier...

...aujourd'hui...

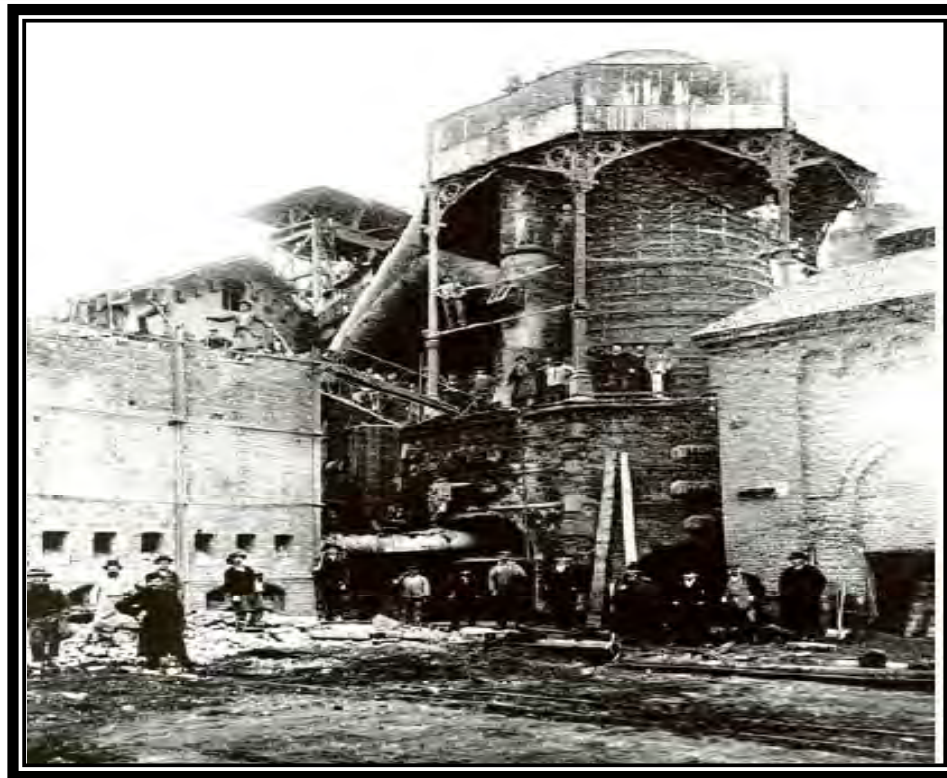
...demain





Le Grand-Duché de Luxembourg hier...

Indépendance du pays en 1839

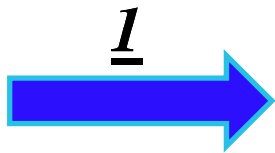


*Haut-fourneau n° 1 de
l'usine de Dommeldange.
Construit en 1865 et démoli
en 1901*

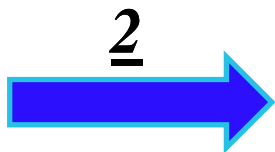


Histoire socio-économique du Luxembourg

4 phases importantes:



Régime agraire et émigration massive



Industrialisation, puis tertiarisation

- après 1870
- points de rupture: 1^{ère} G.M. et 2^{ème} G.M.
- décollage économique à partir des années 50

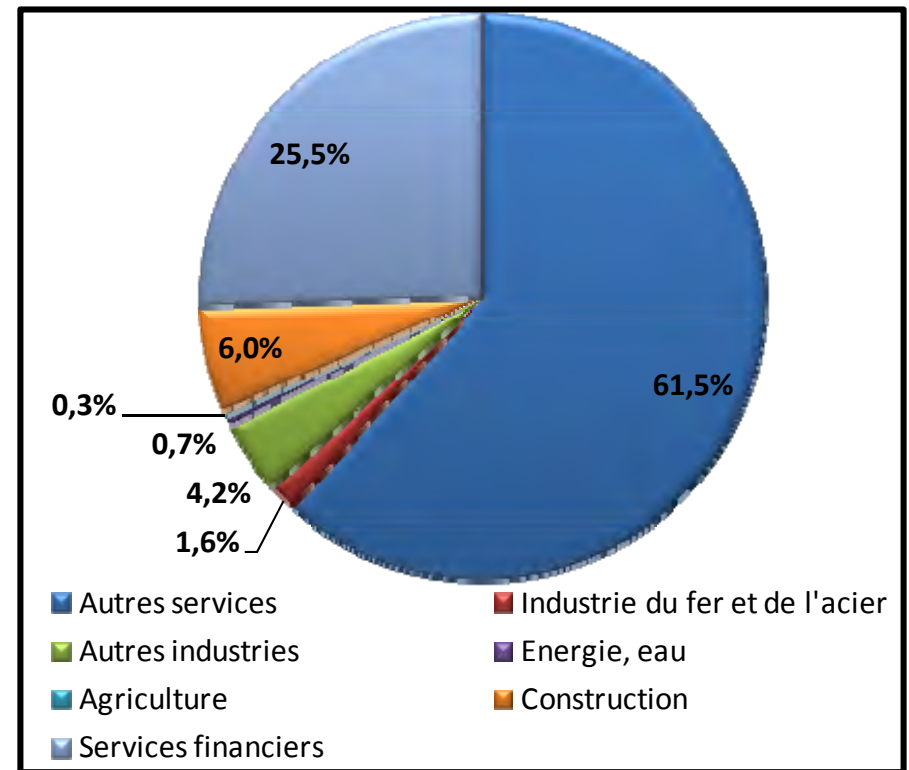
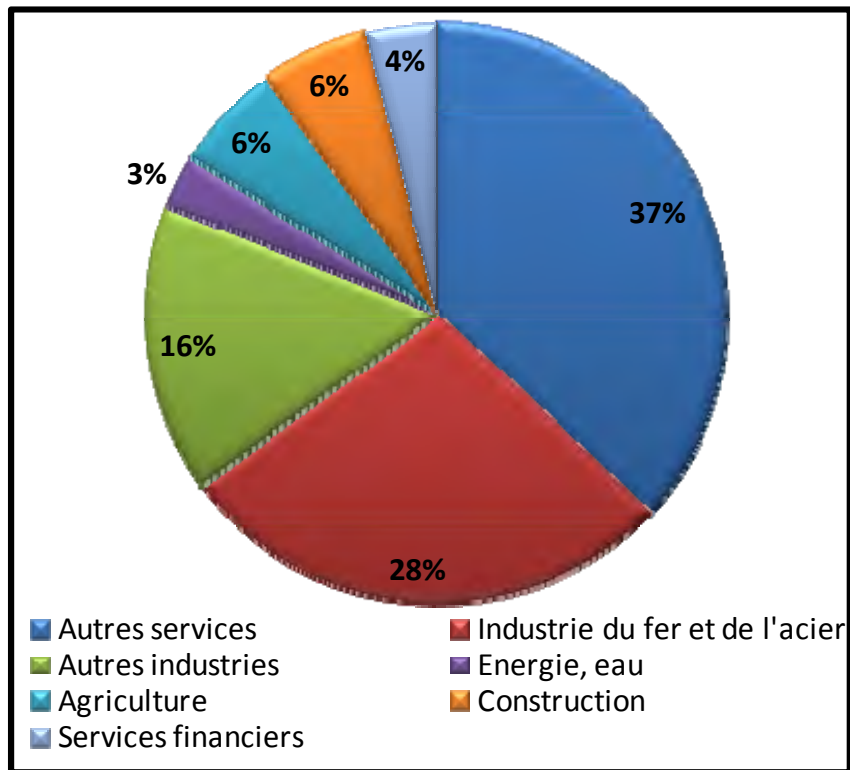
Emergence de la place financière et d'autres services depuis les années 80 grâce à l'apport étranger



Basculement de la structure économique

1970

2010





3



Mise en place d'une solide protection sociale

- principe de base: solidarité
 - *intergénérationnelle*
 - *entre catégories socio - professionnelles*
- montée en puissance depuis la 2^{ème} G.M.
- réduction des inégalités
- amélioration du niveau de vie général, suite au développement économique
- soutien de la cohésion sociale

4



Apparition d'une société de consensus

- institution du modèle luxembourgeois (Tripartite, CES, etc.)



Le Grand-Duché de Luxembourg aujourd'hui...



*Plateau du
Kirchberg*



*Le Luxembourg ...
... un pays au coeur de l'Europe ...*



La Grande Région

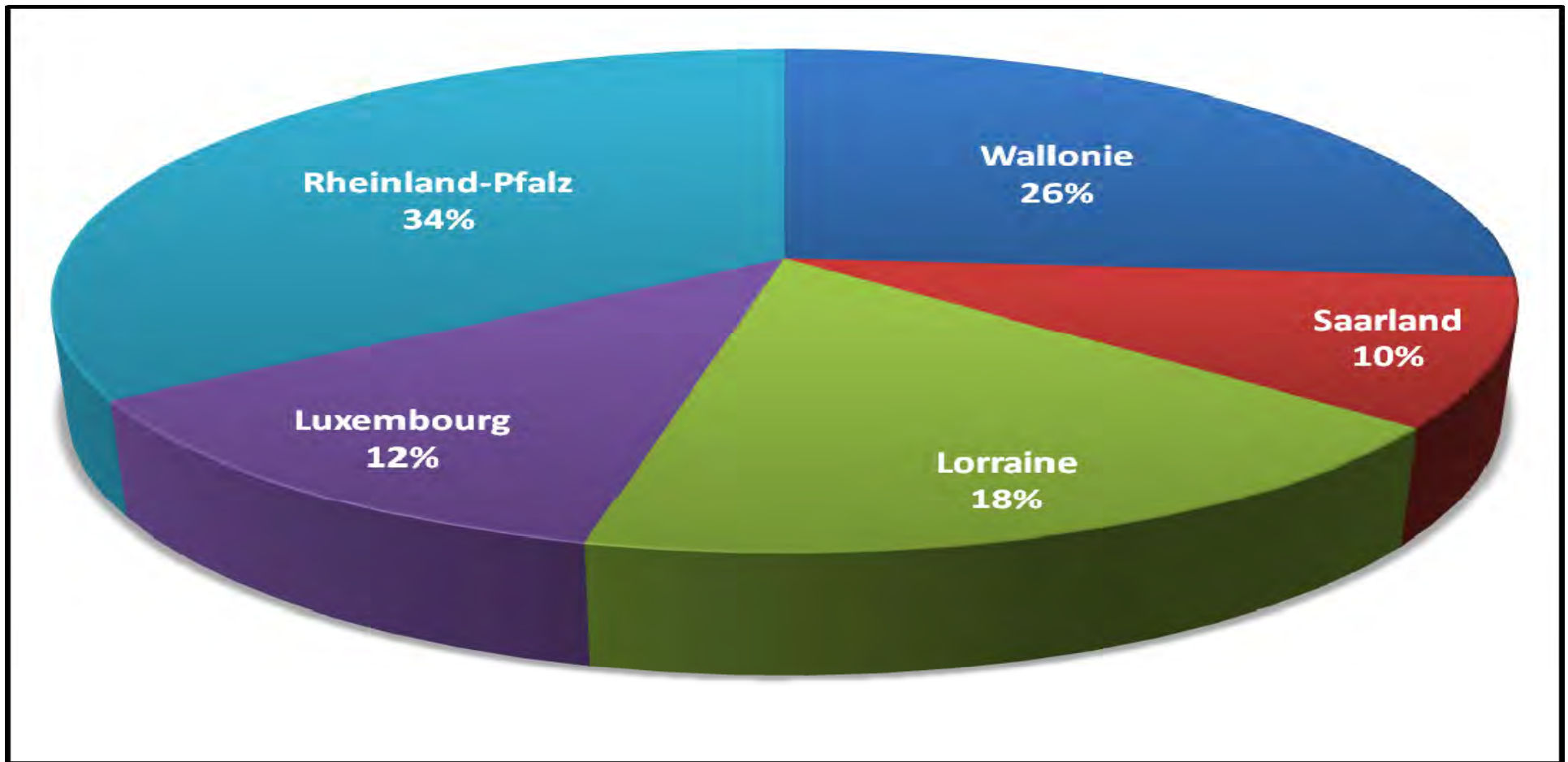


- Superficie: 65 400 km² (1,6% de l'UE27)
- Population: 11,4 millions (2,3% de l'UE27)
- Situé au milieu de la dorsale européenne («banane bleue»), un important espace en termes de flux et de richesse en Europe
- Part du PIB de la zone euro: 3,2% (272 mia €)
- Croissance moy. PIB (2000-2009): 2,5%
- Pop. active: 4,8 millions (2,1% de l'UE27)
- > 375 000 entreprises
- Consommation transfrontalière B2C: plus 3 mia € annuellement
- 15 universités: > 220.000 étudiants

Quelque 40% de la richesse économique de l'UE est concentrée dans un périmètre de 500 km autour du Luxembourg. Étendu à 700 km, ce chiffre s'élève à 70%



Part des régions dans le PIB nominal de la Grande Région (2009)

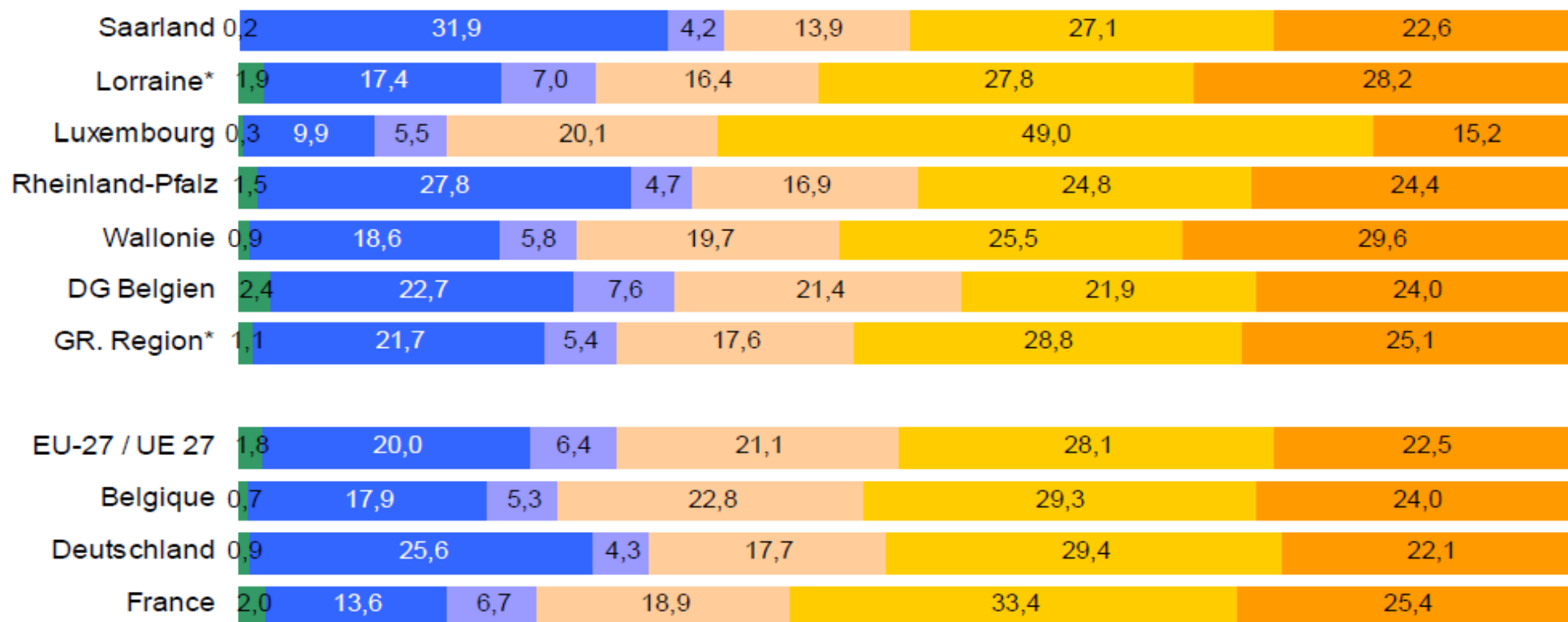


Source: Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2009-2010

Contributions aux PIB au sein de la Grande Région



Structure économique 2008



Land-/ Forstwirtschaft, Fischerei (NACE A+B)

Industrie (NACE C-E)

Baugewerbe (NACE F)

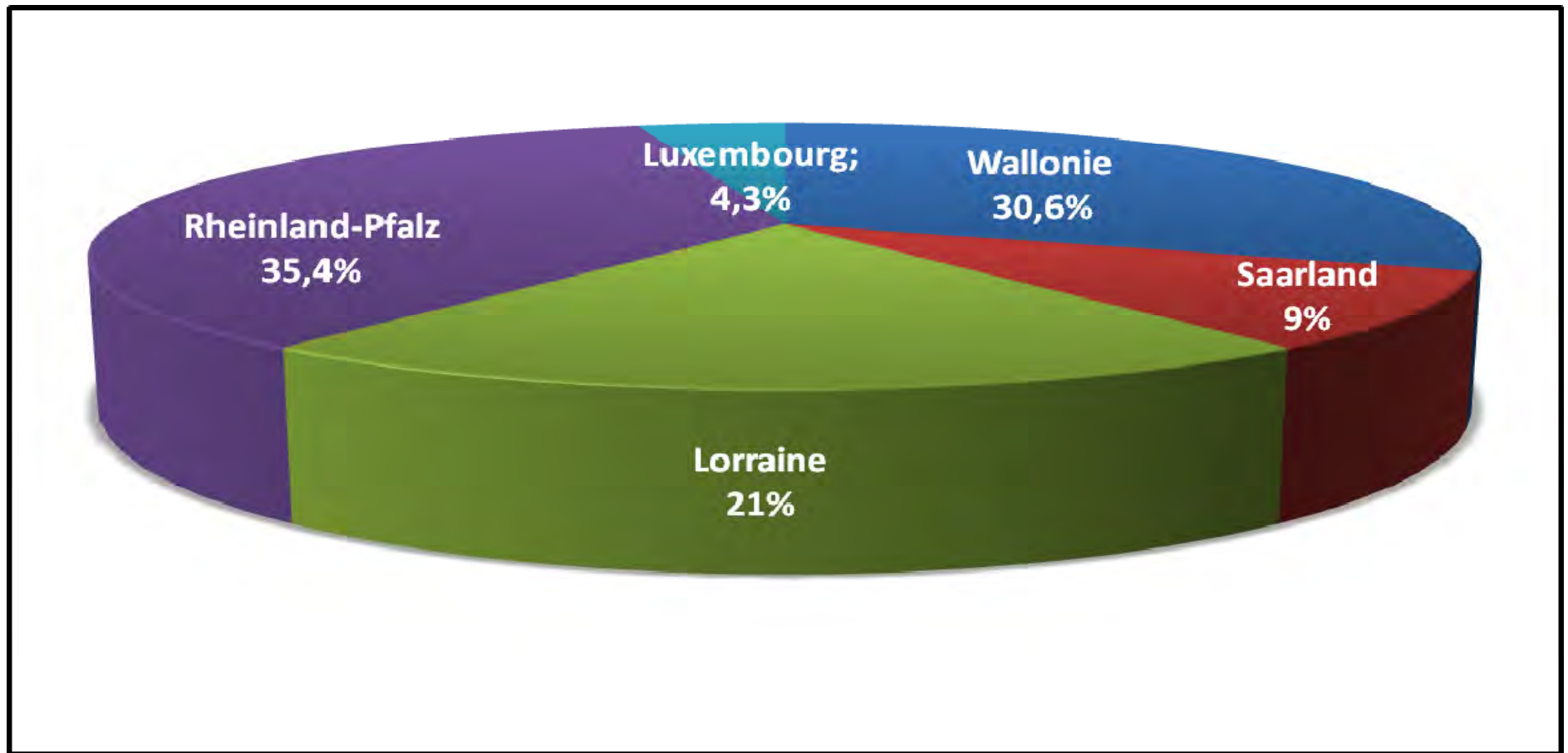
Handel, Gastgewerbe, Verkehr (NACE G-I)

Finanz-/ Unternehmensdienstleistungen (NACE J+K)

Öffentliche und private Dienstleister (NACE L-P)



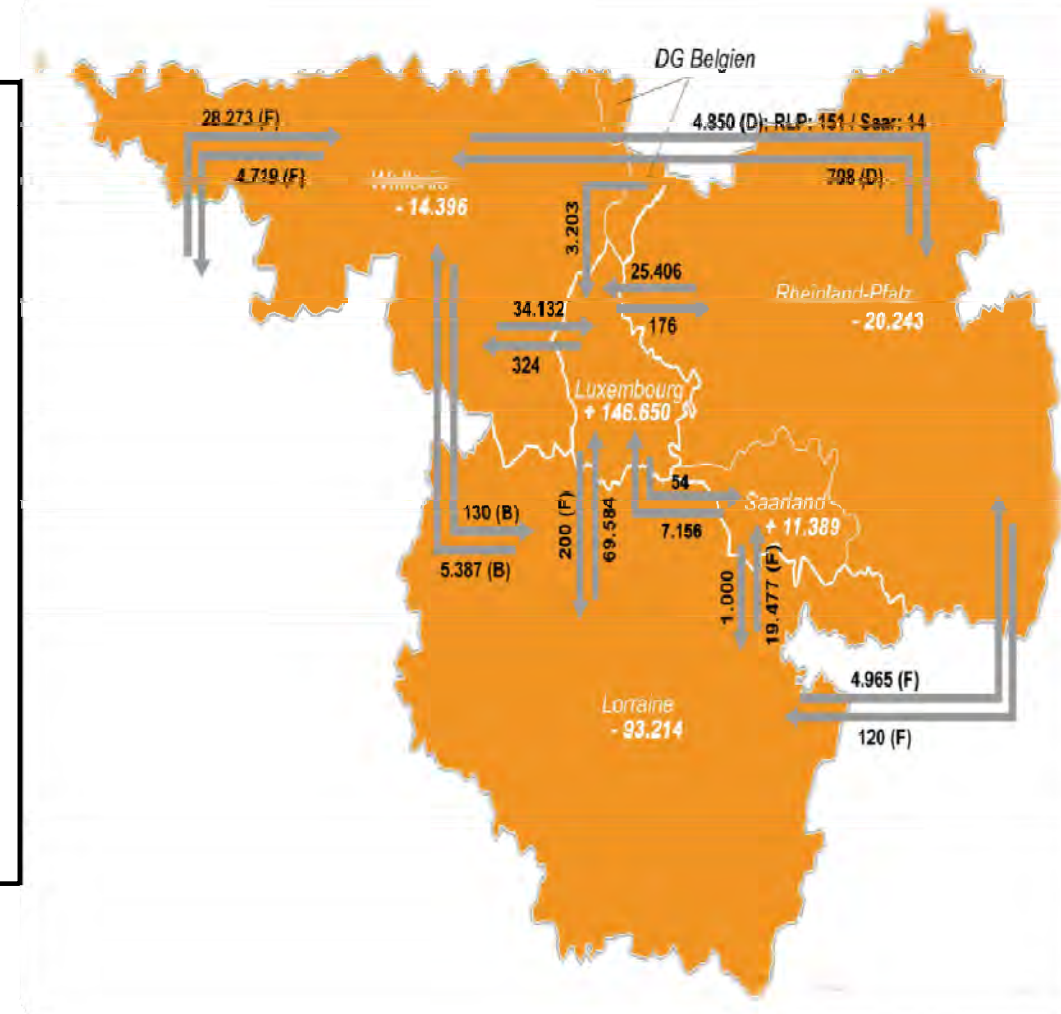
Part des régions dans la population totale de la Grande Région (2009)





Le Luxembourg dans la Grande Région

- 1,5 millions de consommateurs dans un périmètre de 30km de la frontière
- Quelques 203.000 **frontaliers** en GR , dont 73% entrant au Luxembourg quotidiennement
- Situation centrale du Luxembourg et multilinguisme





Axes de coopération en Grande Région

- Transports en commun
- Santé et mobilité des patients
- Formation professionnelle
- Emploi
- Aménagement du territoire & infrastructures
- Petites et Moyennes Entreprises (PMEs)
- Recherche et enseignement supérieur



Le marché européen

Une Union politiquement stable

- Marché unique de 500 millions de consommateurs
- Marché unique englobant 27 économies nationales
- PIB nominal représentant près de 28% de la production mondiale
- 17 pays forment ensemble la zone euro
- Pouvoir d'achat moyen très élevé

Une Union à la pointe de la technologie

- 460.000 entreprises dans l'industrie de pointe
- 37,5% de la production mondiale de produits pharmaceutiques
- Un marché du commerce électronique estimé à 320 milliards d'ici 2011



17 pays de la zone euro :

Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Slovénie





Le Luxembourg et les organismes internationaux

Le Luxembourg, membre de / du:

- Zollverein (1841)
- UEBL (1921)
- BENELUX (1944)
- ONU (1945)
- OTAN (1949)
- Conseil de l'Europe (1949)
- CECA (1952)
- Communauté européenne (1957)
- OCDE (1960)
- Espace Schengen (1985 avec DE, FR, IT, BE et NL)
- Union européenne (1993)
- Zone euro (1999)





... Quelques faits saillants ...





Le Luxembourg en quelques chiffres



Superficie: 2.586 km²

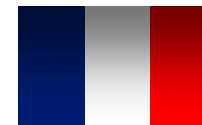
Population: 511.840

PIB* (2010): 41,6 mia €

Langue nationale:



Langues administratives:



* *Produit intérieur brut*: valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays au cours d'une année



Le Luxembourg – Porte sur l'Europe

Position stratégique (1)





Position stratégique (2)

- Entrée privilégiée sur le marché européen avec plus de 500 millions de consommateurs;
- Une zone de chalandise et un rayonnement significatif par rapport à la superficie du pays;
- Accès direct aux marchés de la France, de l'Allemagne et de la Belgique (58% du Commex en 2010);
- Orientation internationale des entreprises: plus de 80% de la production de biens et services est destinée à l'exportation.



Luxembourg – Un marché du travail atypique (1)

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
2007	10428	9623	316460	19943	336403	136258	700	9921	125637	210765	220388	4,4%
2008	10974	9916	332191	20444	352635	146027	700	10197	135130	217506	227421	4,4%
2009	14531	13228	336033	20737	356770	147449	700	10412	136337	220434	233662	5,7%
2010	15902	14409	341874	21031	362905	149945	700	10632	138613	224292	238701	6,0%

0 - Total des demandeurs d'emploi

1 - Demandeurs d'emploi résidents

2 - Emploi salarié intérieur

3 - Emploi indépendant intérieur
(chiffres révisés par le STATEC en juin 2007)

4 - Emploi intérieur (2+3)

5 - Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg

6 - Frontaliers luxembourgeois allant travailler à l'étranger

7 - Fonctionnaires internationaux

8 - Frontaliers nets (5-6-7)

9 - Emploi national (4-5+6+7)

10 - Population active (9+1)

11 - Taux de chômage, en % de la population active (1/10)



Luxembourg – Un marché du travail atypique (2)

Contexte :

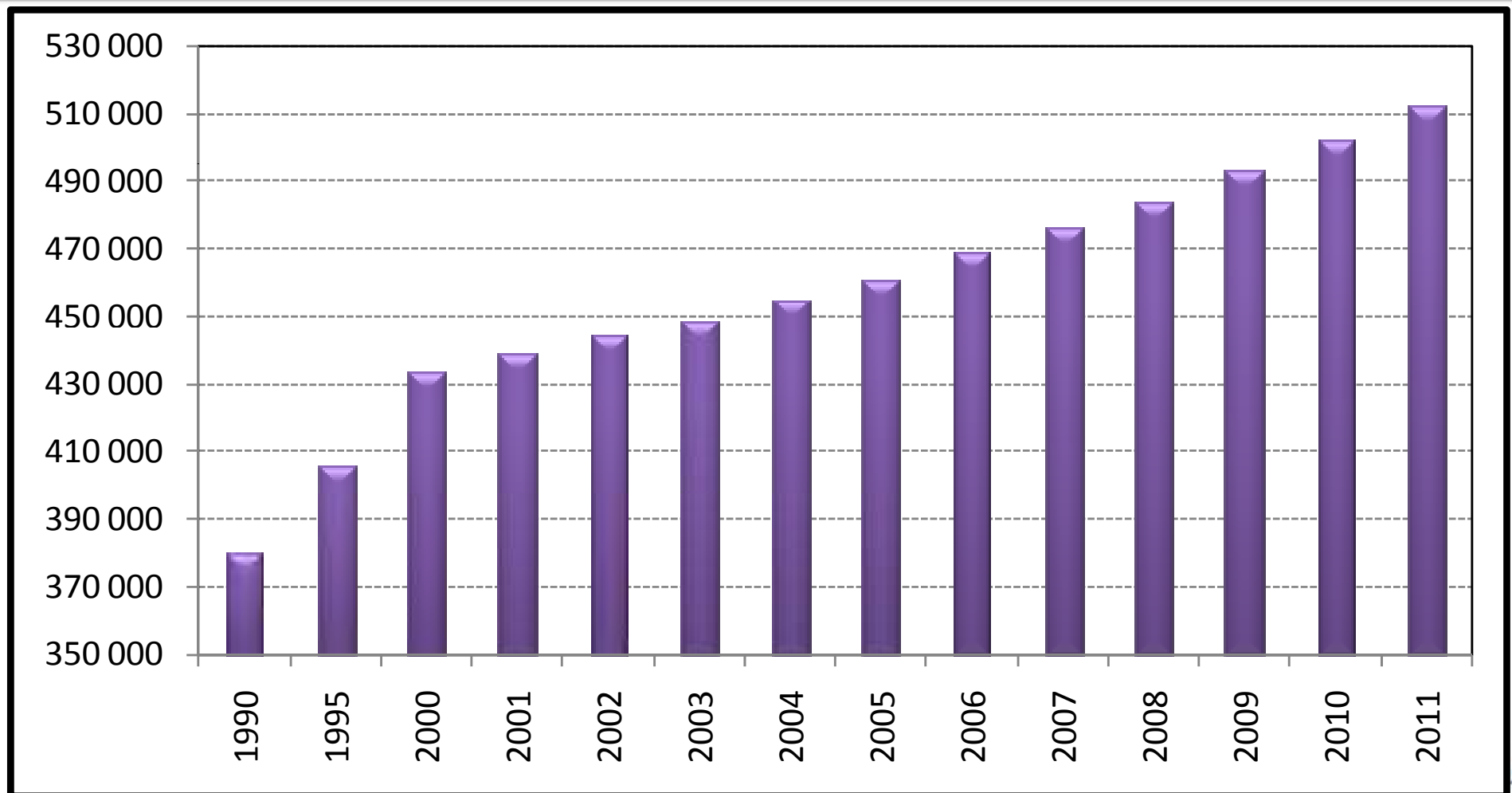
- Liberté de mouvement de la main d'œuvre dans l'espace Schengen
- Luxembourg & régions voisines:
 - Disponibilité d'une population active expérimentée et qualifiée de 5 millions de personnes.
 - « *Les entreprises parlent la langue de leurs clients* »

Les luxembourgeois représentent:

- (1) 57% de la population
- (2) 29% de l'emploi salarié
- (3) 26% des créateurs d'entreprise

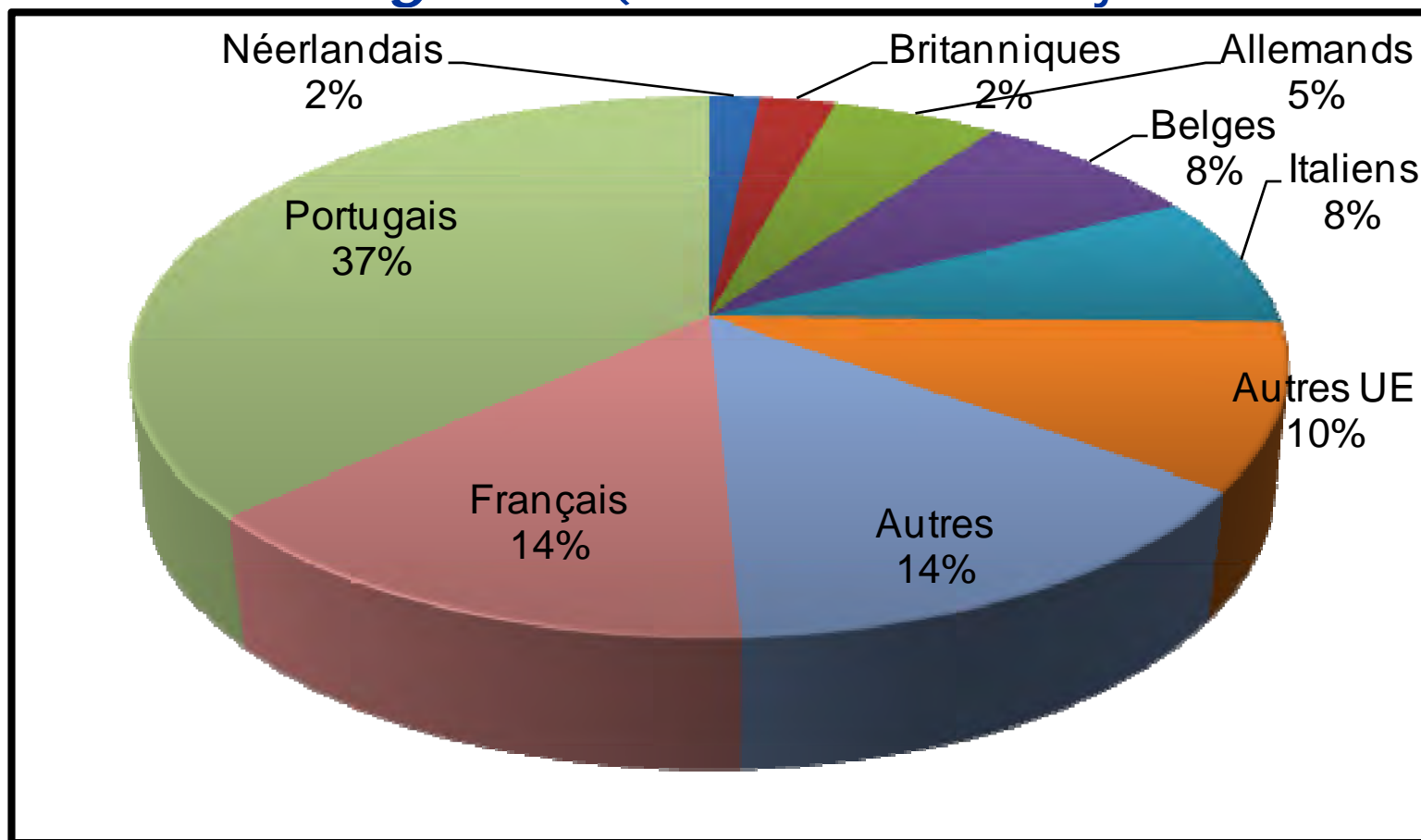


Progression de la population (au 1^{er} janvier)





(1) 43,2% des résidents n'ont pas la nationalité luxembourgeoise (estimation au 1^e janvier 2011)



Source: Le Luxembourg en chiffres 2011



(2) 71% des salariés n'ont pas la nationalité luxembourgeoise

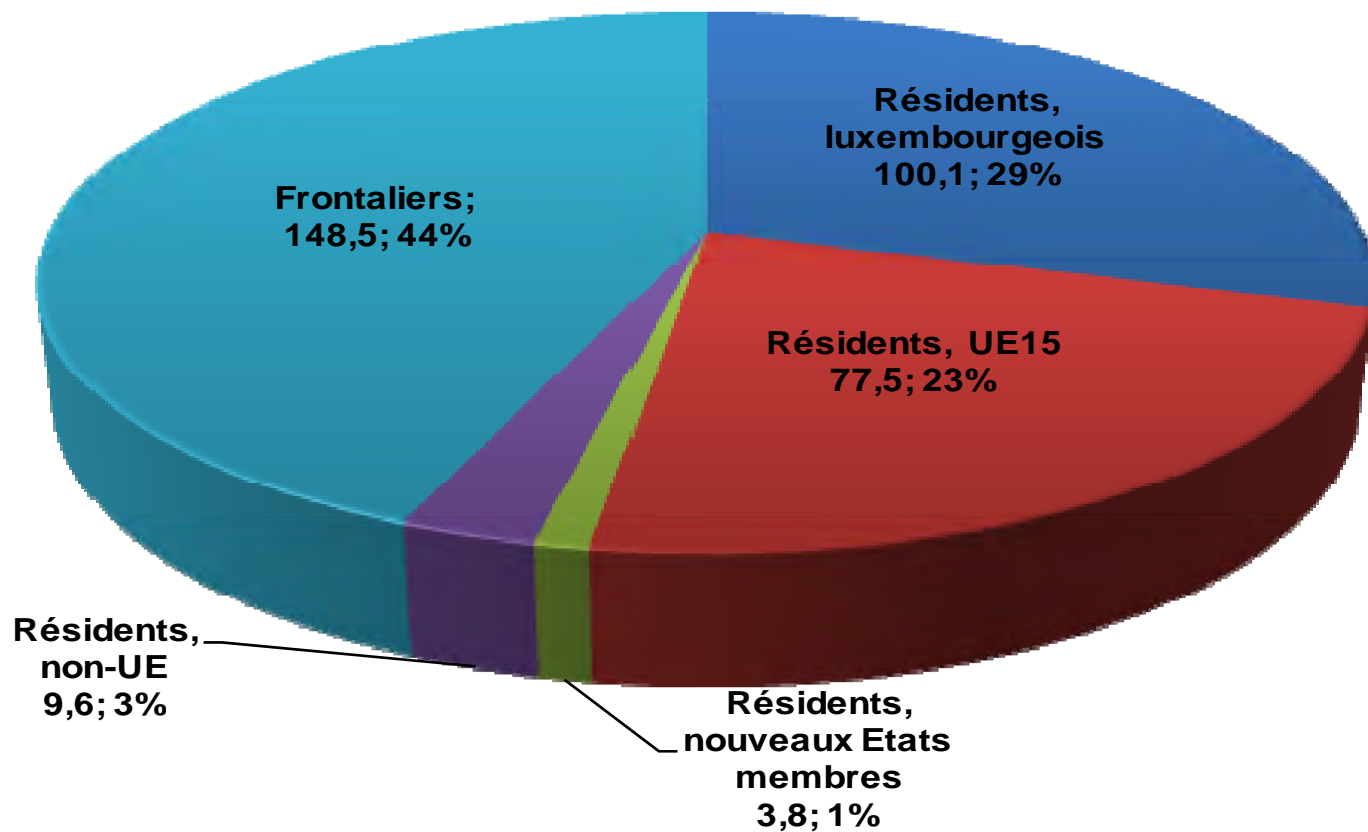
Emploi salarié

Origine des frontaliers:

France:
49,5%

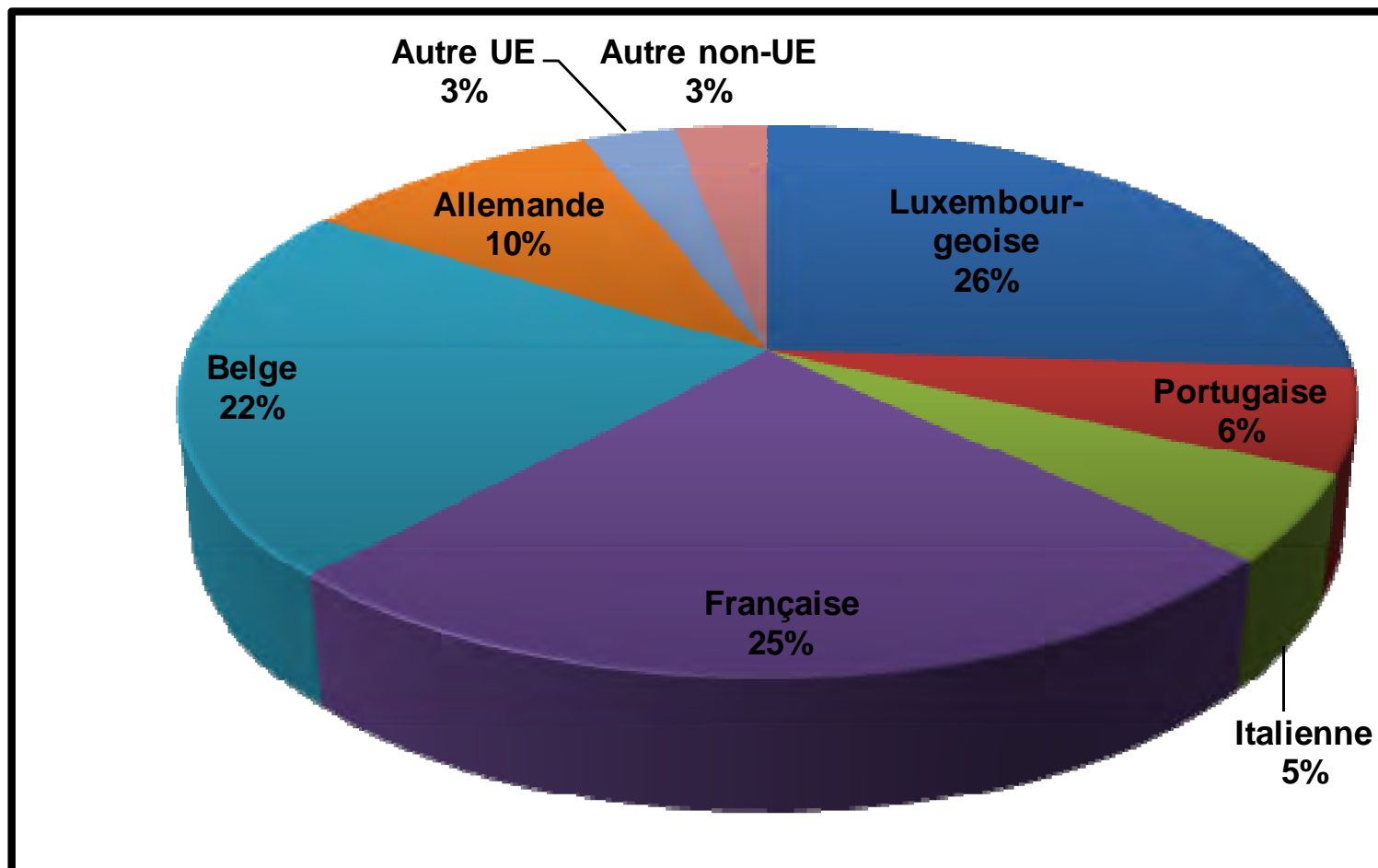
Belgique:
25,4%

Allemagne:
25,2%



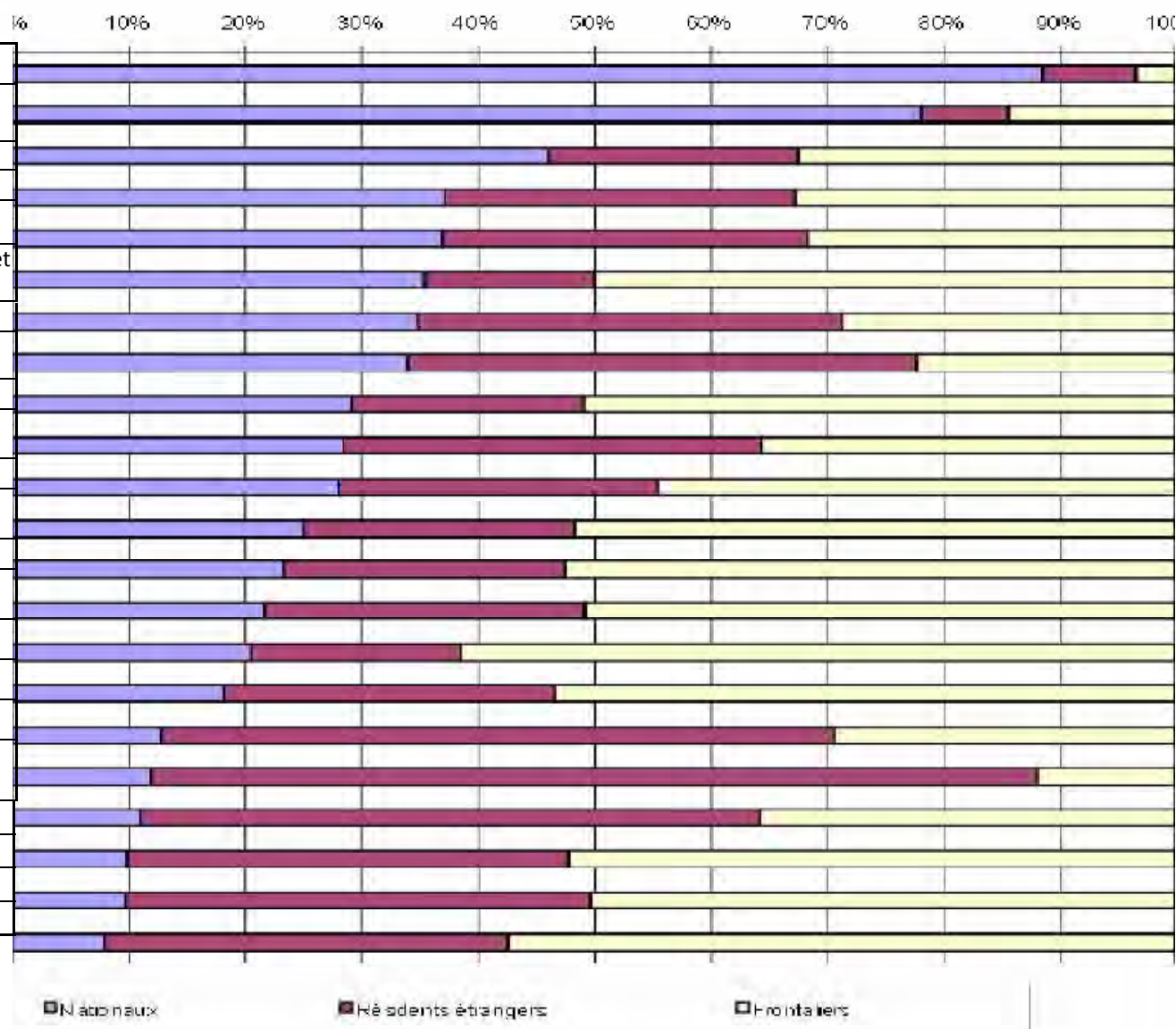


(3) 74% des créateurs d'entreprise n'ont pas la nationalité luxembourgeoise (2008)



Source : Statec

Le Luxembourg – Une composition du salariat par branche d'activités économiques atypique



Source: ADEM – Rapport annuel 2010



Une qualité de vie parmi les meilleures (1)

- Un pays des plus sûrs, avec une qualité de vie sans pareil
- Diversité des paysages et sites d'intérêt touristique
- Réseau de sentiers d'auto-pédestres étendu
- Offre culturelle et de loisirs diversifiée: Musée d'Art Moderne, salle de concerts Philharmonie, Rockhal...
- Excellentes infrastructures d'activités sportives:
 - terrains de golf
 - clubs de tennis
 - clubs de natation
- Diversité de l'offre gastronomique, marquée par l'immigration



Le Luxembourg – Un environnement propice aux affaires

- Stabilité politique et socioéconomique
- Pays très ouvert et très sûr
- Qualité de vie et pouvoir d'achat élevés
- Emplacement stratégique en Europe et acteur clé au sein de l'Union européenne
- Infrastructures modernes et mobilité des facteurs de production
- Population multilingue et qualifiée
- Melting pot de cultures et de nationalités (43% d'étrangers)
- Culture du dialogue social
- Productivité élevée
- Environnement fiscal attractif
- Capacité d'intégration économique et sociale des étrangers





Le Luxembourg - risques et défis

- Dépendance vis-à-vis de la demande internationale (cf. crise économique et financière actuelle)
- Dépendance vis-à-vis des services financiers et de quelques grandes entreprises
- Dépendance vis-à-vis de la main d'œuvre et des capitaux étrangers
- Dépendance vis-à-vis de décisions externes
- Forte volatilité de la croissance et de certaines recettes fiscales
- Difficultés d'établir des prévisions quant à l'évolution de l'économie et, par conséquent, de mettre en place les politiques appropriées à LT
- Nécessité de réformes structurelles dans un souci de développement durable des finances publiques, de la cohésion sociale et l'environnement



*... Comparaison internationale
des performances ...*

Compétitivité internationale du Luxembourg



No	World Economic Forum	IMD	Heritage Foundation	Commission européenne
	<i>GCI - 2011 - 2012</i>	<i>WCY - 2011</i>	<i>Economic Freedom - 2011</i>	<i>SII - 2009</i>
1.	Switzerland	Hong Kong	Hong Kong	Switzerland
2.	Singapour	USA	Singapore	Sweden
3.	Sweden	Singapore	Australia	Finland
4.	Finland	Sweden	New Zealand	Germany
5.	United-States	Switzerland	Switzerland	United-Kingdom
6.	Germany	Taiwan	Canada	Denmark
7.	Netherlans	Canada	Ireland	Austria
8.	Denmark	Qatar	Denmark	Luxembourg (+1)
9.	Japan	Australia	United-States	Belgium
10.	United Kingdom	Germany	Bahrein	Ireland
11.	Hong Kong	Luxembourg (+0)	Chile	France
12.	Canada	Denmark	Mauritius	The Netherlands
13.	Taiwan	Norway	Luxembourg (+1)	Estonia
14.	Qatar	Netherlands	Estonia	Island
15.	Belgium	Finland	The Netherlands	Cypre
16.	Norway	Malaysia	United-Kingdom	Slovenia
17.	Saudi Arabia	Israel	Finland	Czech Republic
18.	France	Austria	Cyprus	Portugal
19.	Austria	China	Macau	Norway
20.	Australia	United-Kindgom	Japan	Spain
21.	Malaysia	New Zealand	Austria	Greece
22.	Israel	Korea	Sweden	Italy
23.	Luxembourg (-3)	Belgium	Germany	Malta
24.	Korea, Rep.	Ireland	Lithuania	Slovakia
25.	New Zealand	Chile	Taiwan	Hungary



Griefs à l'encontre du Luxembourg

Enquête « World Competitiveness Yearbook » / Instances européennes

- renforcer l'effort budgétaire et utiliser les recettes supplémentaires inattendues pour réduire le déficit nominal et atteindre son objectif à moyen terme en 2012
- mettre en œuvre une vaste réforme du système de retraite afin d'en garantir la viabilité à long terme
- réformer le système de fixation des salaires afin d'assurer que la croissance des salaires reflète mieux l'évolution de la productivité du travail et de la compétitivité
- prendre des mesures pour réduire le chômage des jeunes et notamment renforcer les mesures d'éducation et de formation visant à mieux faire correspondre les qualifications des jeunes à la demande du marché du travail



*... Le Luxembourg au niveau
macroéconomique...*

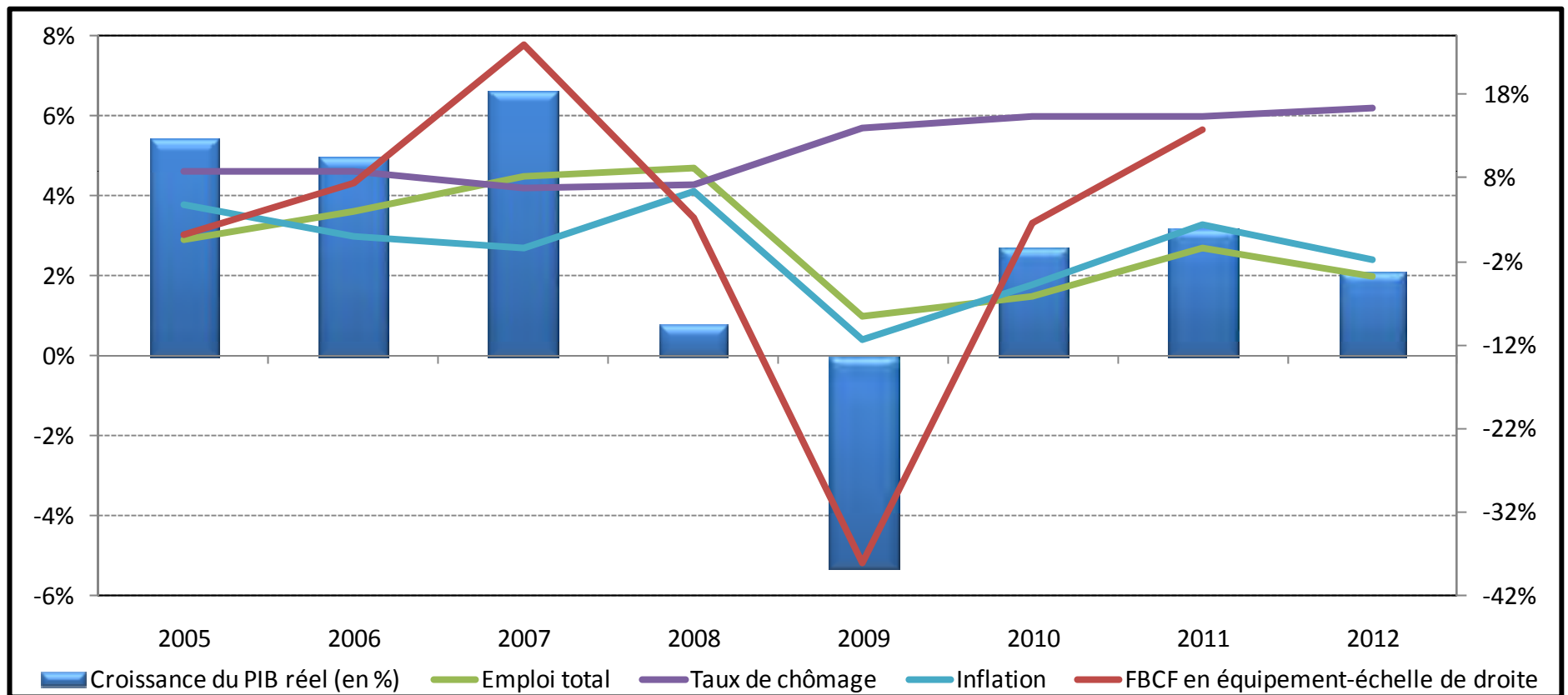


Repères macroéconomiques

	1985-2010	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB nominal (en milliards €)	-	33,0	37,5	39,6	38,0	41,6	44,1	45,6
Croissance du PIB réel (en %)	4,8	5,0	6,6	0,8	-5,3	2,7	3,2	2,1
Taux de chômage	2,8	4,6	4,2	4,3	5,7	6,0	6,0	6,2
Croissance d'emploi total	3,2	3,6	4,5	4,7	1,0	1,5	2,7	2,0
Inflation (IPCN)	2,1	3,0	2,7	4,1	0,4	1,8	3,3	2,4
Surplus/déficit public (en % du PIB)	-	1,3	3,7	3,0	-0,9	-1,1	-0,6	-0,7
Balance courante (en % du PIB)	-	10,4	10,1	5,3	5,6	7,8	9,8	10,3
Balance courante (en milliards €)	-	3,52	3,78	2,09	2,61	3,26	-	

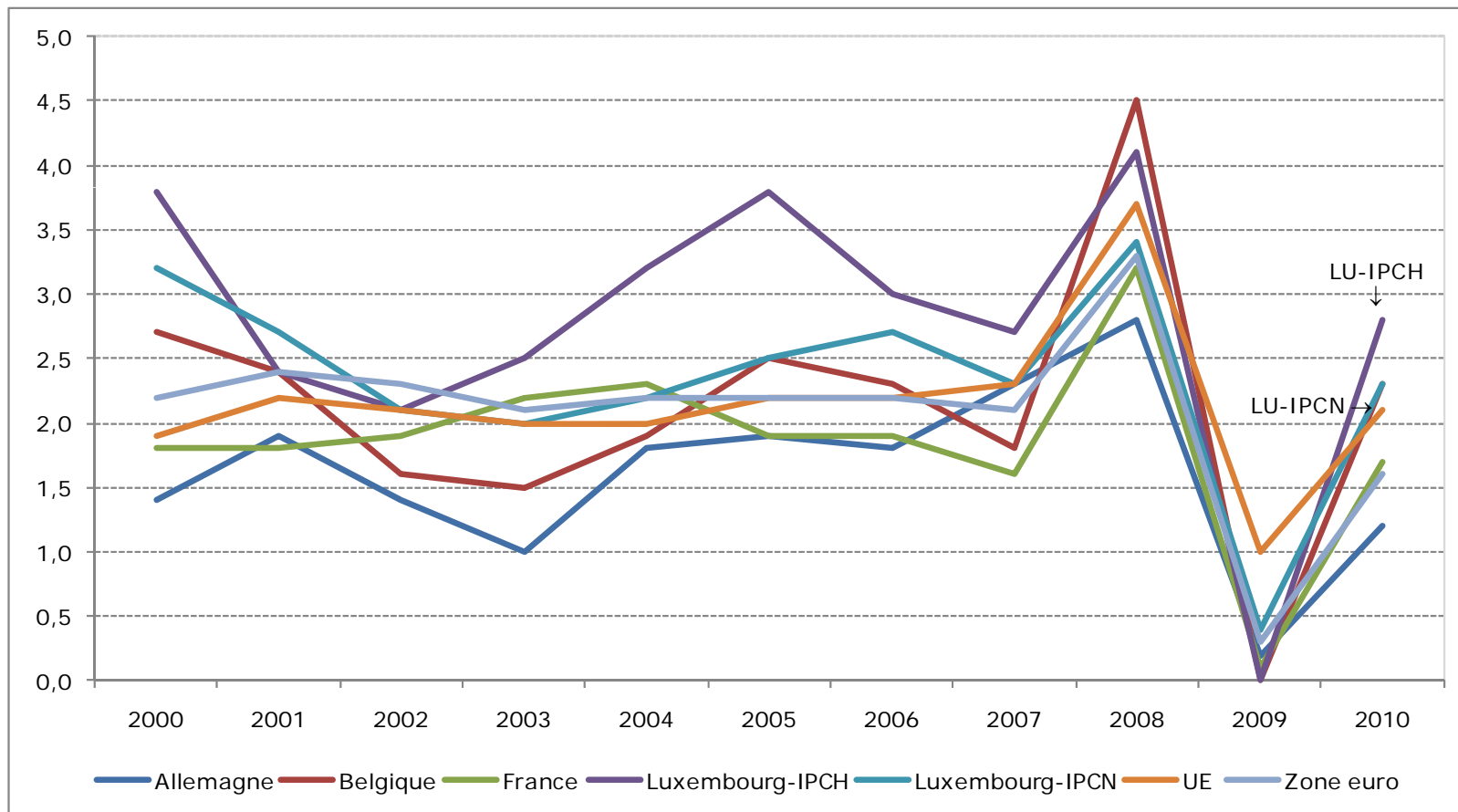


Evolution des indicateurs macroéconomiques



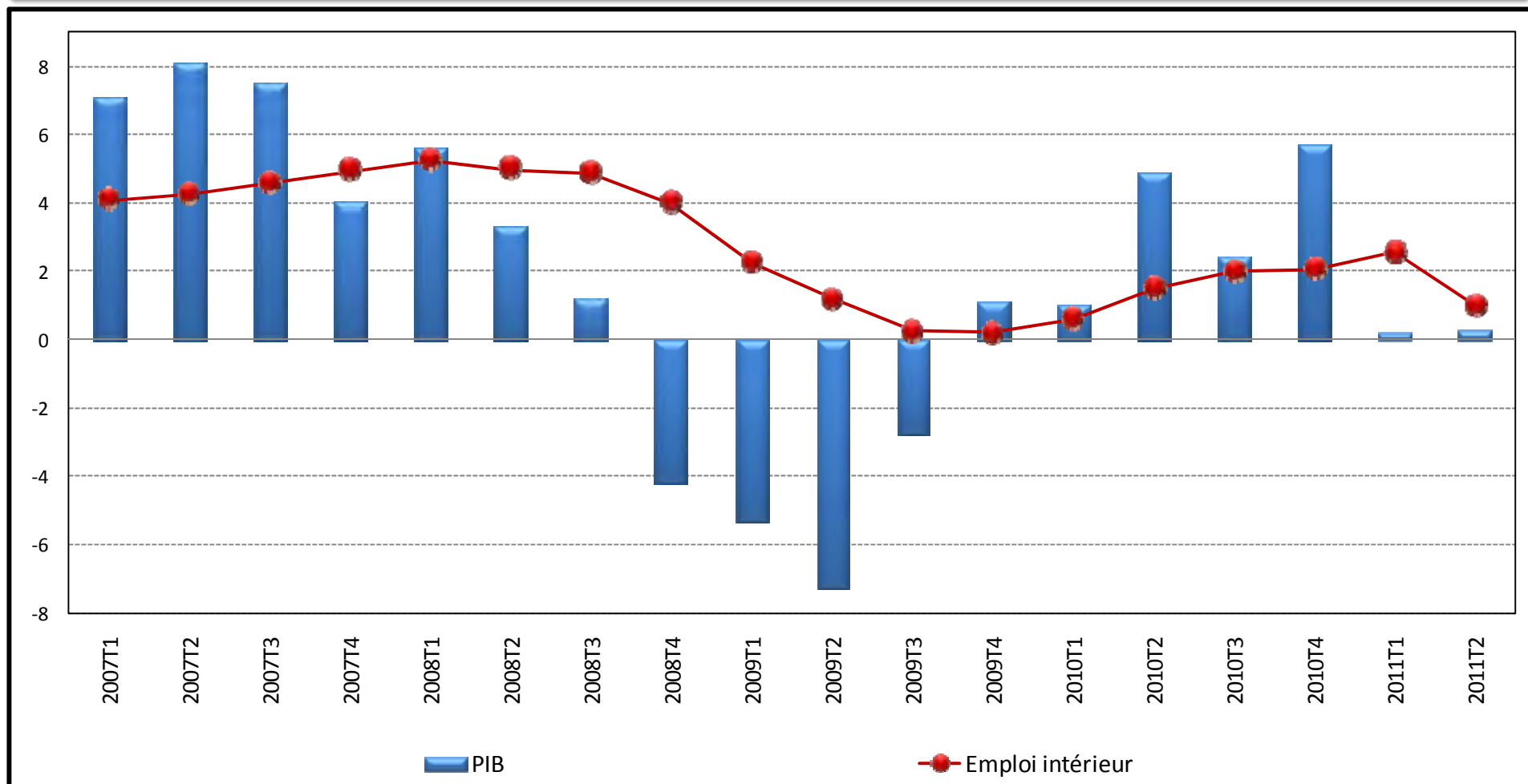


Inflation – *Taux moyen de variation annuelle*



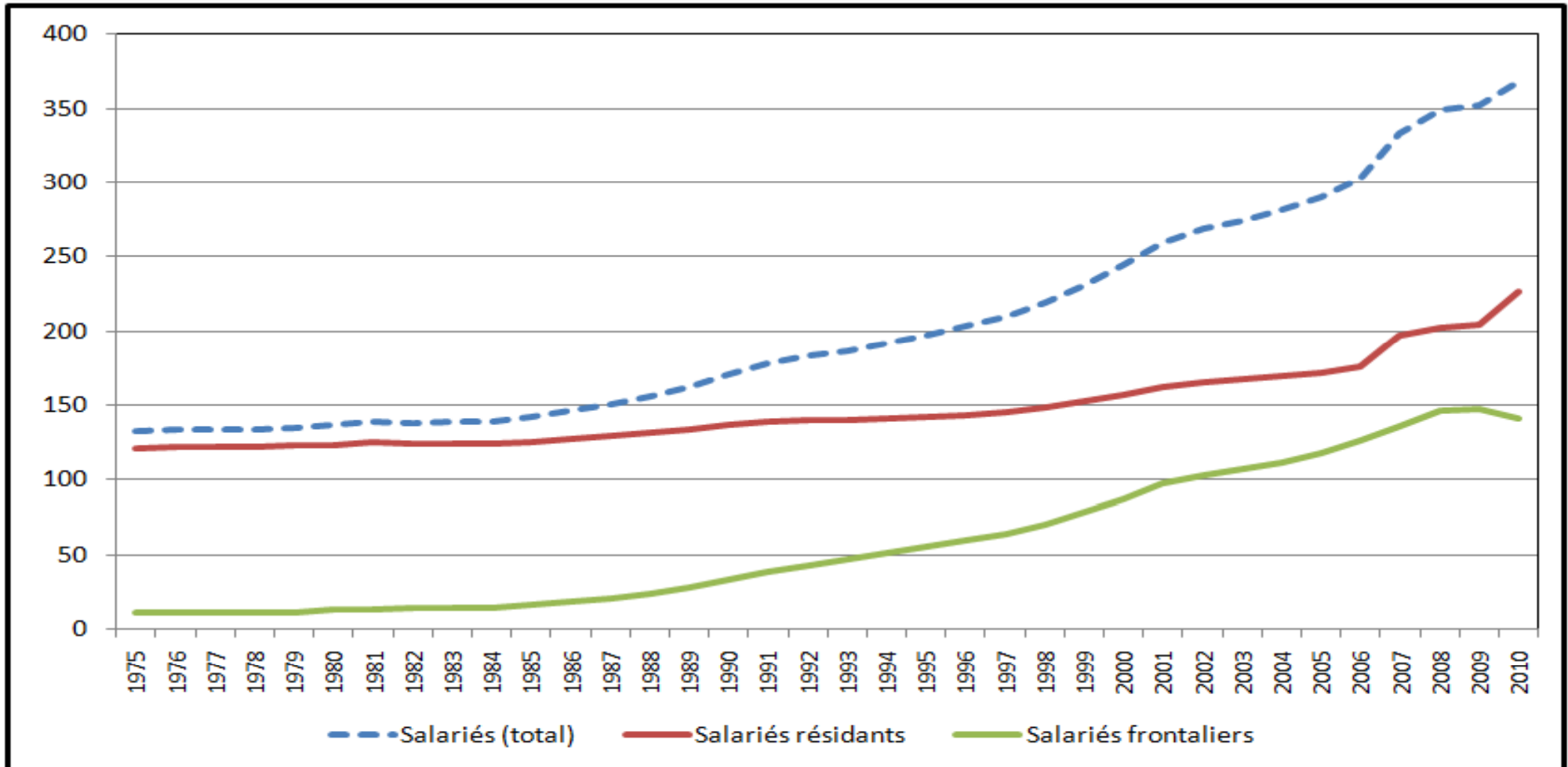


Evolution mensuelle du PIB et de l'emploi



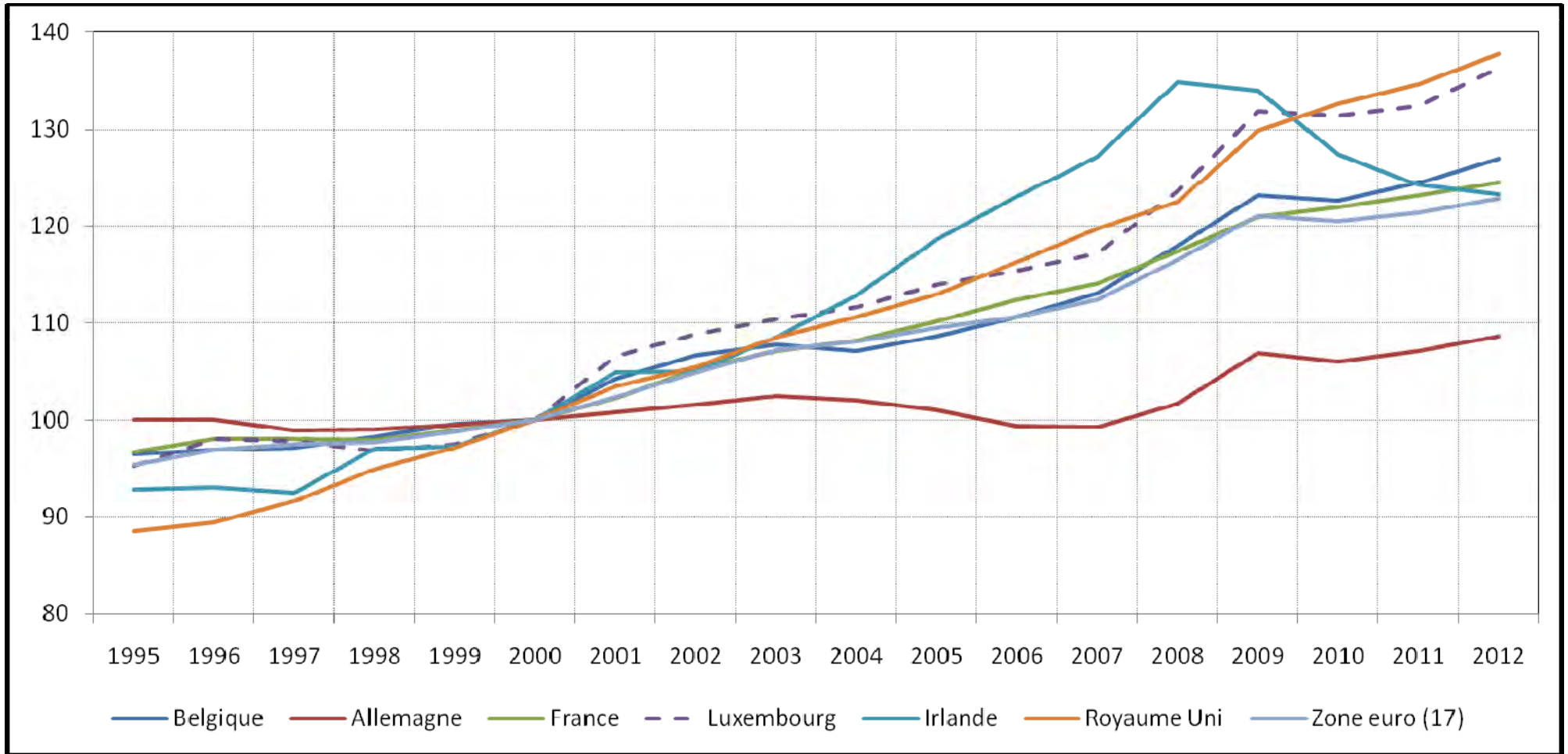


Evolution de l'emploi salarié



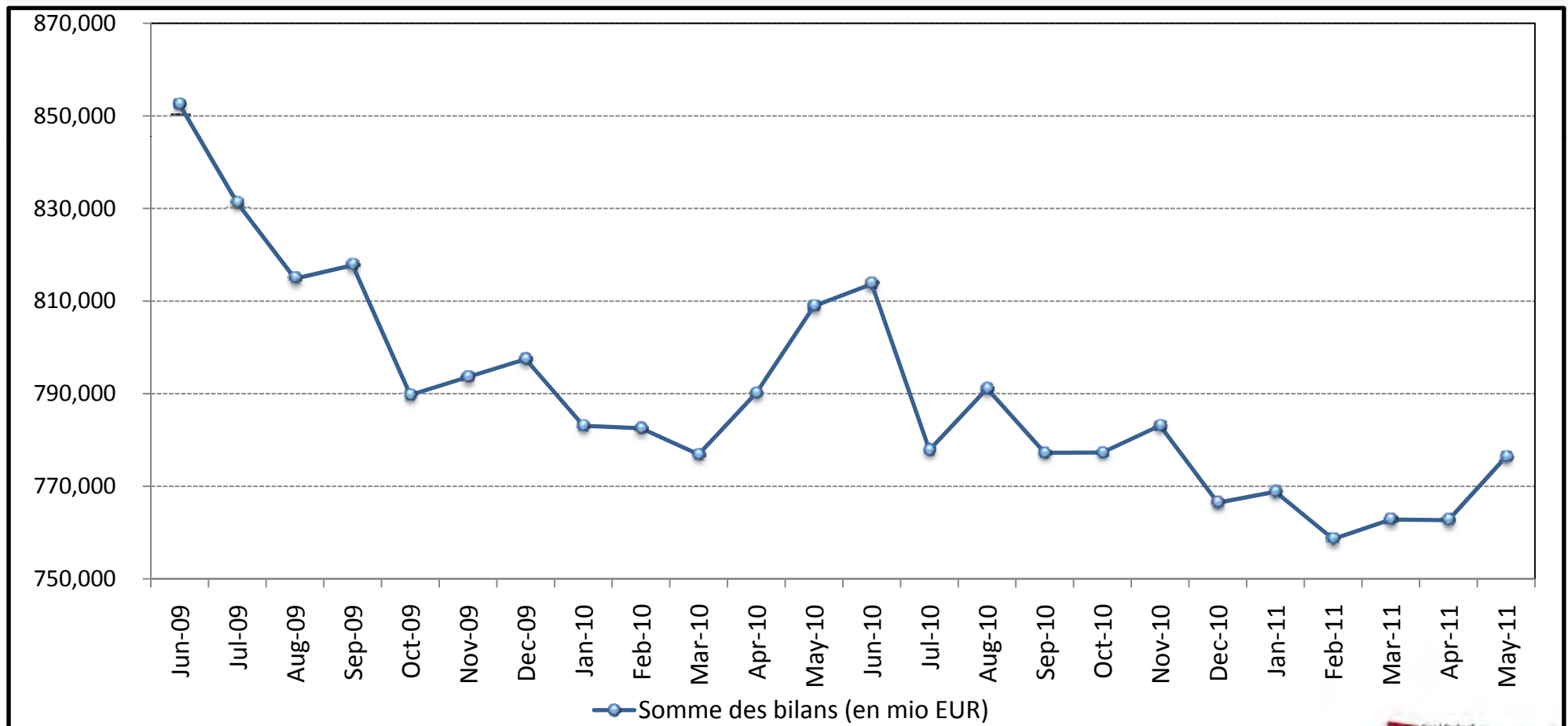


Evolution du coût salarial unitaire nominal (CSU)



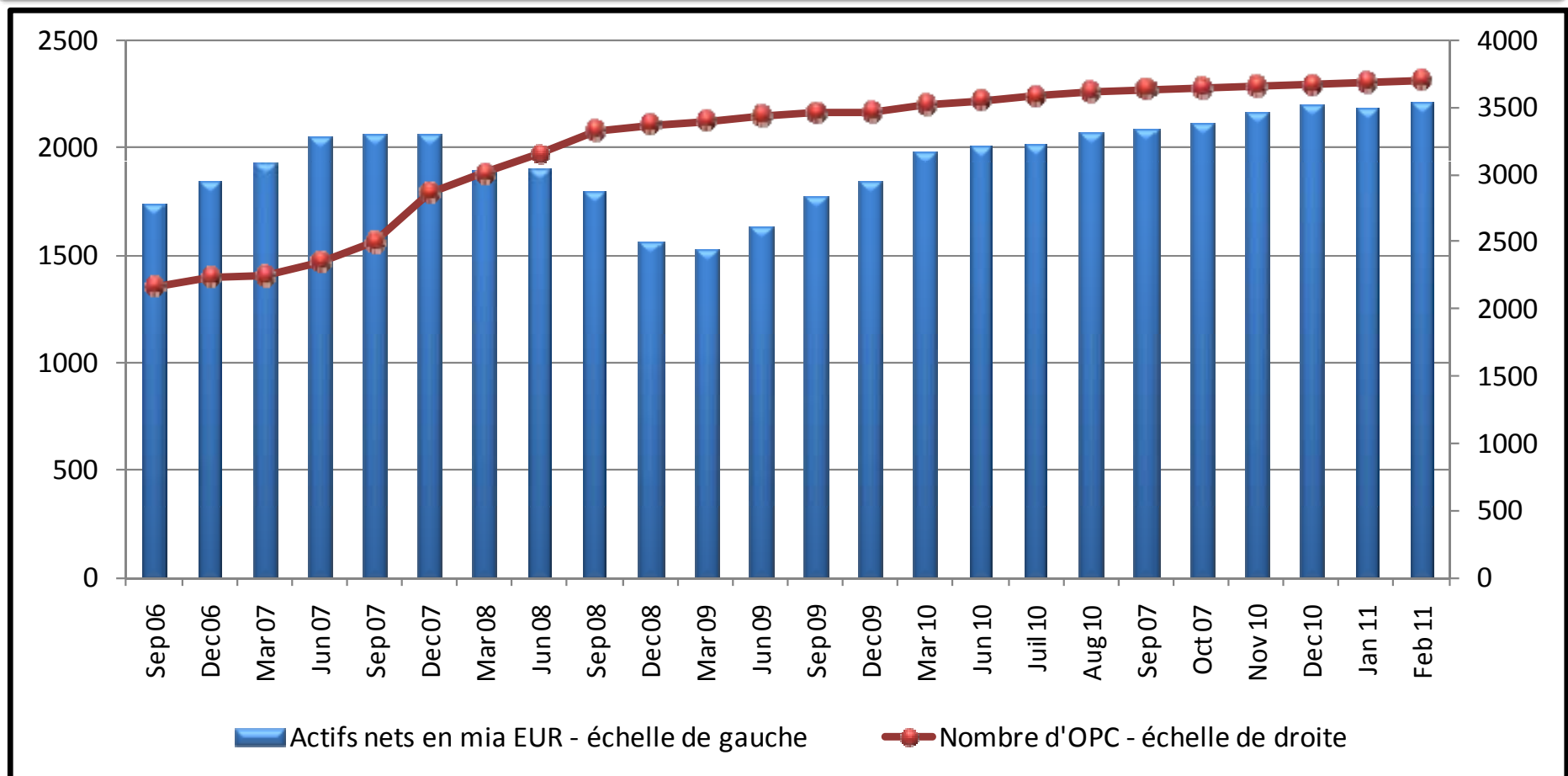


Somme des bilans des banques (En millions EUR, encours en fin de période)



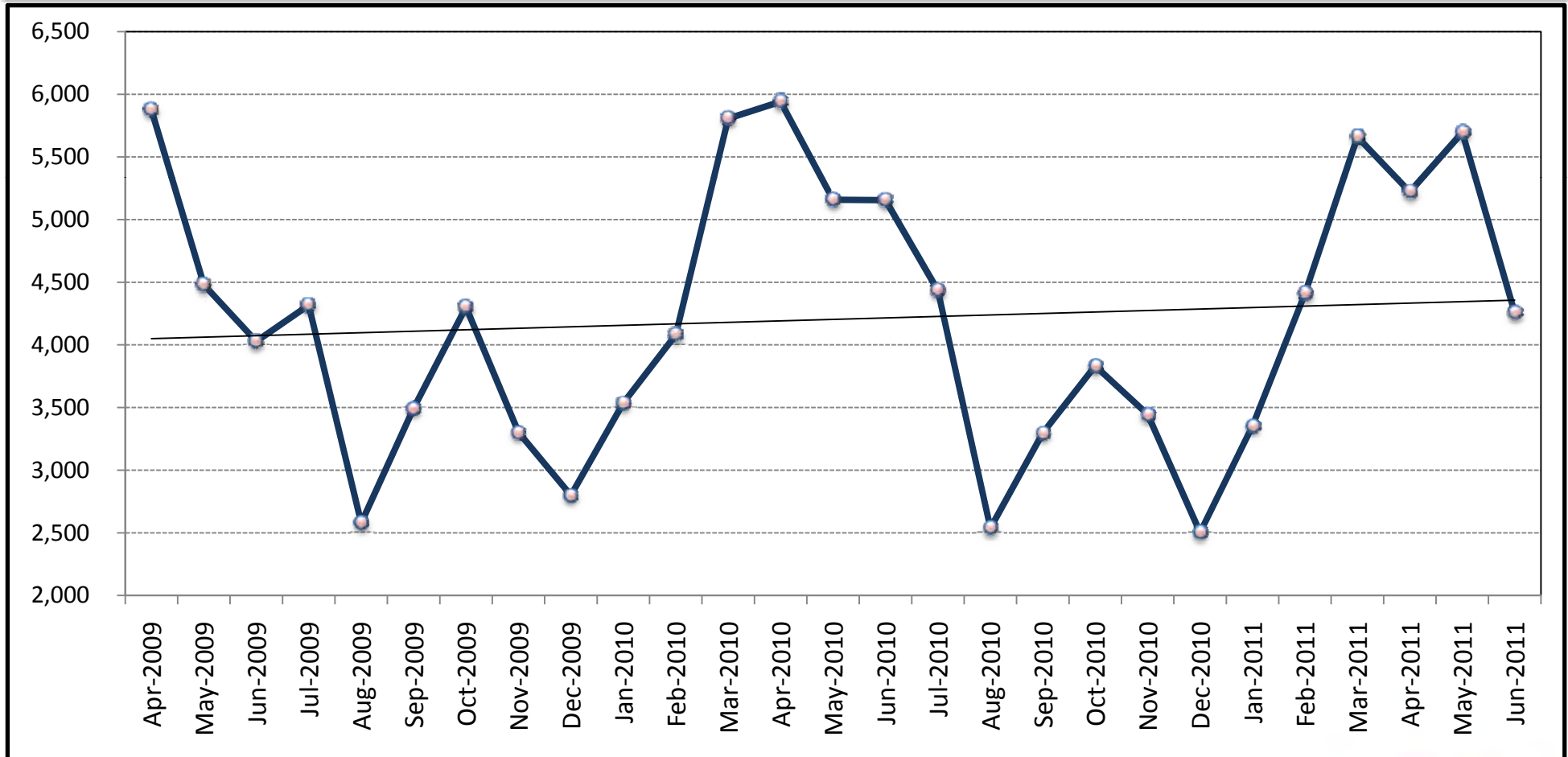


Organismes de placement collectifs (OPC)





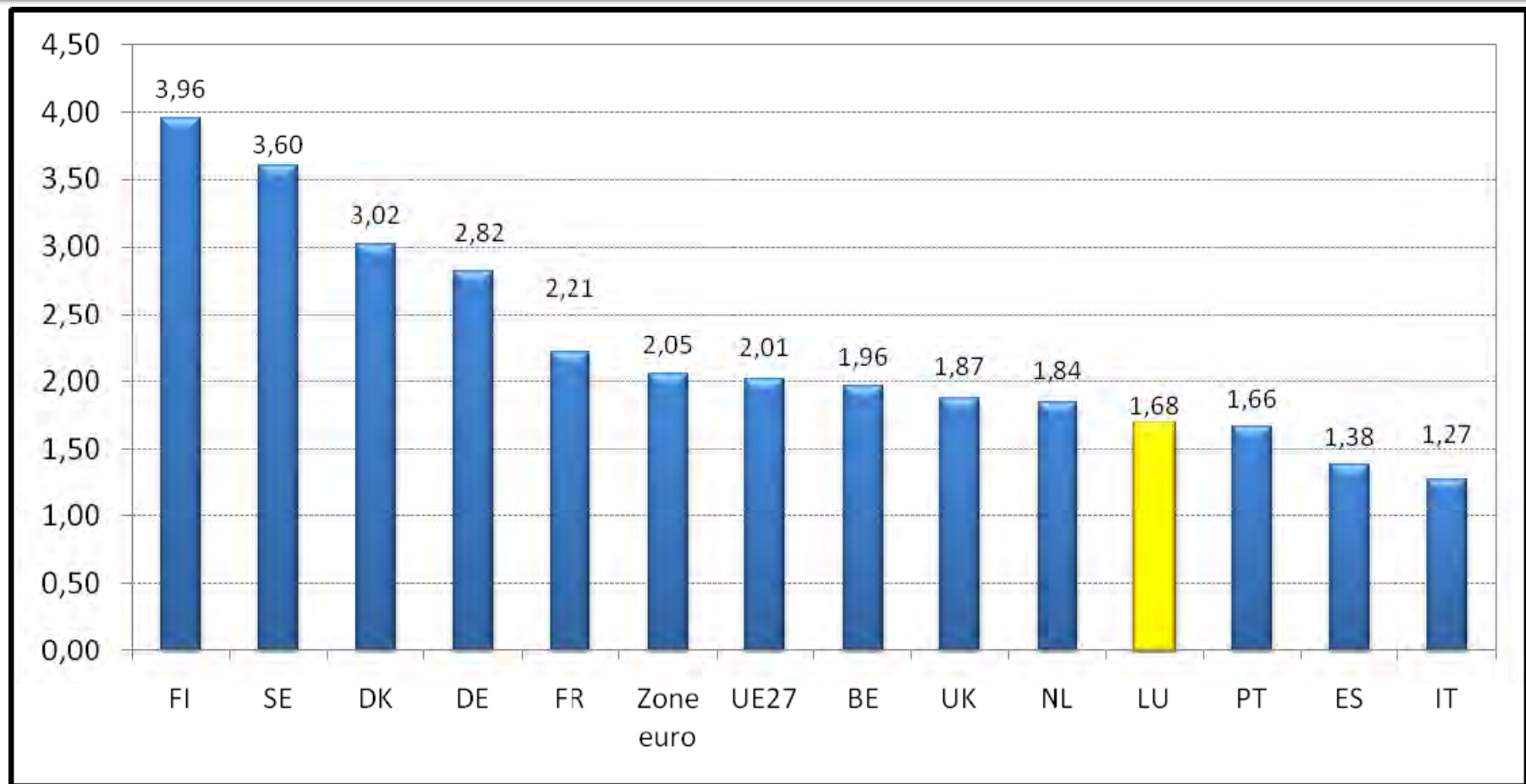
Nouvelles immatriculations



Source: Statoc



Dépenses totales de R&D intérieures (*DIRD*, en % du PIB, 2009)



Sources: Statec; Eurostat



Degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise

Définition  Part des exportations et importations dans le PIB

Formule  $(X \text{ de B\&S} + M \text{ de B\&S}) / (2 * \text{PIB})$

159% en 2010

Belgique  82%

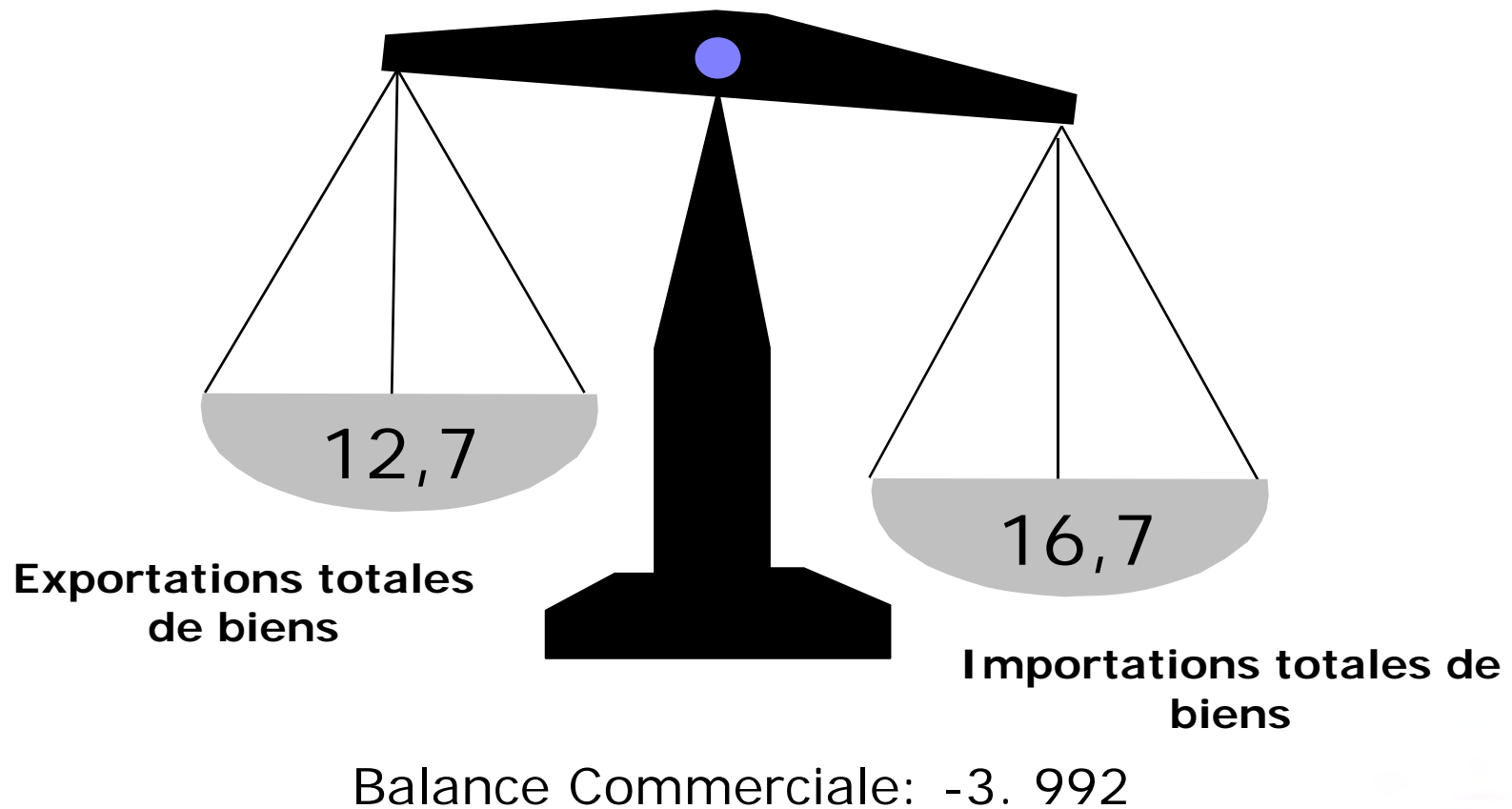
Allemagne  48%

France  32%

Etats-Unis  12%

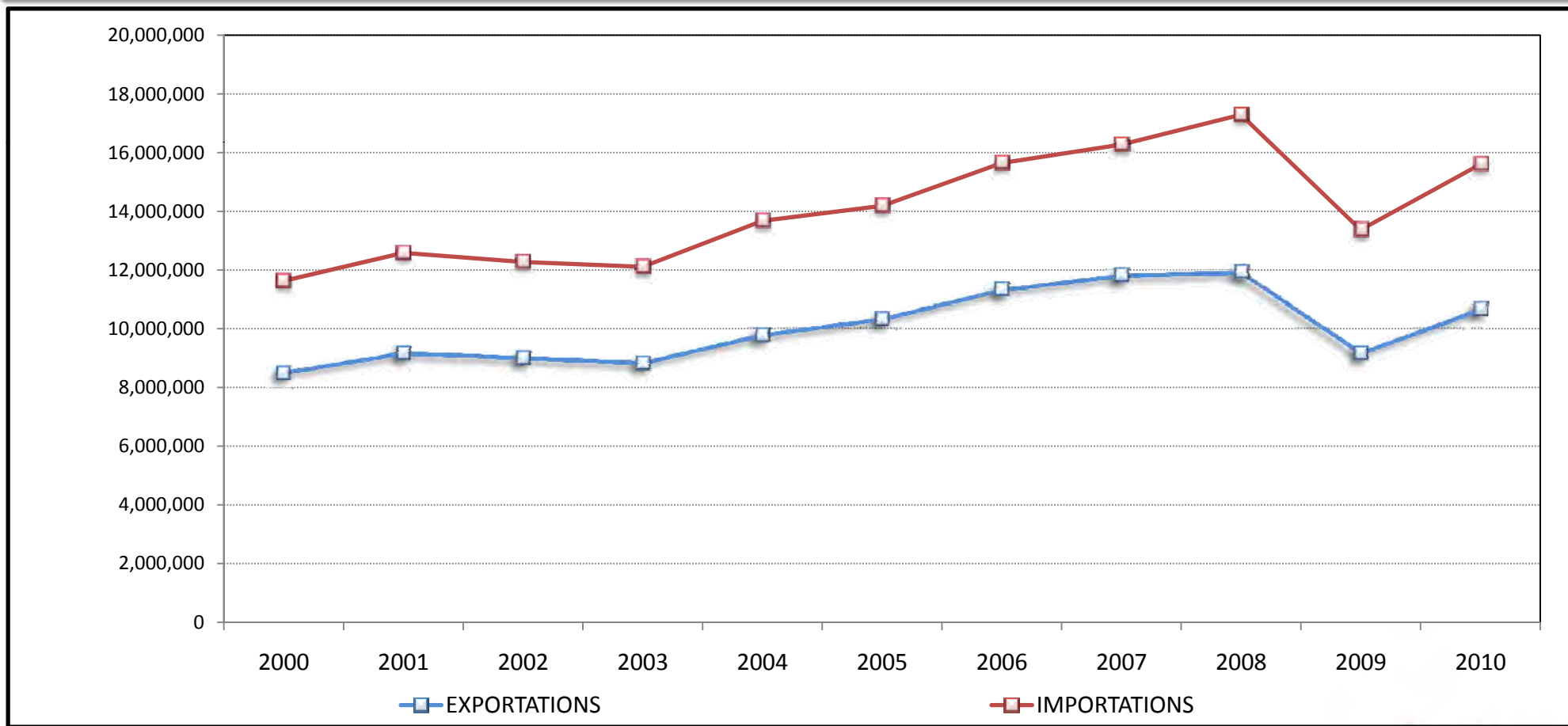


Commerce extérieur (milliards EUR, en 2010)



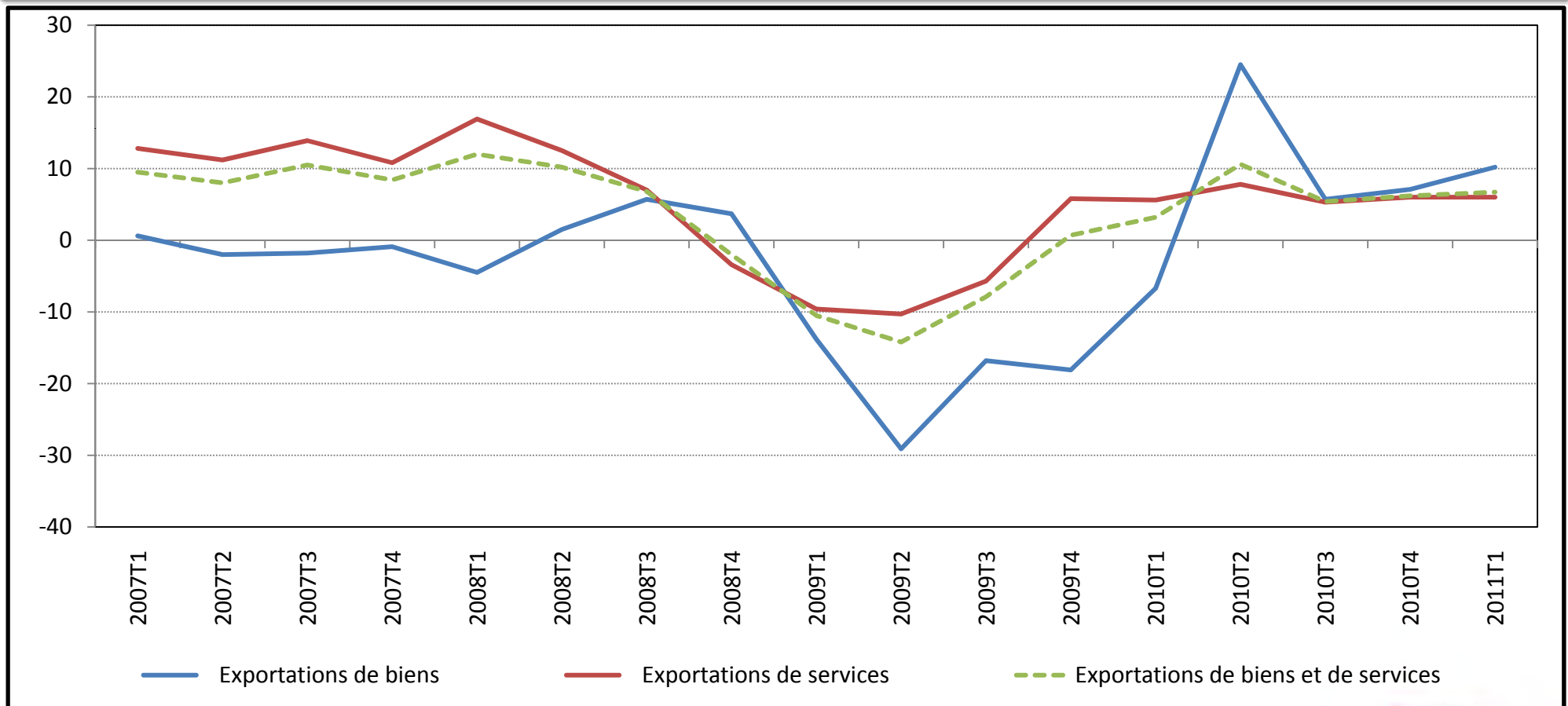


Evolution des exportations et des importations de biens (en milliers)



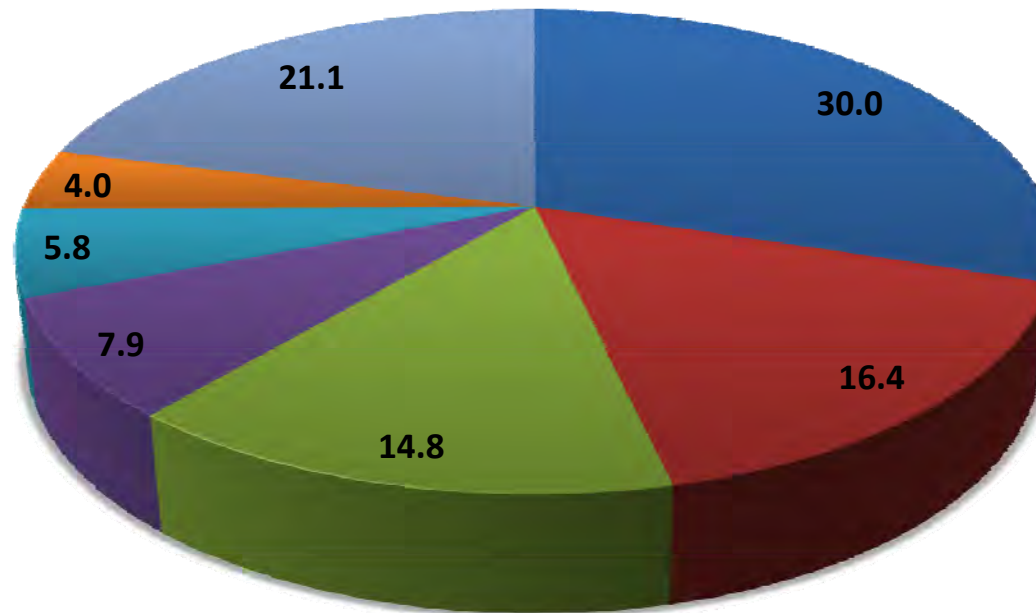


Evolution des exportations de biens et services (% de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente)





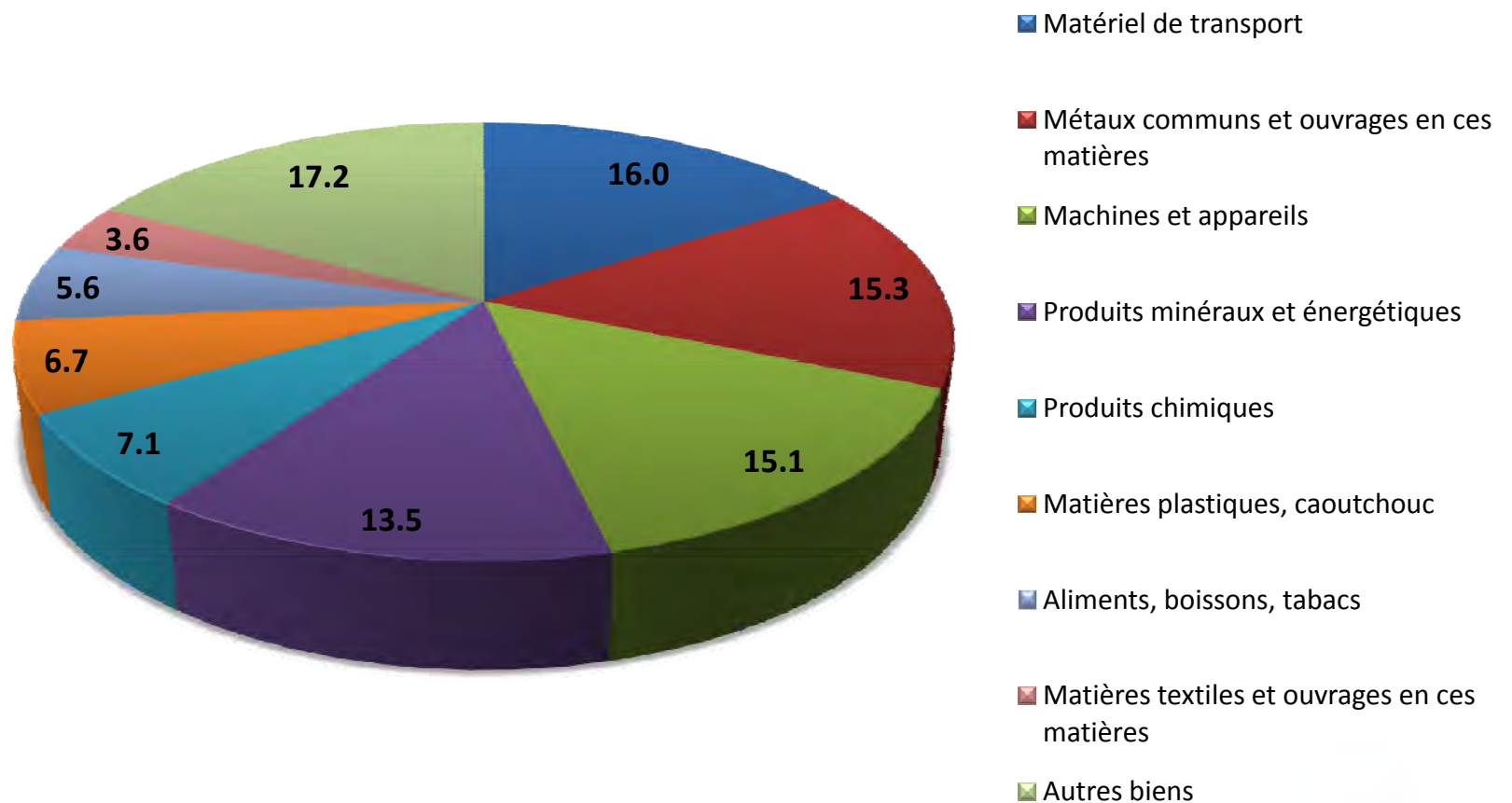
Types de biens exportés (en %) - 2010



- Métaux communs et ouvrages en ces matières
- Machines et appareils
- Matières plastiques, caoutchouc
- Matériel de transport
- Matières textiles et ouvrages en ces matières
- Produits chimiques
- Autres biens

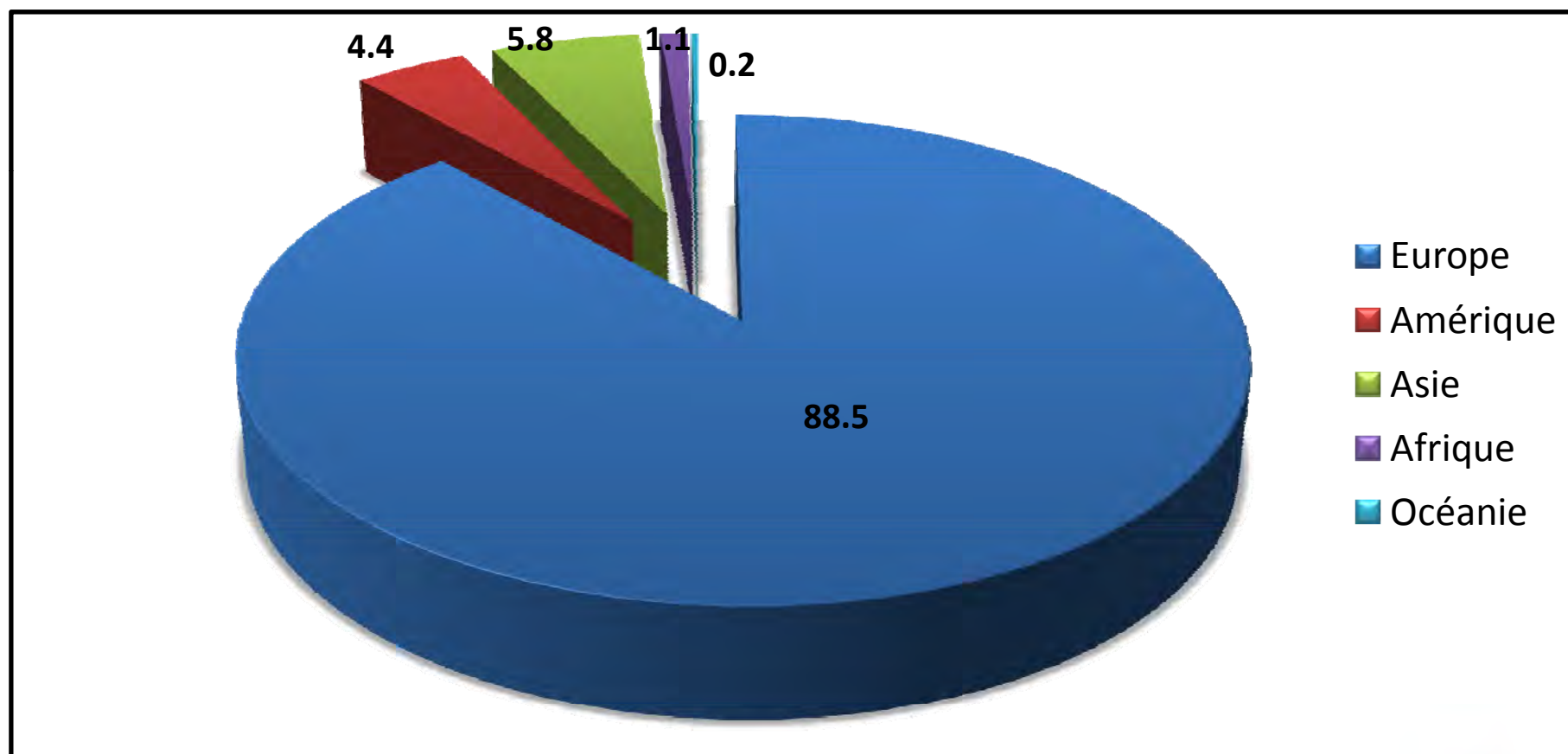


Types de biens importés (en %) - 2010





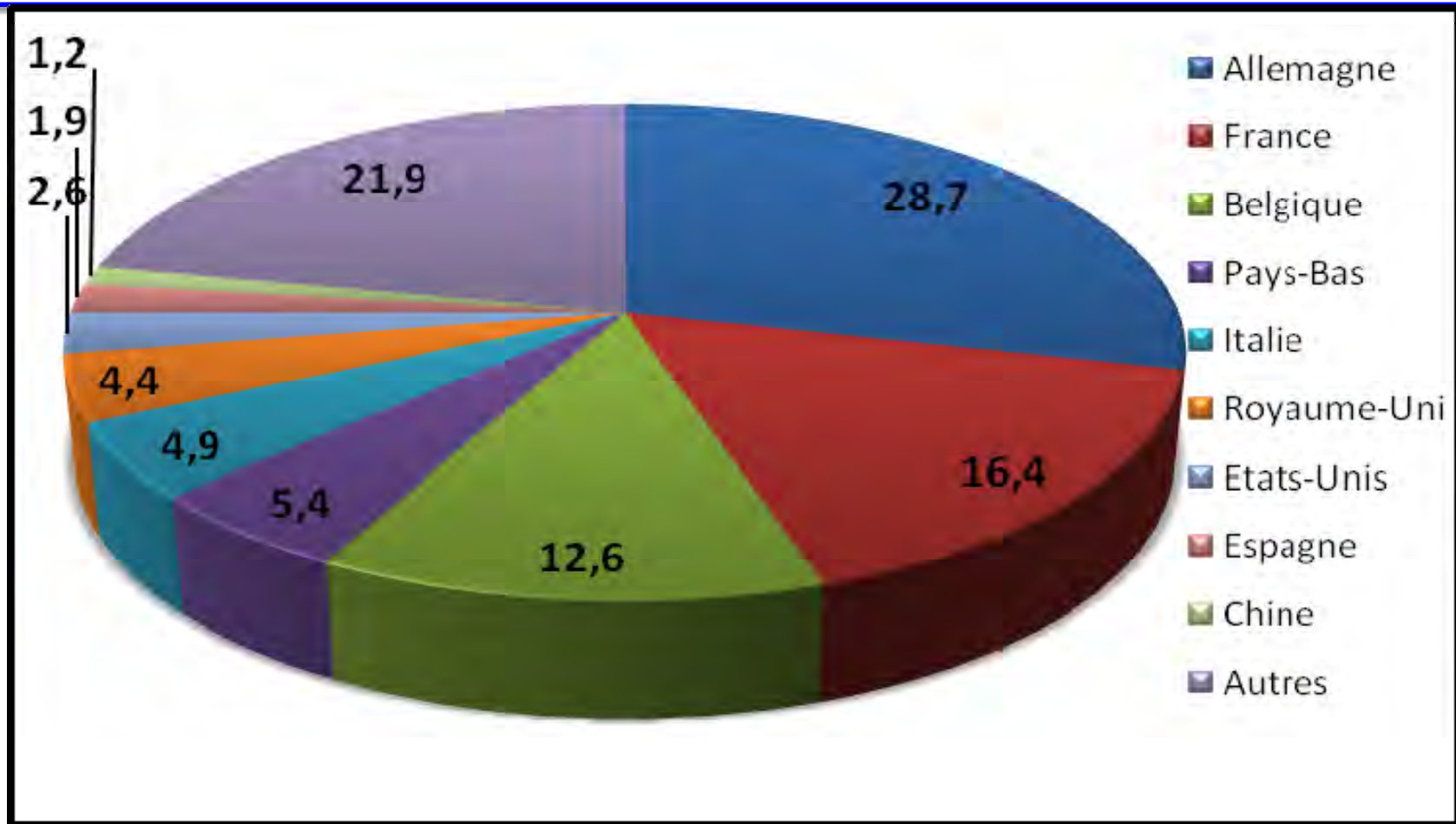
Pays partenaires en 2010 – exportations (1)



Source: Statec



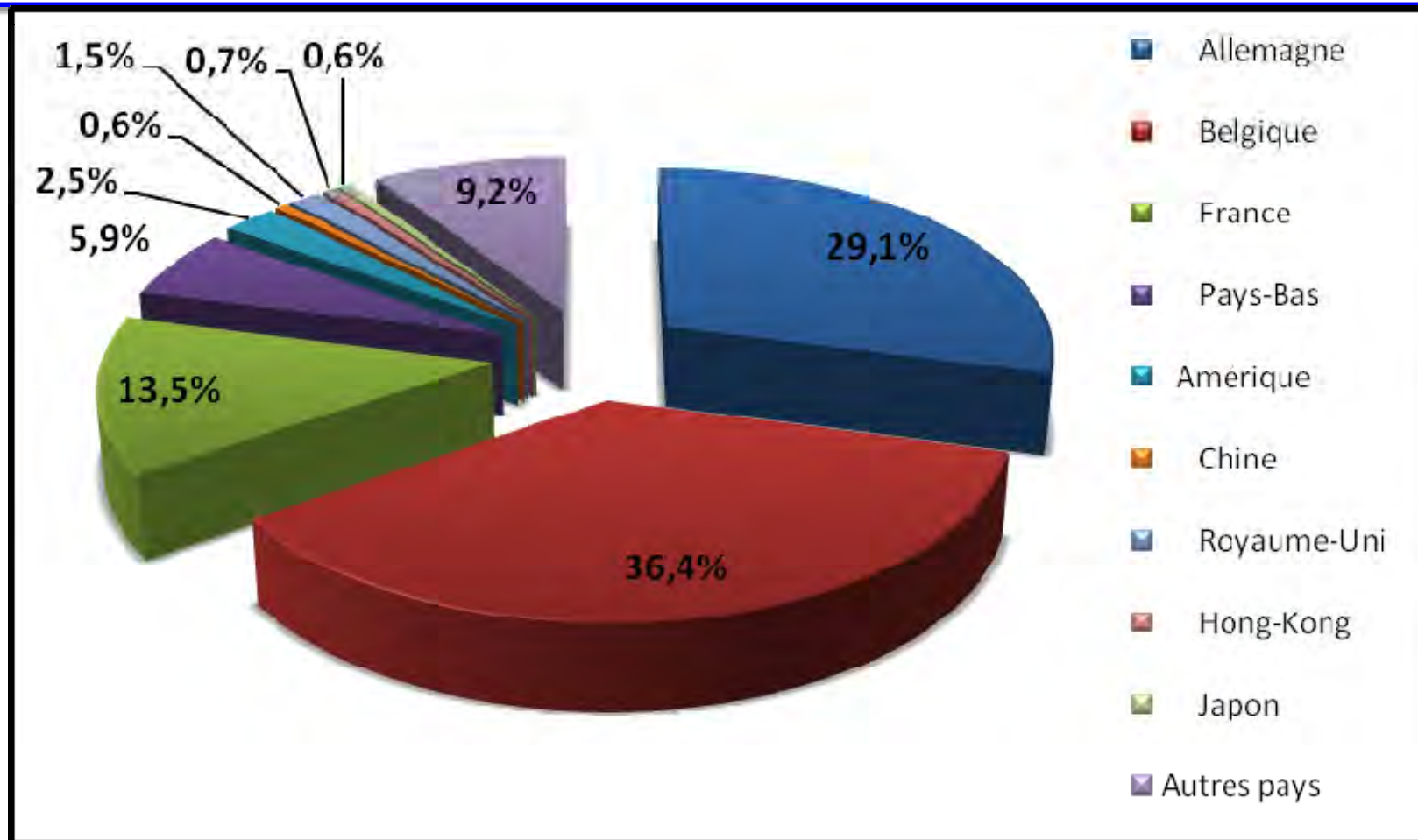
Pays partenaires en 2010 – exportations (2)



Source: Statec



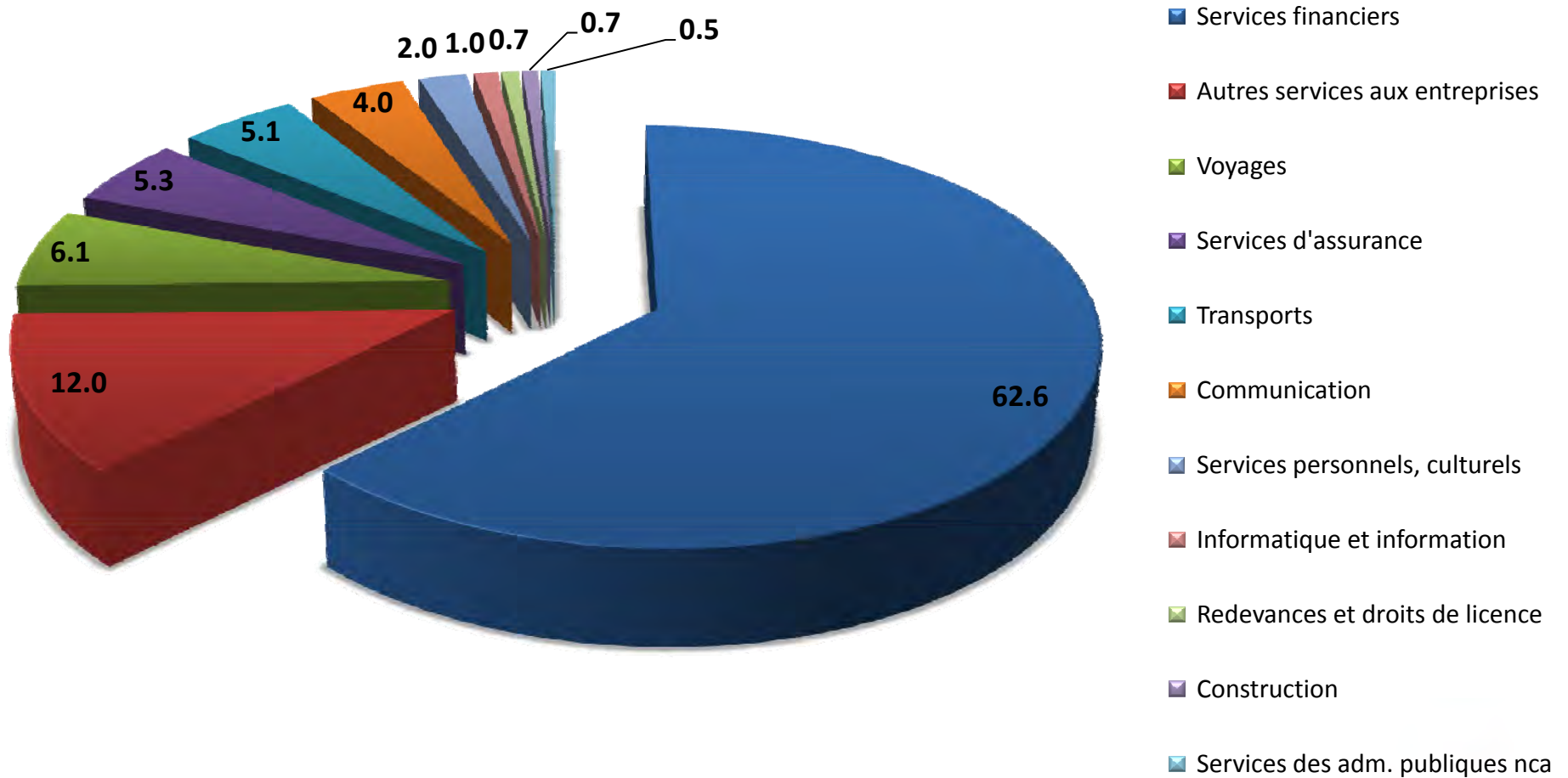
Pays partenaires en 2010 – importations



Source: Statec

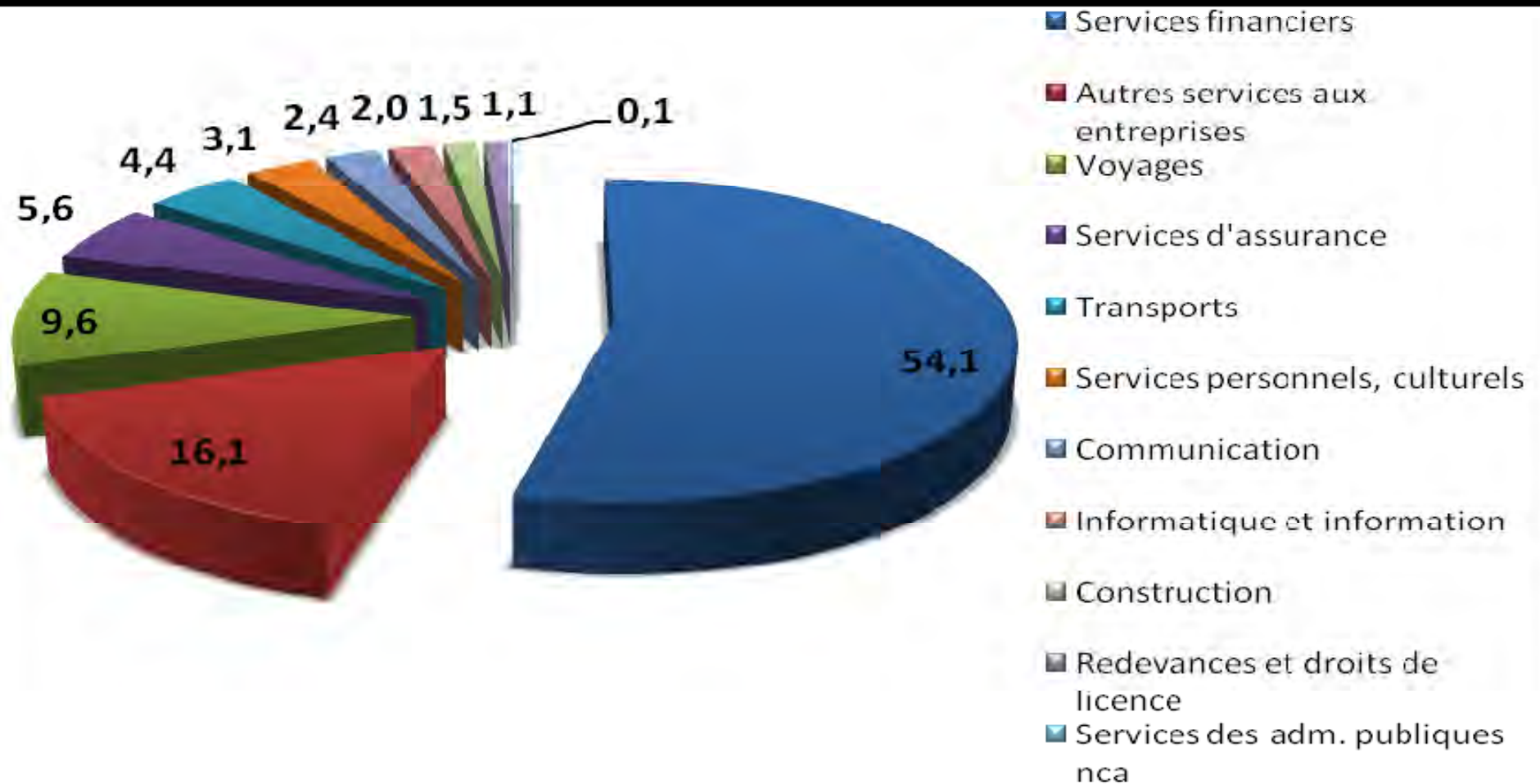


Types de services exportés en 2010





Types de services importés en 2010



Source: Statec

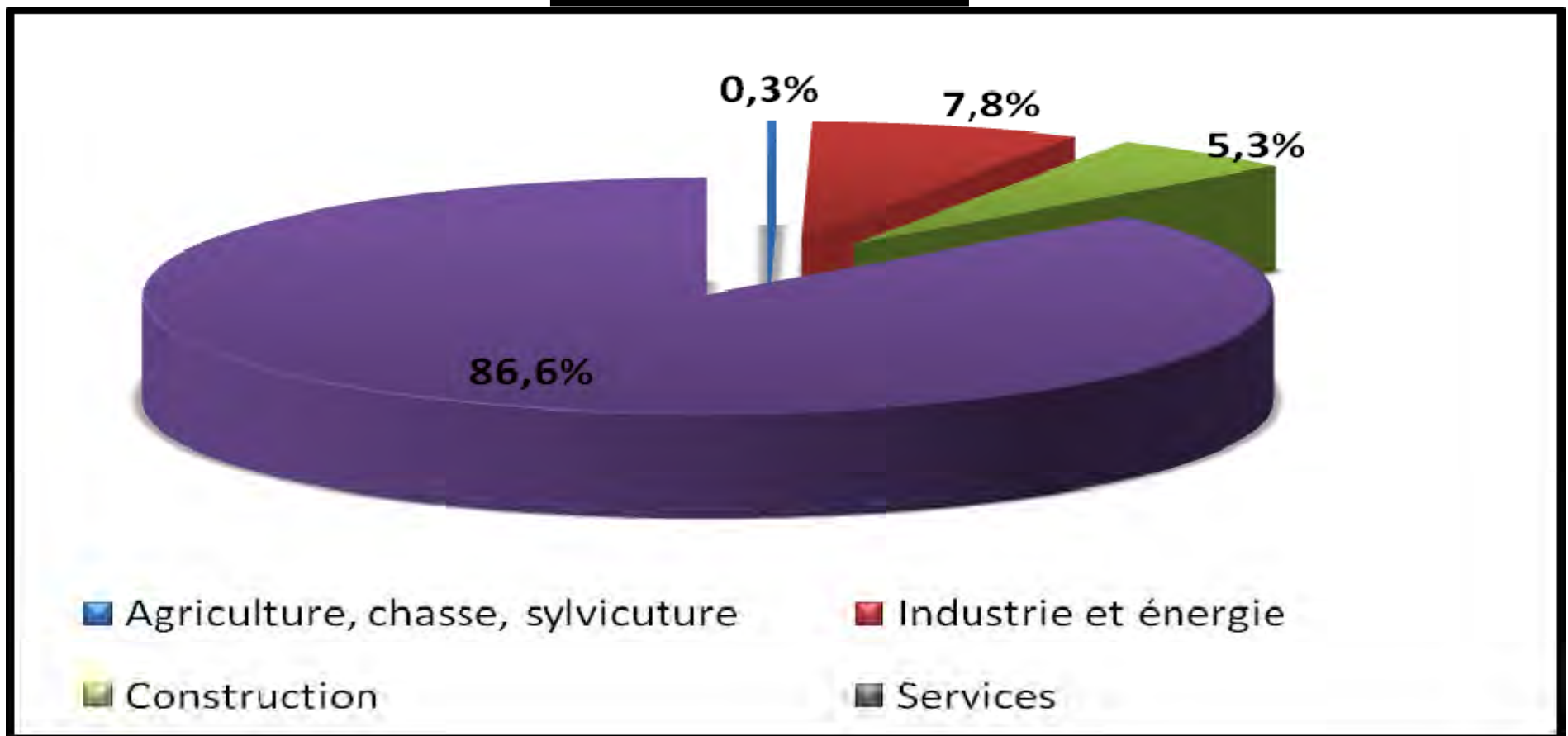


*... Une structure économique
atypique ...*



La structure de l'économie luxembourgeoise en 2010 (1)

Economie globale





La structure de l'économie luxembourgeoise en 2009 (2)

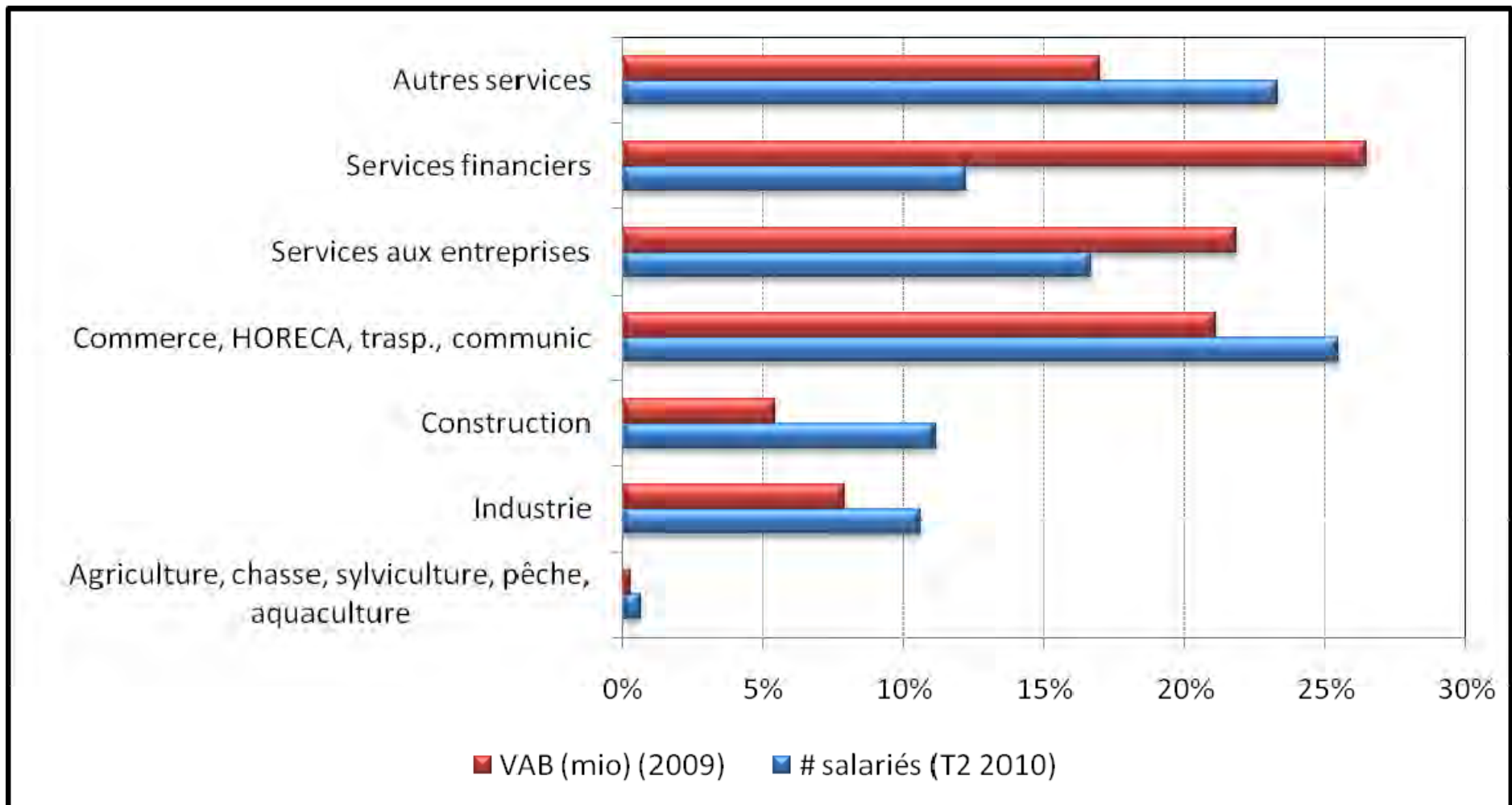
Détail services



- Commerce; rép. Auto. et d'articles domestiques; HORECA, transp. & comm.
- Services financiers
- Immobilier, location et services aux entreprises
- Autres activités de services



Contribution des branches au PIB et à l'emploi



Source: Statec, note de conjoncture 2-2010



Principaux employeurs

	2010	2011		2010	2011
	employés			employés	
1 Etat	23986	...	17 Groupe G4S	1590	1510
2 Ville de Luxembourg	3579	...	18 Etablissement Public Centres, Foyers et Services pour Personnes Agées (SERVIOR)	1310	1420
3 Groupe ArcelorMittal	6170	6070	19 Compass Group Luxembourg	1500	1390
4 BGL BNP Paribas	2520	4110	20 Elisabeth	1190	1360
5 Groupe Cactus	3900	3900	21 Sodexo Luxembourg SA	1070	1280
6 Groupe Dexia BIL	3830	3640	22 Fondation François-Elisabeth	1220	1220
7 Groupe Entreprise des Postes et Télécommunications	3560	3640	23 Groupe Guardian	1200	1200
8 Groupe CFL	3490	3640	24 KBL European Private Bankers	1280	1180
9 Goodyear Dunlop Tires Operations SA	3190	3310	25 Cargolux Airlines International SA	1150	1170
10 Groupe Dussmann Luxembourg	2670	2680	26 Deloitte	...	1130
11 Luxair SA	2390	2390	27 Nettoservice	1130	1130
12 Centre Hospitalier de Luxembourg	2050	2050	28 Groupe Société Générale Bank & Trust	970	1020
13 Groupe PricewaterhouseCoopers	1910	1980	29 Groupe CERATIZIT	940	1020
14 Centre Hospitalier Emile Mayrisch	1780	1870	30 Clearstream	1080	1010
15 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	1810	1800	31 Centre Hospitalier du Nord	1010	1000
16 Fondation Stéftung Hëllef Doheem	1560	1610	32 ISS Facility Services SA	900	970



Industrie

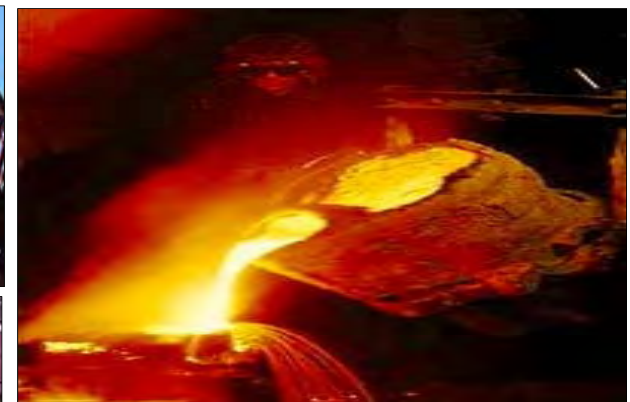
8% du PIB; 10% de l'emploi



Source: Statec 2009



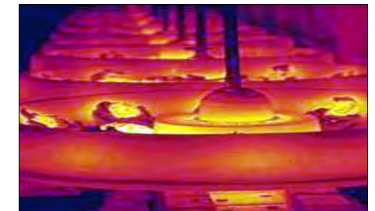
Industrie du fer et de l'acier





Traitement du métal

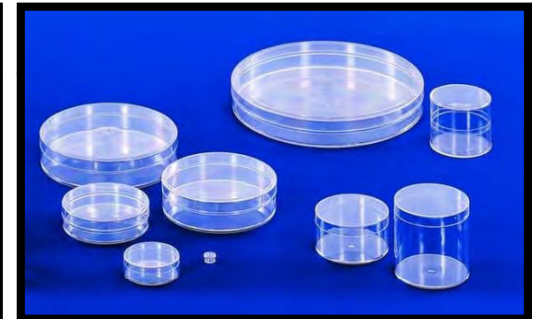
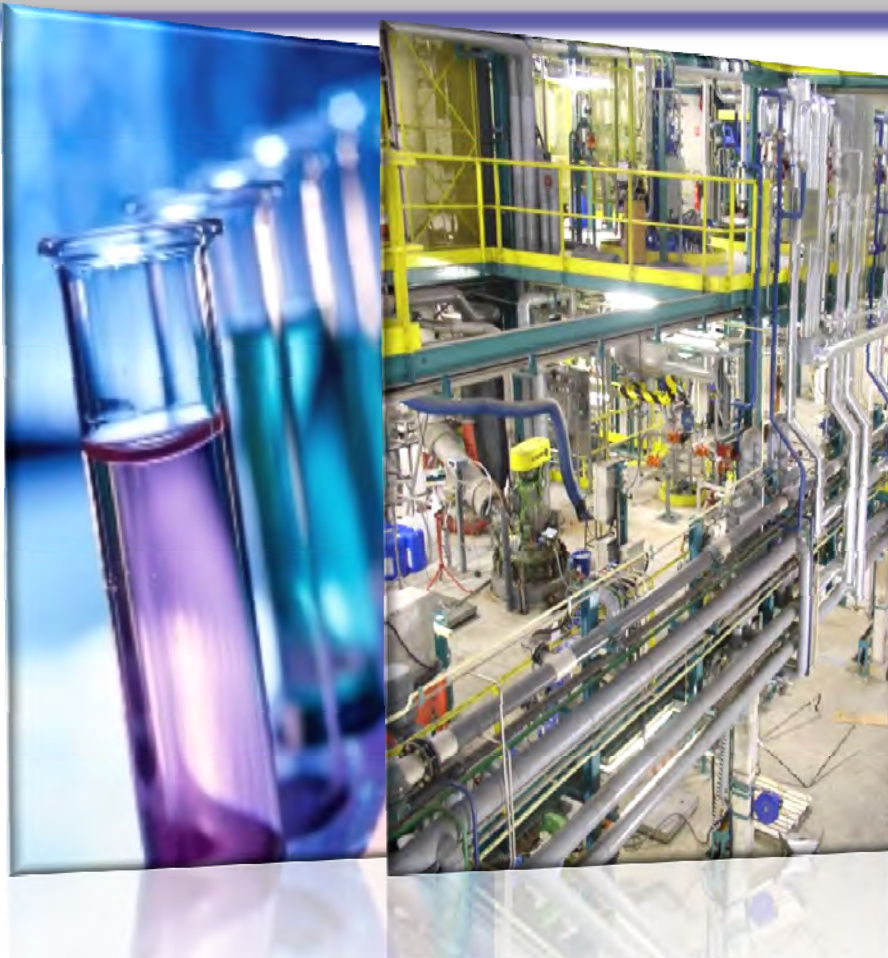
Tôle, revêtements, structures métalliques...





Industrie chimique

Matériaux, plastiques, caoutchouc...





Industrie minérale non métallique

Ciments, verre...

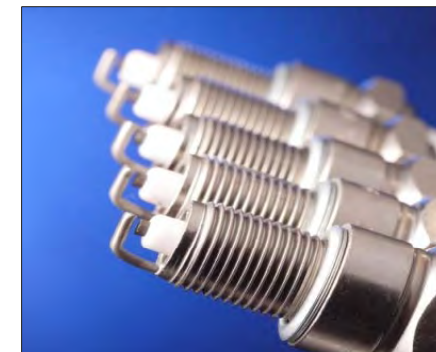
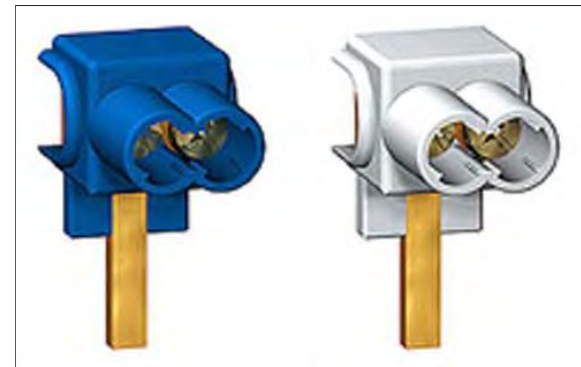




Industrie électrique et électronique

Capteurs, connecteurs...

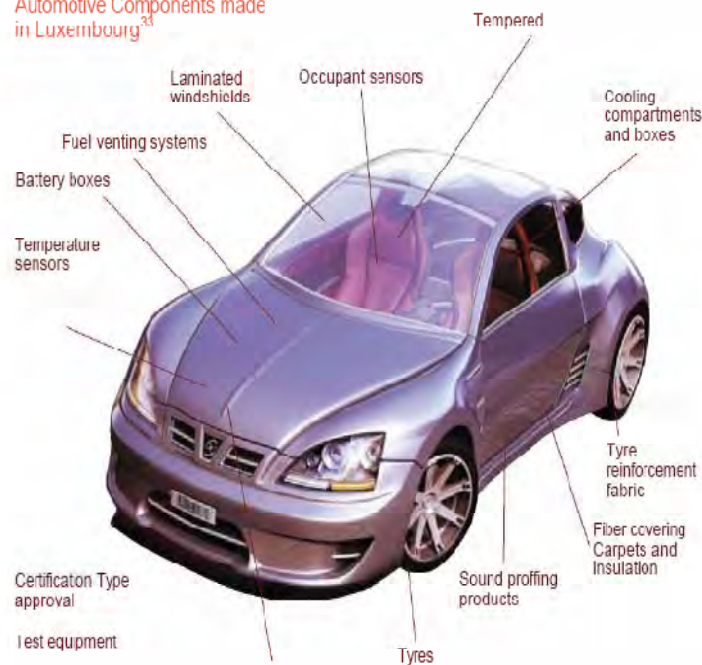
Industrie des équipements d'automobile





Industrie des équipementiers d'automobiles

Automotive Components made
in Luxembourg



- > 30 entreprises de l'industrie de l'équipement de l'automobile générant 1,5 mia EUR de CA
- R&D: 30% de l'emploi dans cette industrie
- Livraison le jour même de tous les producteurs d'automobiles en FR, DE, en GB, en BE et aux NL depuis le Luxembourg
- Coopération étroite de l'industrie avec les CRP pour développer de nouveaux produits
- Attractivité du Luxembourg pour le développement et le test de nouvelles générations de véhicules hybrides



Industrie alimentaire





Services

87% du PIB; 77% de l'emploi





Un centre financier



Impact direct + indirect selon l'étude CODEPLAFI 2009:

45% du PIB

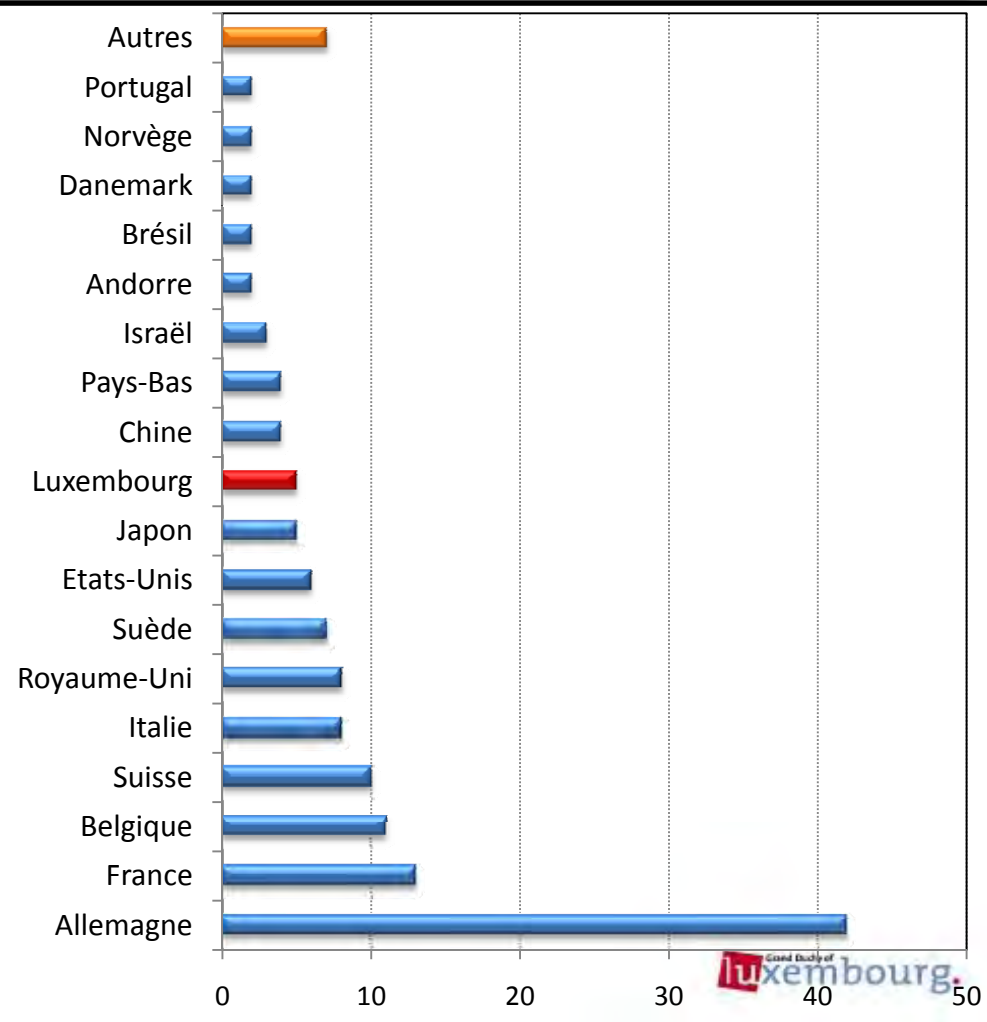
31% des recettes fiscales

22% de l'emploi



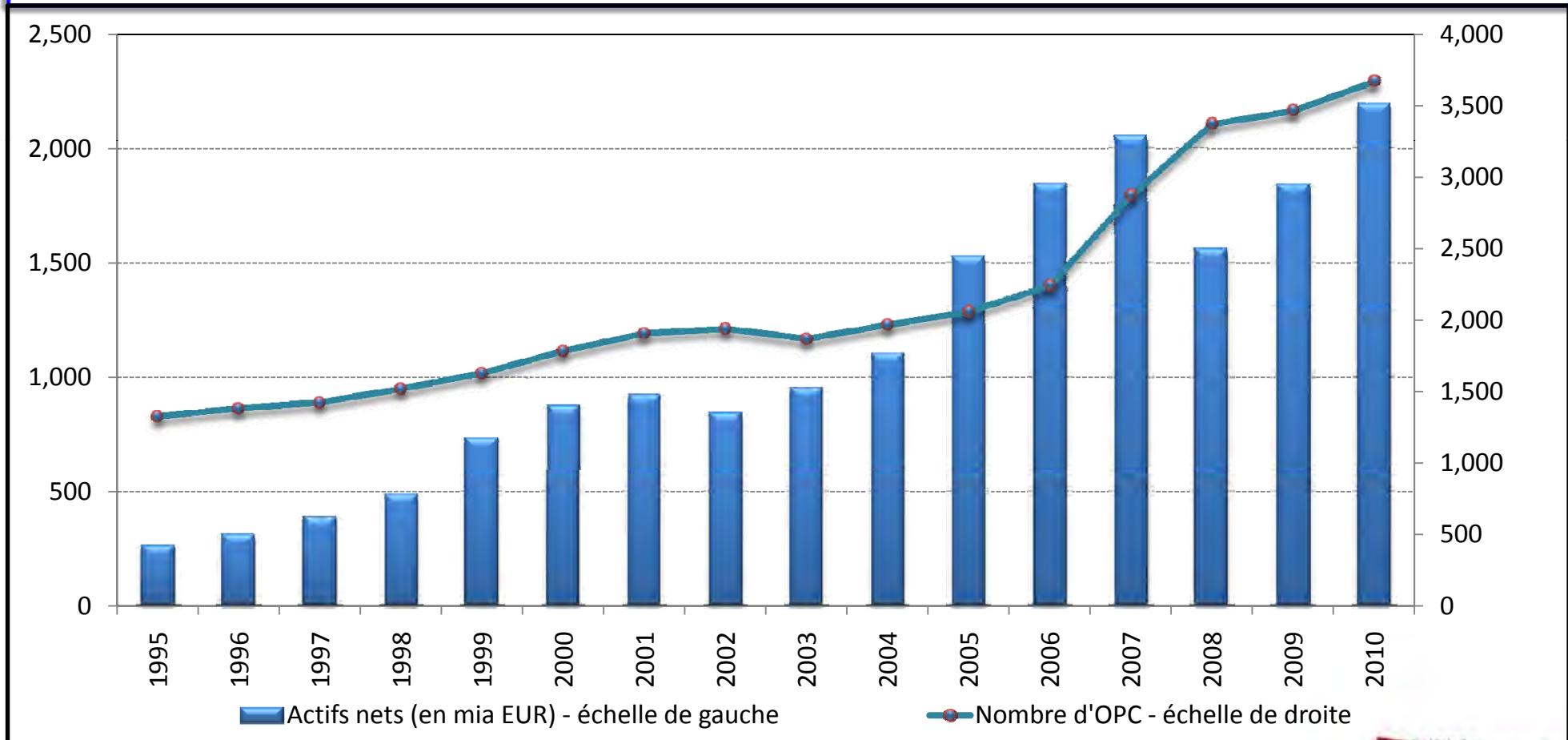
Centre financier

- Position de leader dans le « private banking » et la gestion de fortune
- Plateforme internationale pour le développement de nouveaux produits financiers, inspirée par la consultation régulière entre le gouvernement, le législateur et le secteur privé
- 144 banques répertoriées en 2011, dont l'origine est variée
- 2^{ème} centre au niveau mondial en termes de fonds d'investissement





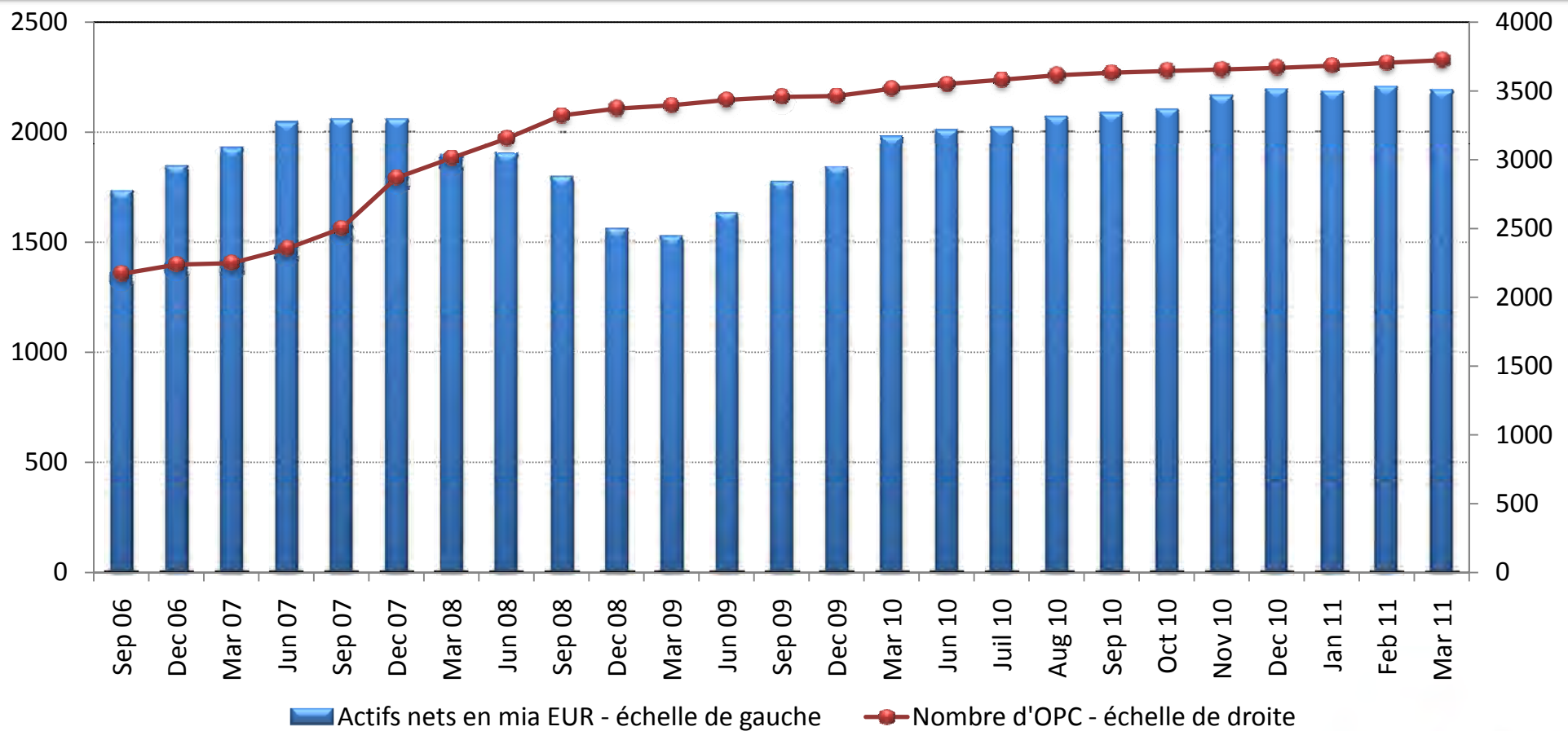
Evolution des fonds d'investissements *2^{ème} centre au niveau mondial*



Source: CSSF

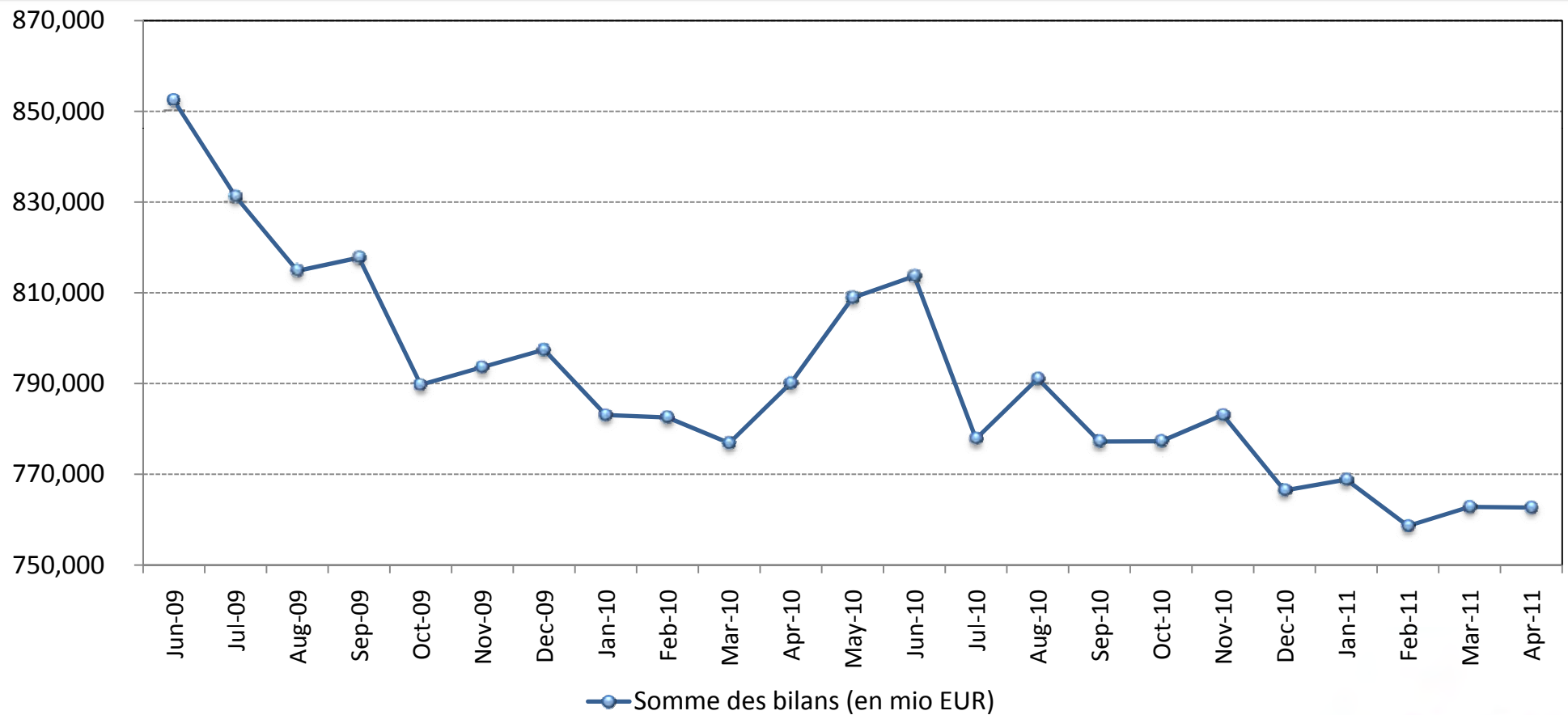


Evolution des fonds d'investissements *Evolution récente*





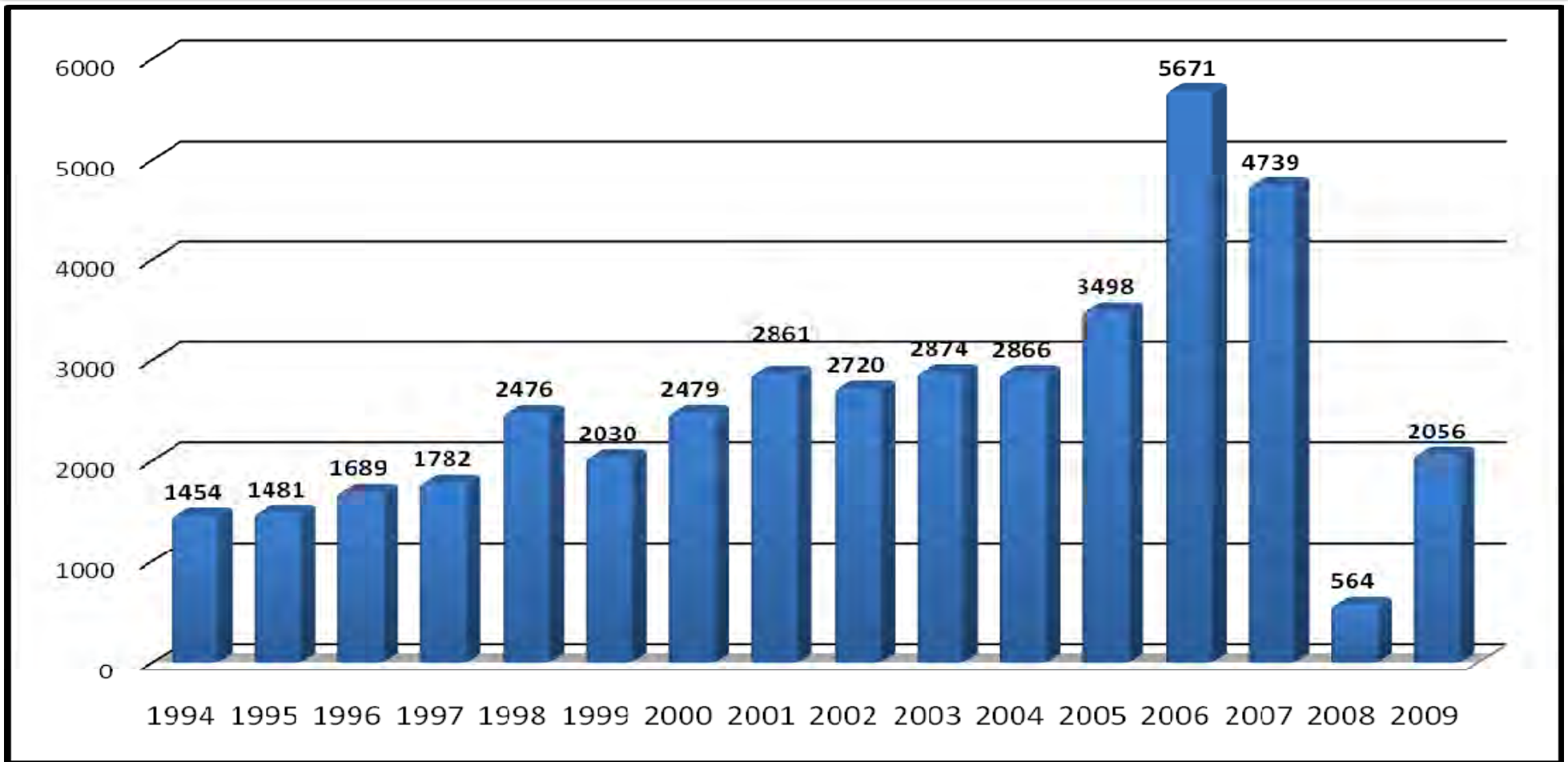
De nouveaux problèmes et risques... ...bilans des banques



Source: CSSF



Résultat net des banques





... Les finances publiques ...

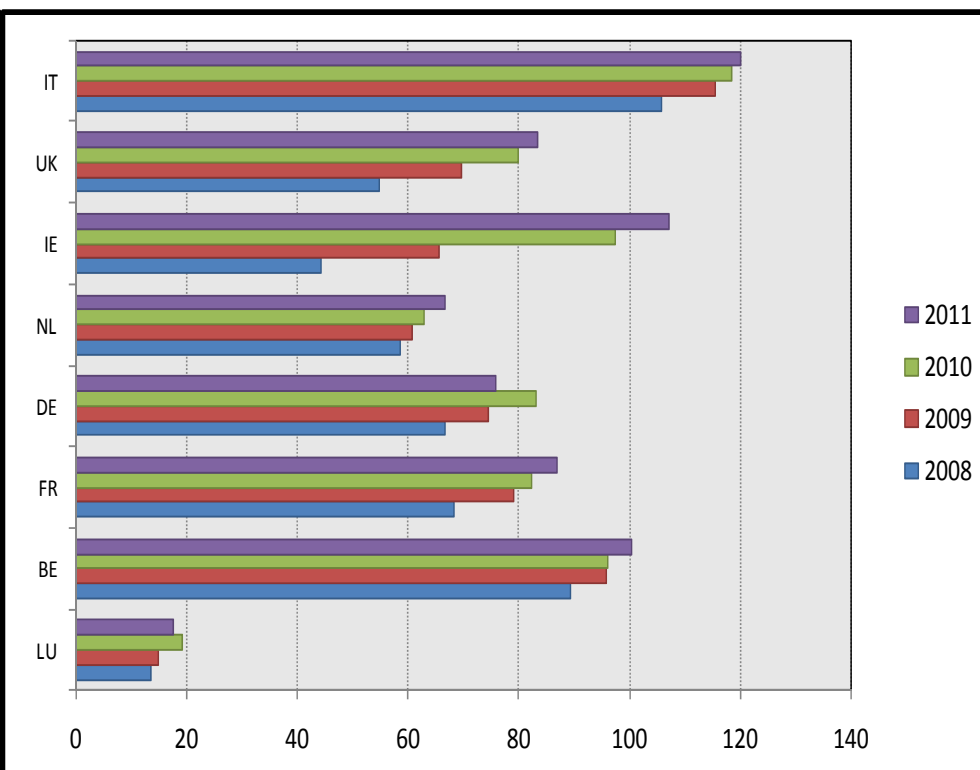
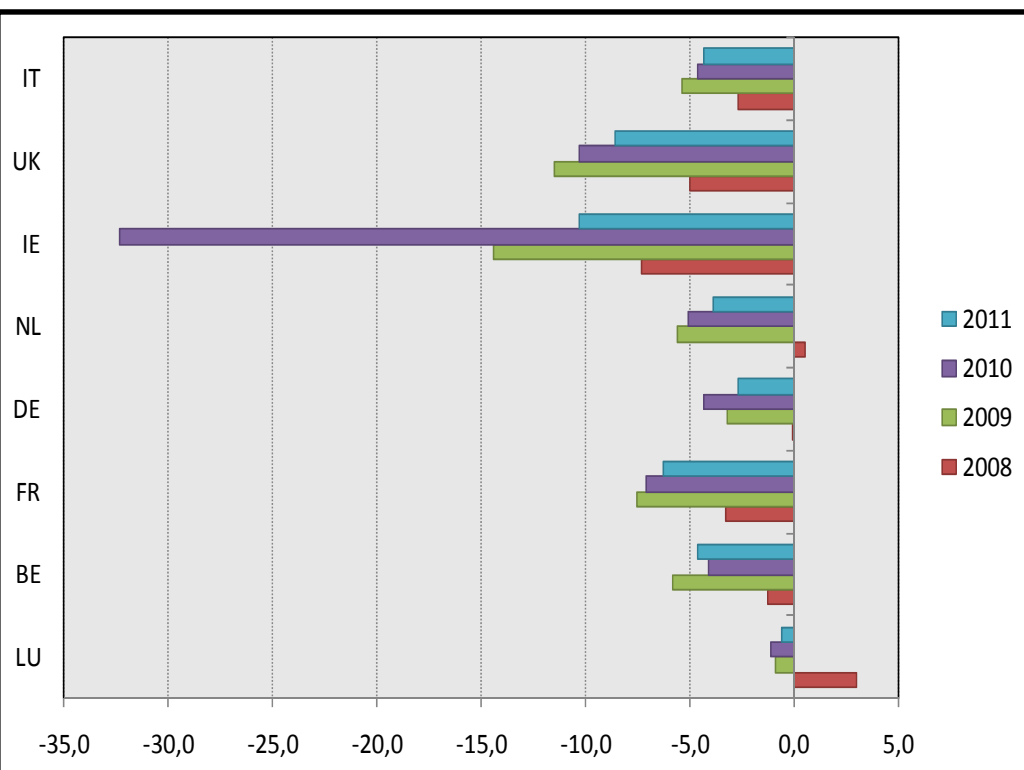


Finances publiques

Des finances publiques durablement saines: garantie du maintien d'un régime fiscal attractif

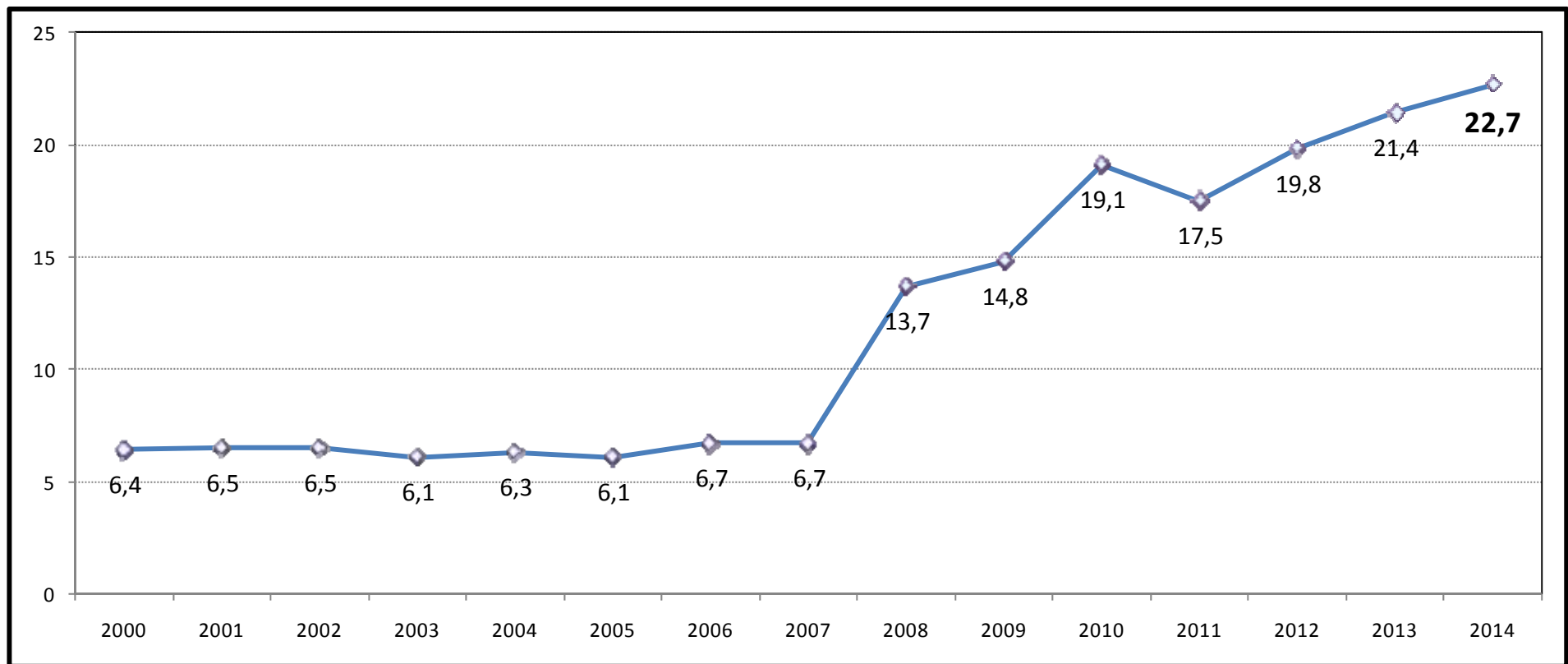
Excédent/déficit public (en % du PIB)

Dettes publique totale (en % du PIB)





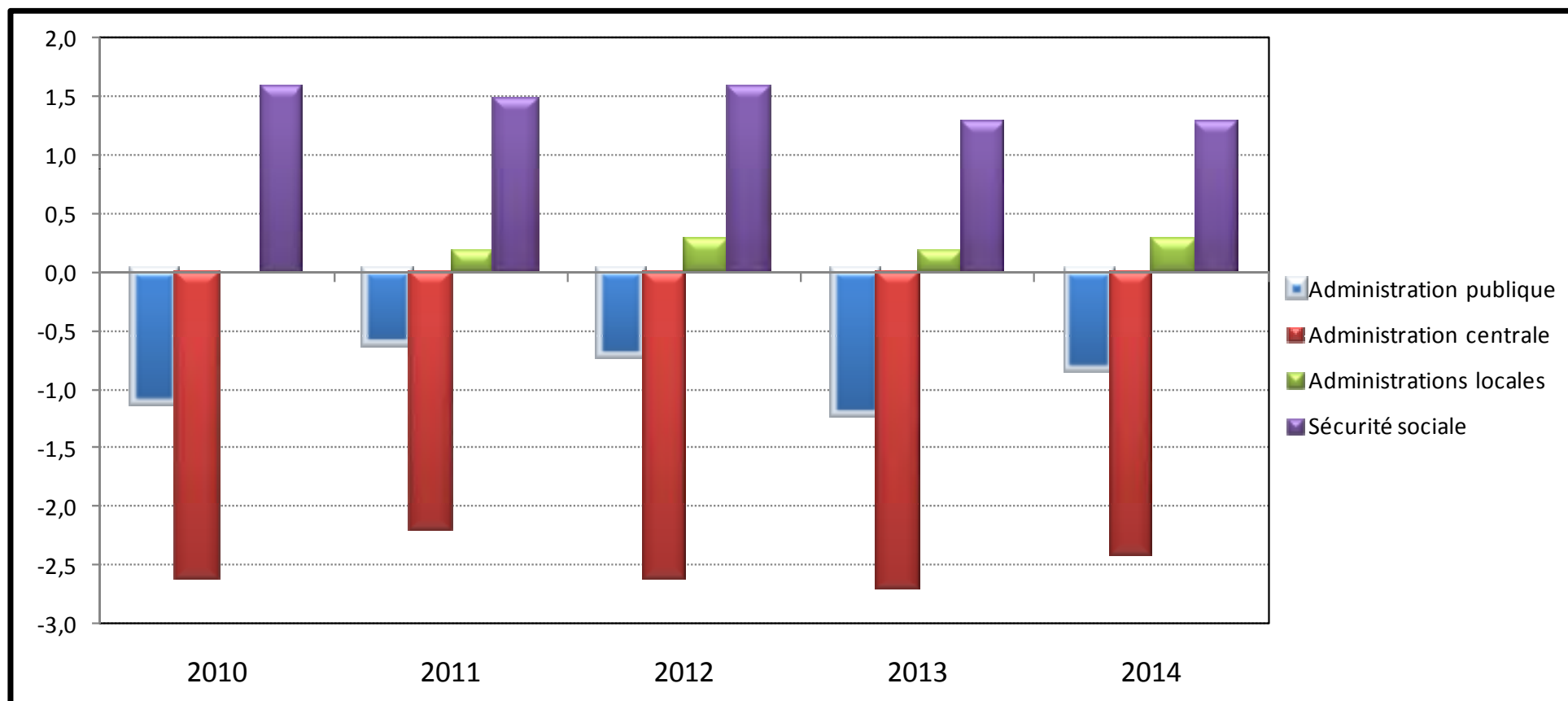
Evolution de la dette de l'Etat entre 2000 et 2014 (% du PIB)



Sources: 12^e actualisation du Programme de Stabilité et de Croissance, 2011-2014, projet de budget 2012, STATEC



Situation budgétaire de l'Administration publique (en millions EUR)





... L'environnement fiscal ...



Environnement fiscal

Taux d'imposition nominaux des bénéficiaires des entreprises (en %, 2010)

Malte	35,0
France	34,4
Belgique	34,0
Italie	31,4
Espagne	30,0
Allemagne	29,8
Luxembourg	28,6
Grande-Bretagne	28,0
Portugal	26,5
Suède	26,3
Finlande	26,0
Pays-Bas	25,5
Danemark	25,0
Autriche	25,0
Grèce	24,0

Source: Commission européenne

- **60 traités de non-double imposition en vigueur** (17 actuellement en négociation).

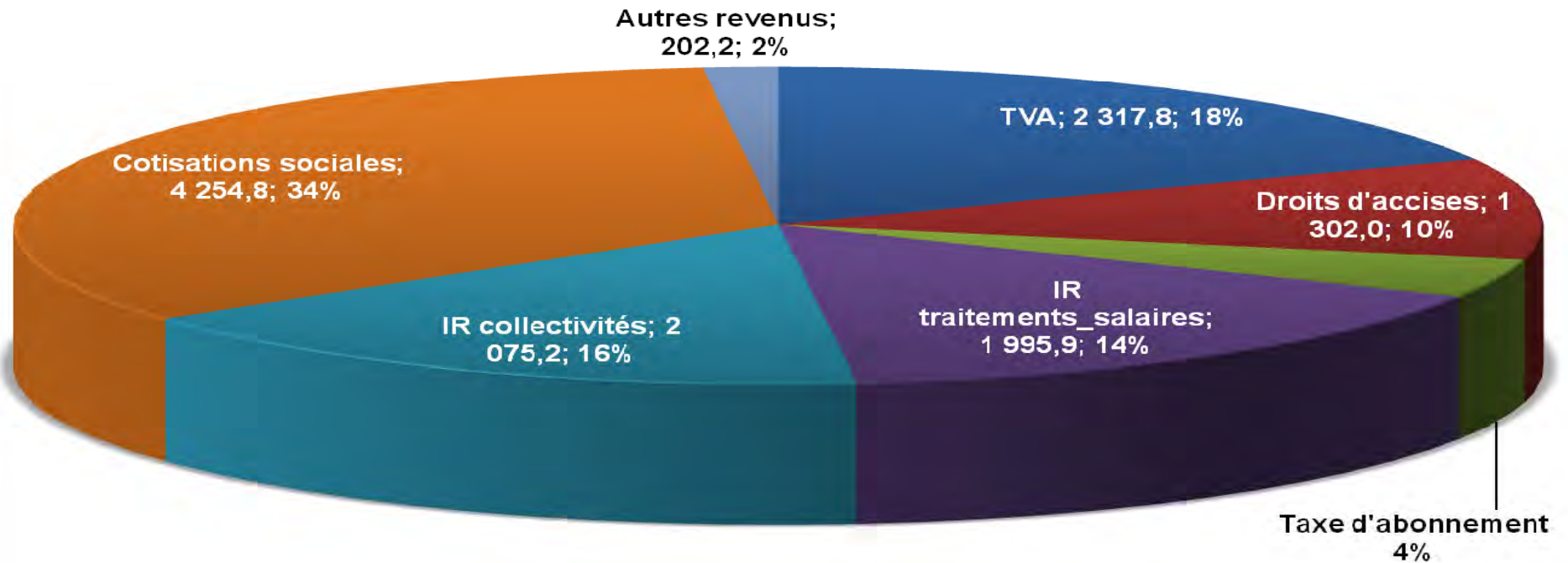
- **Régime d'incitation fiscale à la RDI:** Exonération à 80% des revenus issus de la Propriété Intellectuelle et des plus-values dégagées sur les opérations afférentes à la propriété intellectuelle.

- **Crédits d'impôts:** Crédit d'impôt pour investissements de 7% sur la valeur d'acquisition d'investissements réalisés au cours de l'année (plafond de 150,000€ et 3% du bilan).

- **Crédit d'impôt pour nouvelles entreprises:** 25% sur l'IRC et la taxe municipale sur un horizon de 8 ans sur les bénéficiaires résultant de l'implémentation de nouvelles entreprises.

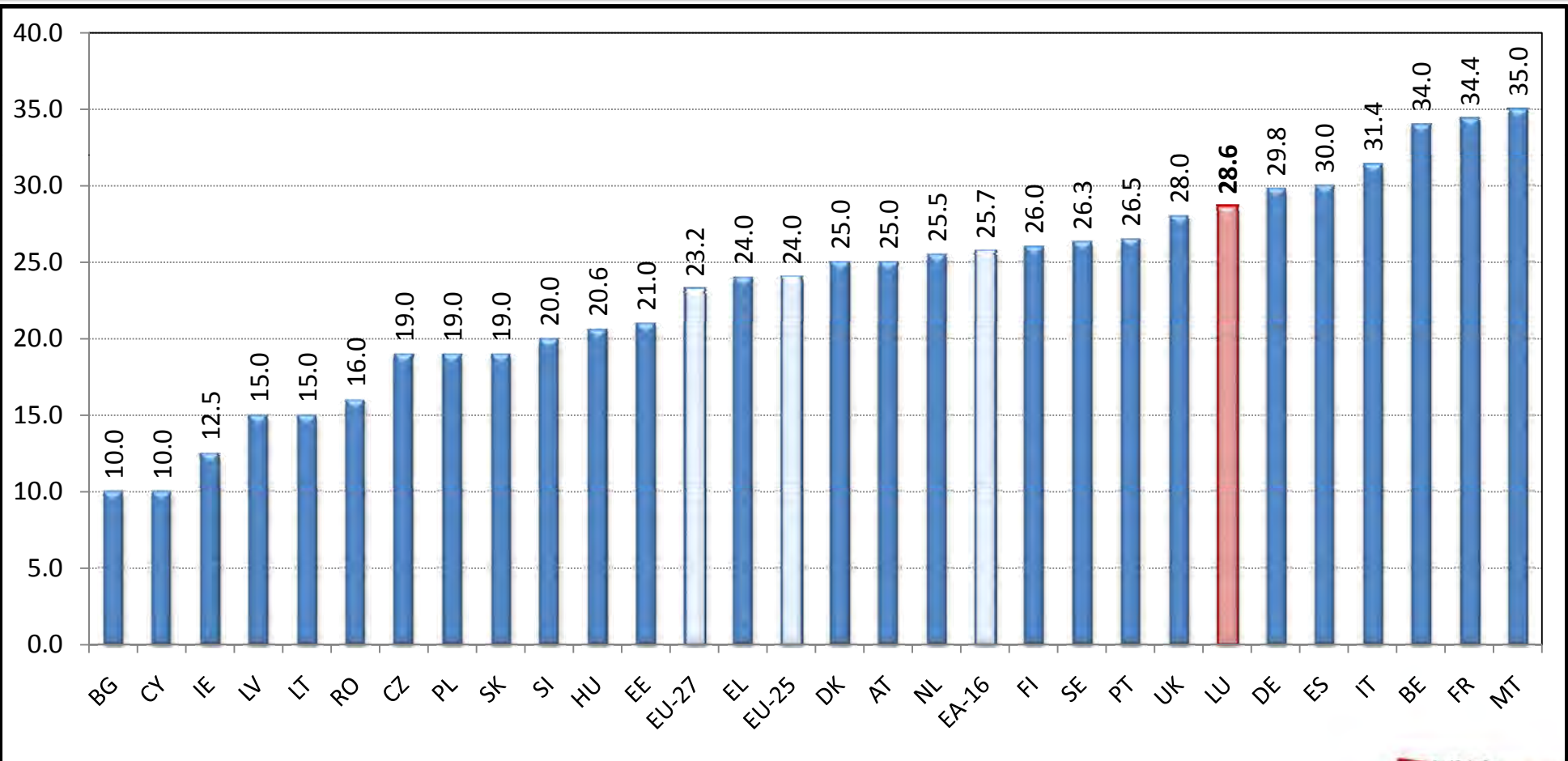


Aperçu des impôts et des cotisations sociales (2009)





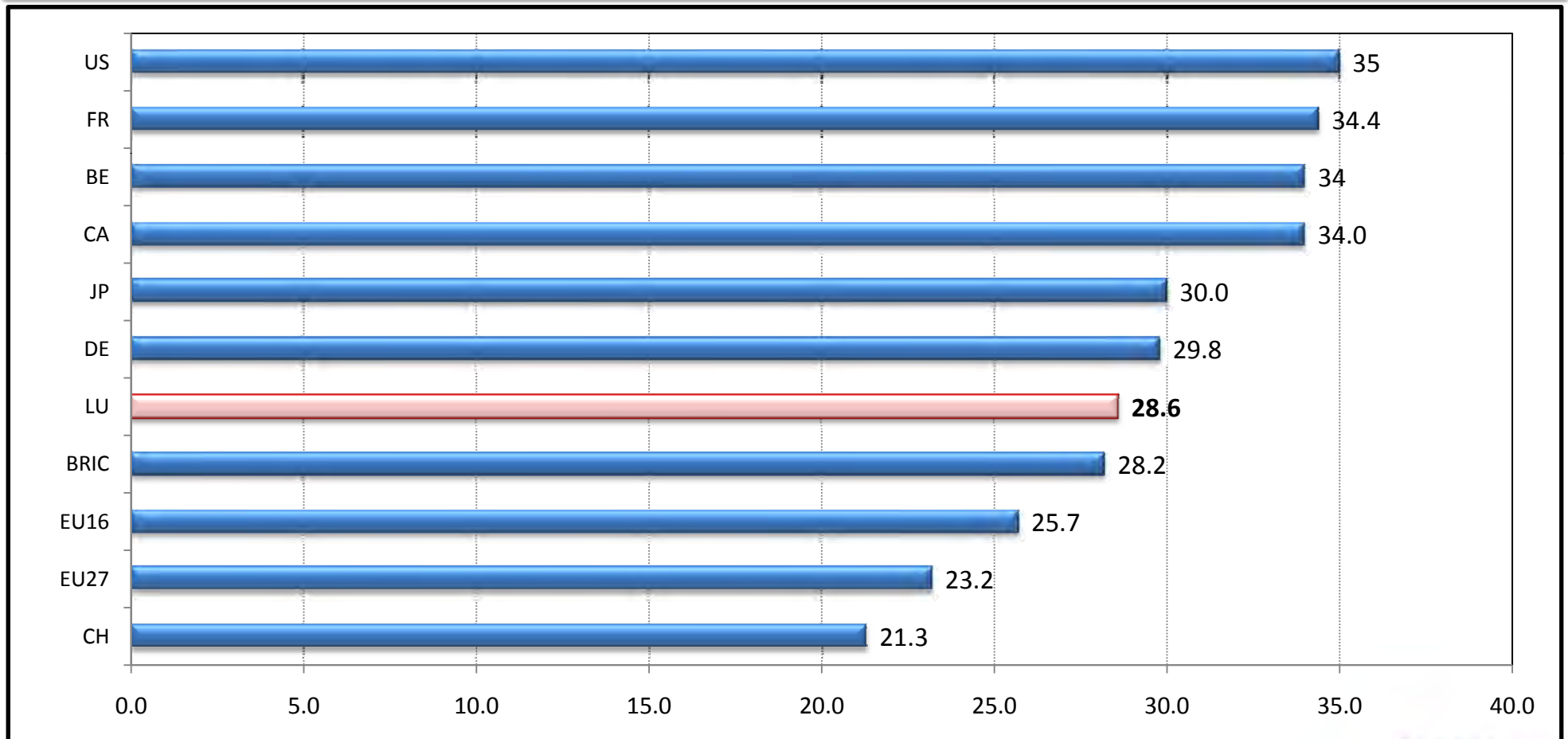
Impôt sur le revenu des collectivités *Taux à l'affiche en UE en 2010*



Source: EC - Taxation trends in the European Union – 2010 edition



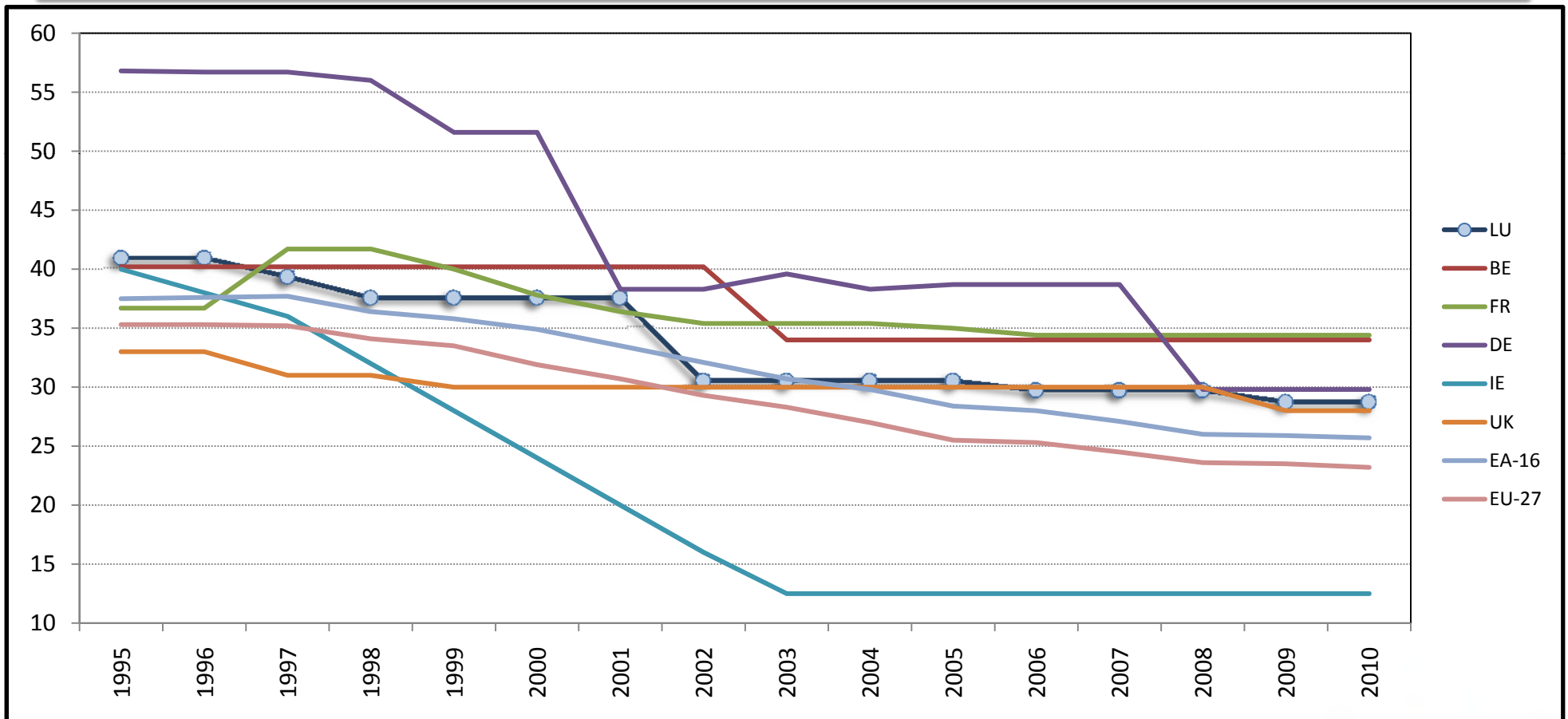
Impôt sur le revenu des collectivités *Comparaison internationale en 2010*



Source: EC - Taxation trends in the European Union - 2010 edition



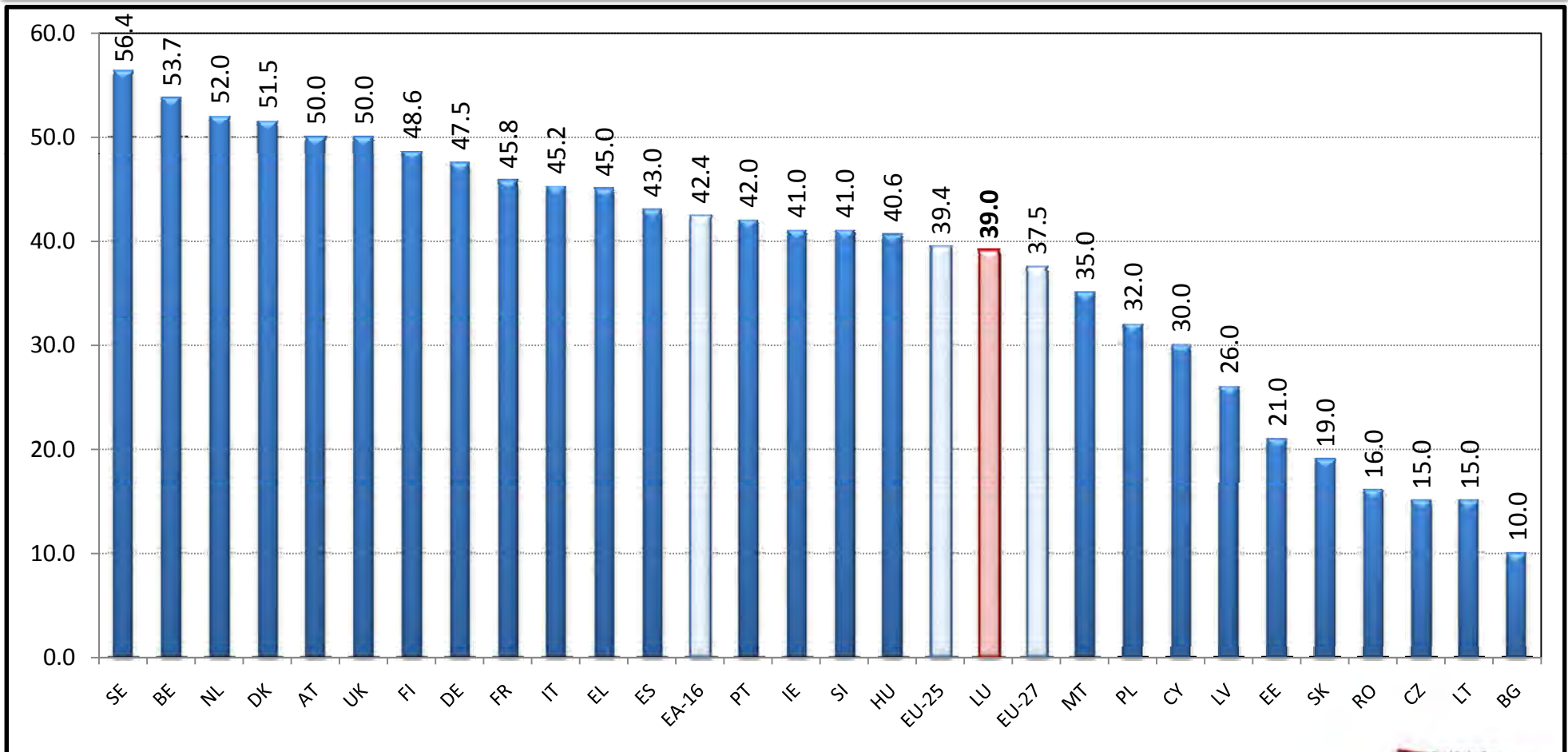
Impôt sur le revenu des collectivités *Evolution du taux à l'affiche*



Source: EC - Taxation trends in the European Union - 2010 edition

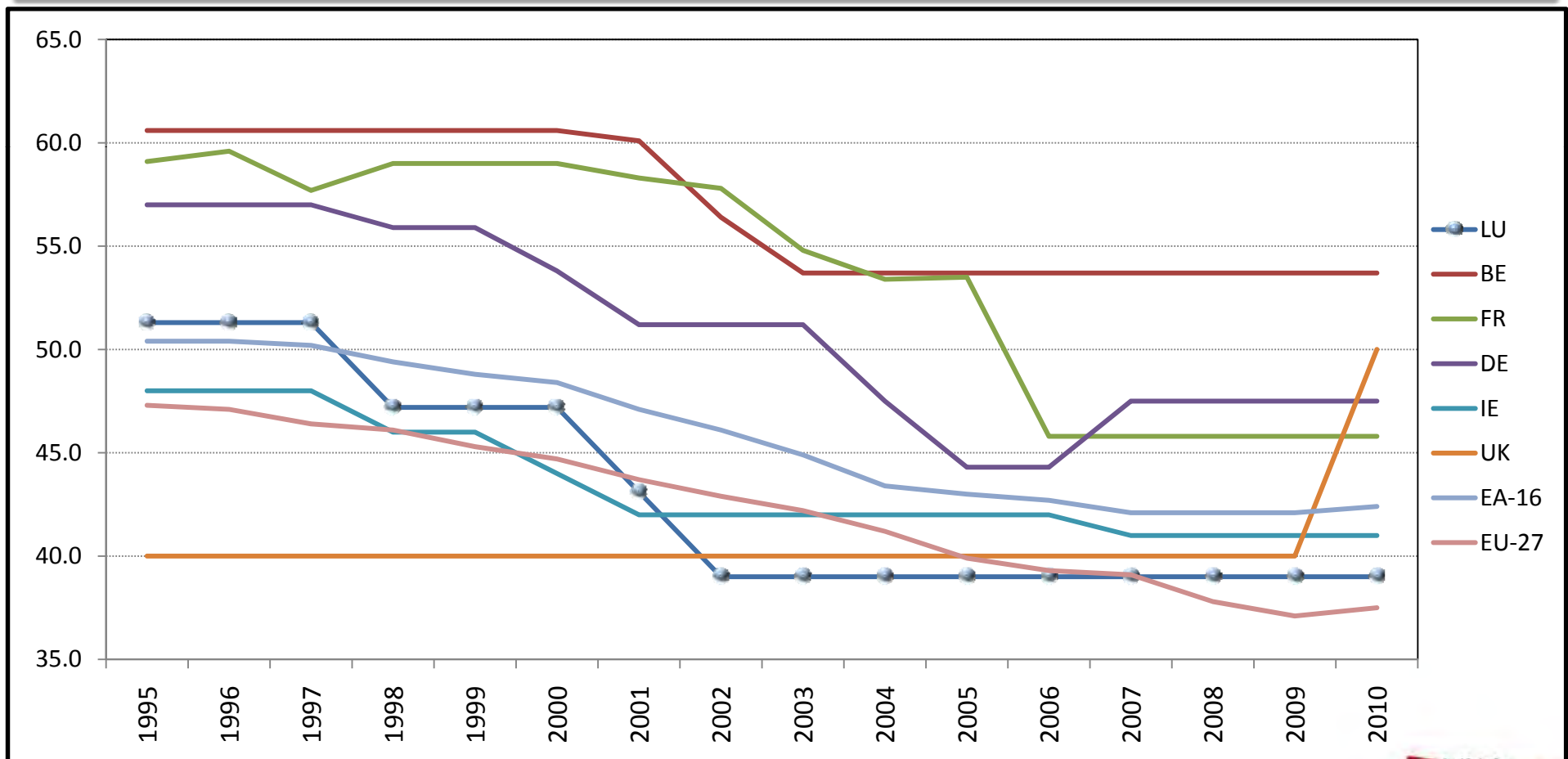


Impôt sur le revenu des personnes physiques *Taux marginal en UE en 2010*



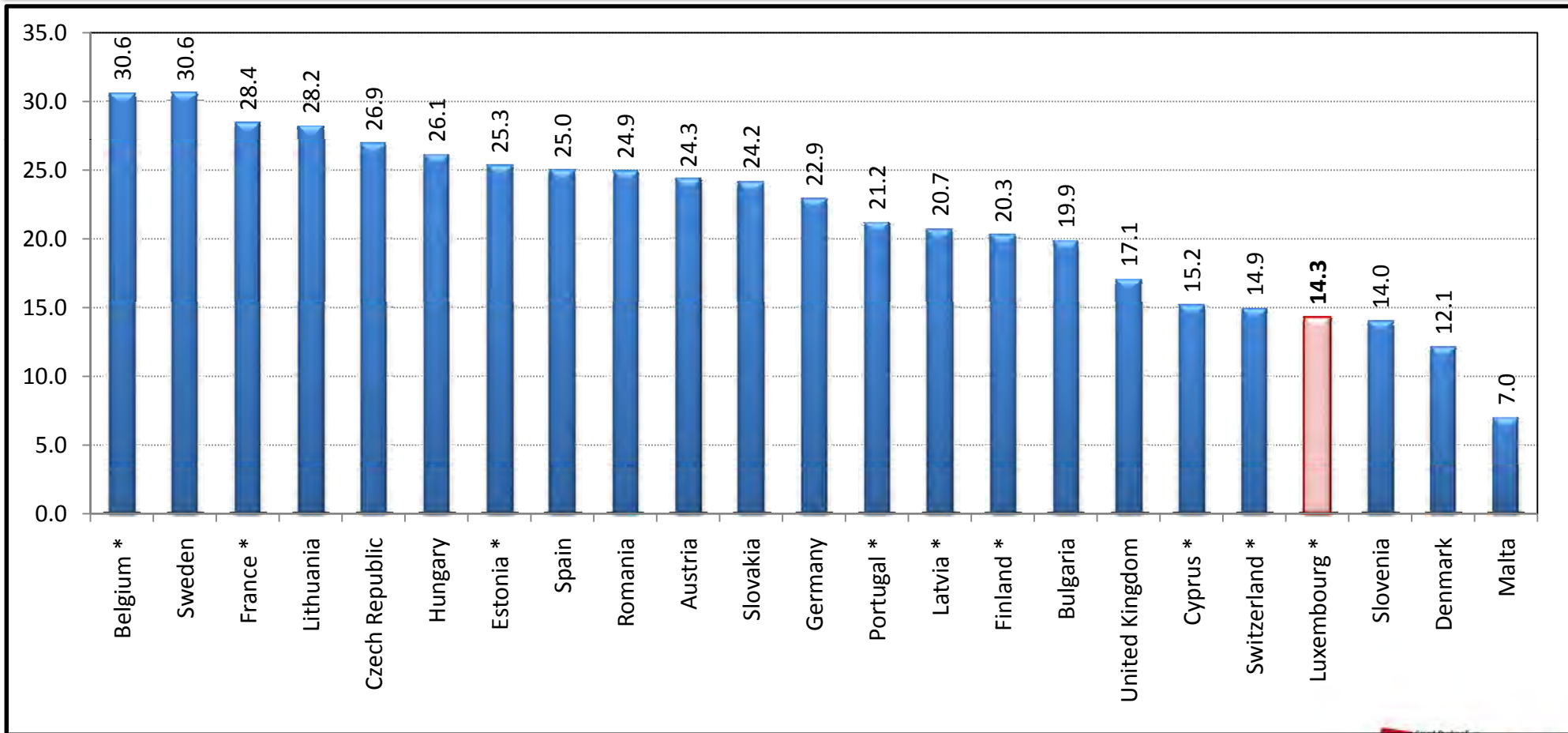


Impôt sur le revenu des personnes physiques *Evolution du taux marginal*





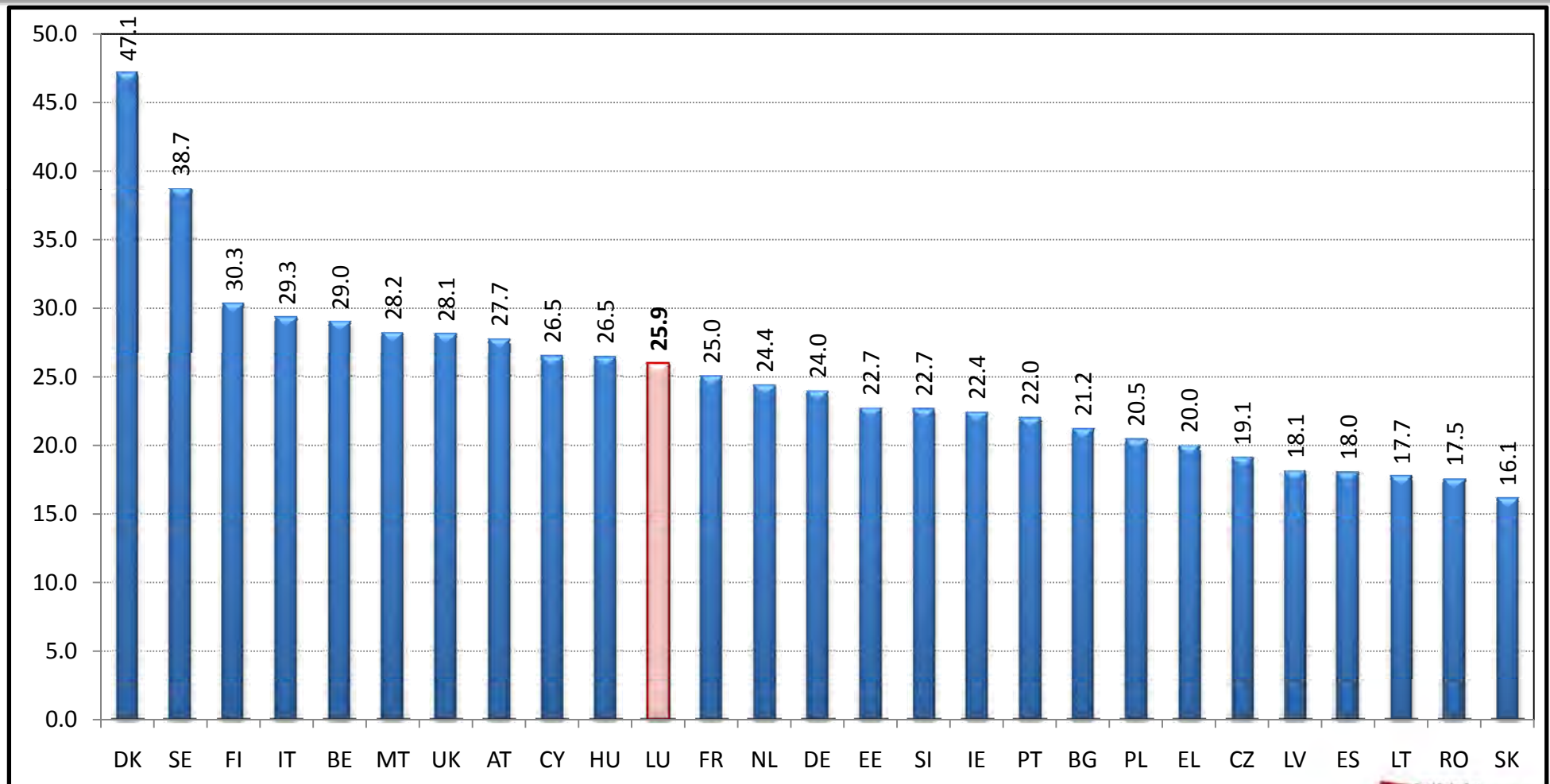
Cotisations sociales redevables par les employeurs (en % du salaire brut)



Source: Eurostat. *: Données 2008



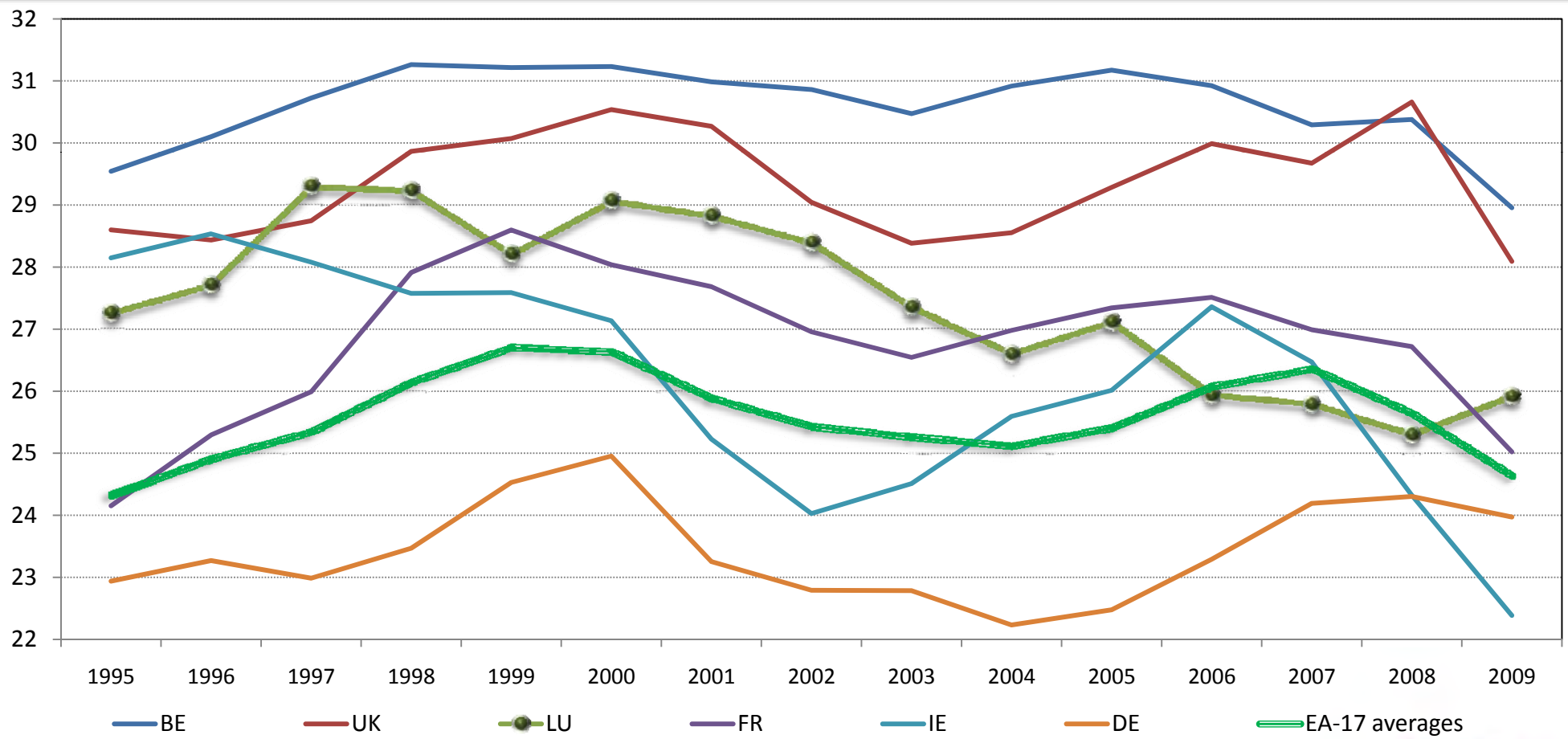
Poids des taxes (y.c. cot. sociales) par rapport au PIB - 2009



Source: EC - Taxation trends in the European Union - 2011 edition

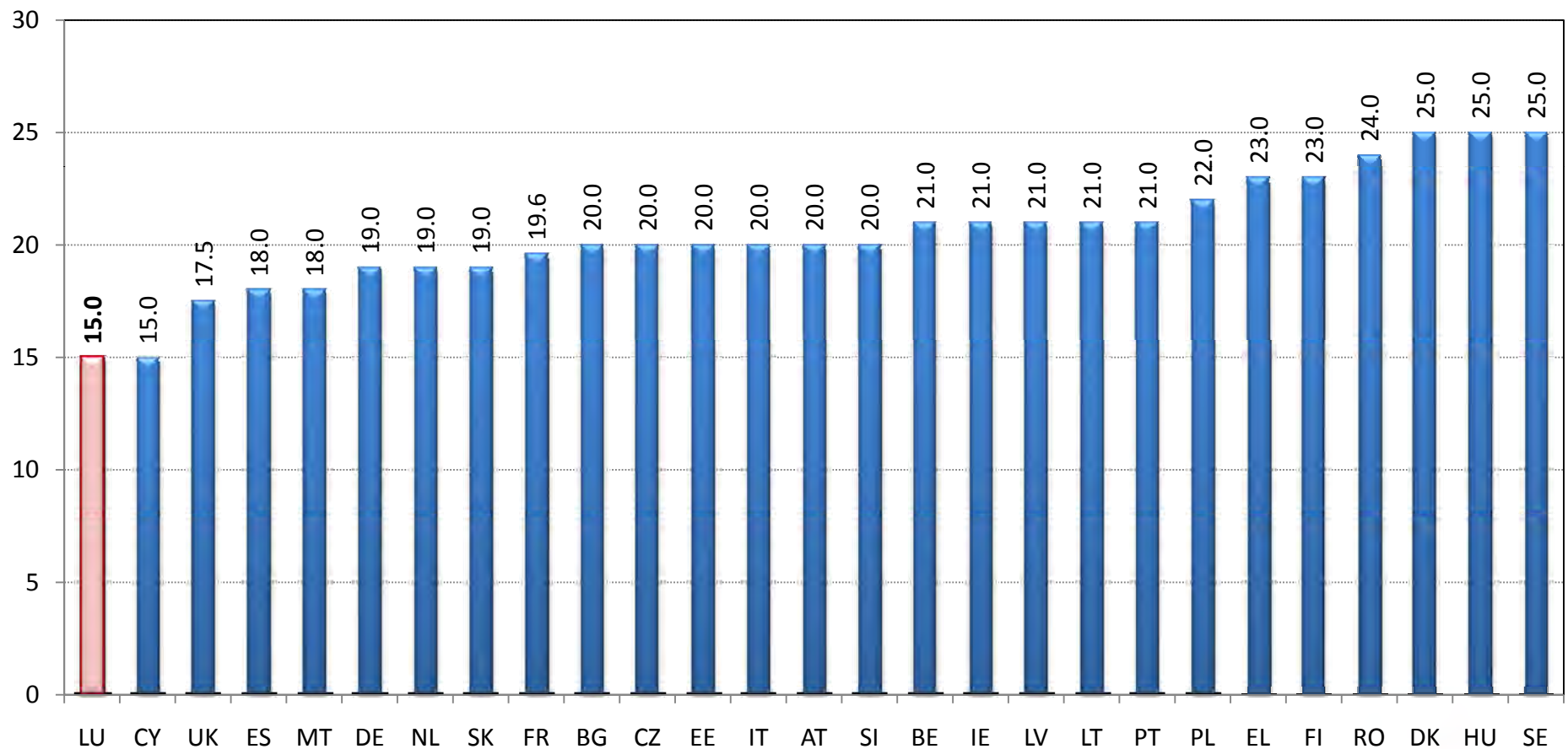


Poids des taxes (y.c. cot. sociales) par rapport au PIB *Evolution temporelle*





Impôts indirects – TVA en 2010





Charges sociales compétitives en 2009

Du point de vue de l'employeur

	Luxembourg	Paris	Bruxelles	Frankfurt	Amsterdam
Coût du travail	112	149	132	114	109
Salaire brut	100	100	100	100	100

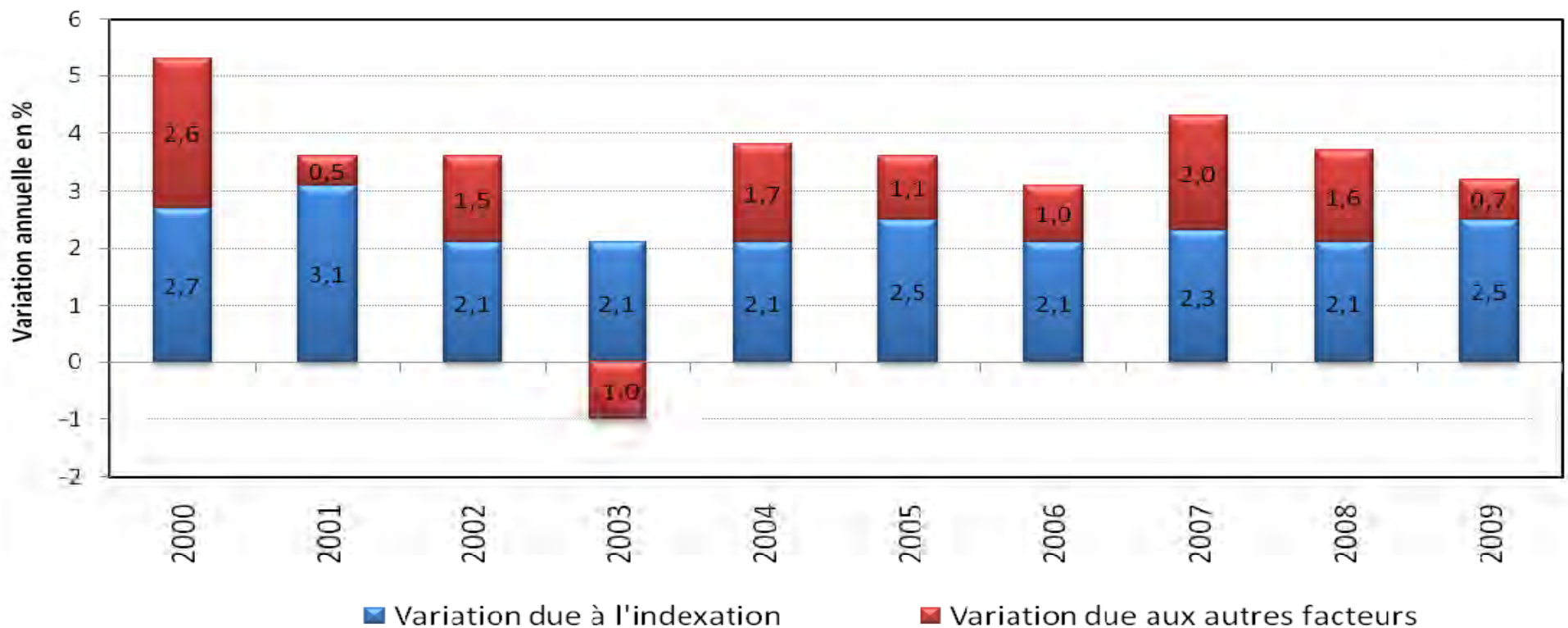
Du point de vue de l'employé (Marié - 2 enfants – 100k EUR salaire brut annuel)

	Luxembourg	Germany	Netherlands	France	Belgium
Coût du travail total	112	111	107	149	132
Contribution impôts/séc. Sociale employeur	12	11	7	49	32
Salaire brut (t=100)	100	100	100	100	100
Contribution impôts/séc. Sociale employé	26	31	43	28	44
Salaire net	74	69	57	72	56
Ratio Net/Coût (%)	66	62	53	48	42



Les automatismes réglementaires

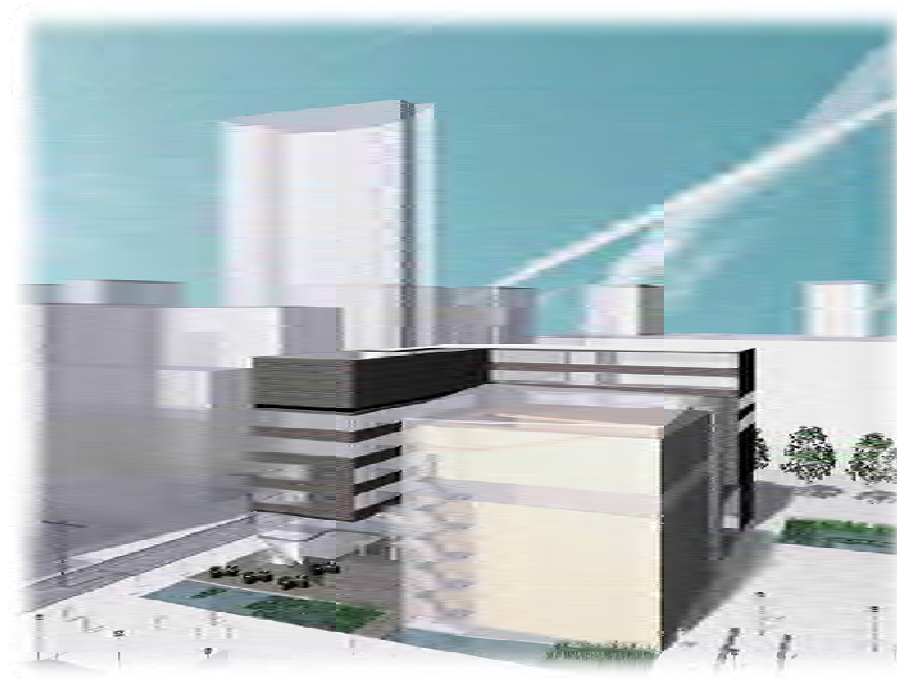
Variation du coût salarial moyen



Source: Statec (2000-2007), BCL (2008), Note de conjoncture (2010-1)



Le Grand-Duché demain...



*Cité des Sciences -
Belval*



Des défis...

- Maintenir et renforcer la compétitivité des entreprises
- Maintenir un cadre législatif et fiscal attrayant (simplification administrative, automatismes réglementaires...)
- Faire du Luxembourg un pays attractif pour les décideurs et les investisseurs étrangers
- Maintenir la paix sociale
- Relever les défis démographiques : santé, pension...



Renforcer les points forts d'aujourd'hui ...

- Industrie
- Médias & commerce électronique
- Institutions européennes
- Services financiers
- Services aux entreprises et à la personne
- Pôle du commerce de la Grande Région





... et stimuler les niches de compétences de demain

- Biomédecine et technologies de la santé
- Energies renouvelables et écotechnologies
- Headquarter functions
- Logistique
- Technologies de l'information et de la communication
- RDI et Propriété intellectuelle



Site privilégié pour les médias, les TIC et le e-commerce

- SES: premier opérateur de satellites dans le monde, installé au Luxembourg.*
- RTL Group: l'un des plus grands opérateurs intégrés de radiodiffusion, n°1 pour la radiodiffusion télé et radio en Europe (45 chaînes de télévision et 32 stations radio dans 13 pays).
- Infrastructures de télécommunication performantes et fournisseurs de services concurrents.
- Excellente connectivité avec les "backbones" européens (T1) et des réseaux de fibres optiques redondantes reliant le Luxembourg aux plus importants points de présence (POP) européens.
- Plateforme globale d'activités e-commerce et de distribution de contenus audiovisuels.
- Environnement fiscal favorable pour les activités d'e-commerce et de distribution de contenus audiovisuels: taux de TVA standard le plus bas dans l'U.E. (15%) respectivement taux réduit de 3%.



* Créé en 1985, 44 satellites avec 26 positions orbitales, 1.585 personnes engagées, coté chez Euronext Paris et à la Bourse du Luxembourg



Les atouts du Luxembourg dans les TIC

- Luxtrust → autorité de certification qui délivre et gère des certificats électroniques d'un très haut niveau de sécurité ayant valeur légale.
- Environnement légal incitatif pour les noms de domaine.
- EuroDNS → leader européen de l'enregistrement de noms de domaine
- TERALINK → réseau de connectivité de fibres optiques transeuropéen de plus de 4000 km, comportant 12 points de présence à travers 6 pays d'Europe construit et opéré par EPT.
- LuxConnect → projet d'amélioration de la connectivité internationale du Luxembourg par la mise en place d'un réseau à très haut débit entre un centre au Luxembourg et les centres primaires d'accès à l'Internet à l'étranger.
- LU-CIX → Luxembourg commercial Internet exchange; nouveau point d'échange Internet commercial du Luxembourg raccourcissant le chemin entre les fournisseurs de services internet et les fournisseurs de contenus





Technologies de la santé au Luxembourg

Objectif:

- Promouvoir le Luxembourg en tant que localisation de premier choix pour les entreprises dans des domaines précis des technologies de la santé

Applications économiques ciblées:

- Dispositifs médicaux et services de support (ex: nanotechnologies, technologies de l'information et de la communication, management de la propriété intellectuelle)





Développement d'une biobanque intégrée

- Projet d'envergure avec des partenaires de choix
- Partenariat stratégique avec trois instituts de recherche américains
- Collaboration des Centres de recherche publics (CRP) Santé, Henri Tudor et Gabriel Lippmann ainsi que de l'Université du Luxembourg, étroitement impliqués dans la phase de préparation.
- Investissement de 140 millions d'euros sur 5 années
- Objectif: Permettre au Luxembourg de développer des compétences très pointues dans le domaine de la médecine moléculaire.
- Intensification de la recherche dans le domaine du diagnostic moléculaire, pierre angulaire de la médecine personnalisée. Celle-ci est fondée sur une meilleure prévention, un dépistage affiné, un diagnostic précoce, un traitement des causes de la maladie avec des produits basés sur des mécanismes biologiques, une médecine ciblée et adaptée à chaque patient.





Source:
Luxembourg for
business




Le Luxembourg, une plateforme logistique intercontinentale au cœur de l'Europe

- Position stratégique pour la logistique avec une excellente connectivité aux marchés
- Excellentes connections routières, ferroviaires, aériennes et fluviales
- Neutralité commerciale
- Environ 550 entreprises de transport
- Développement de parcs logistiques modernes à proximité de l'aéroport international

Hub de logistique aérienne:

- N°5 du fret aérien en Europe (capacité annuelle: près d'un million de tonnes)
- Forte croissance du trafic de fret aérien

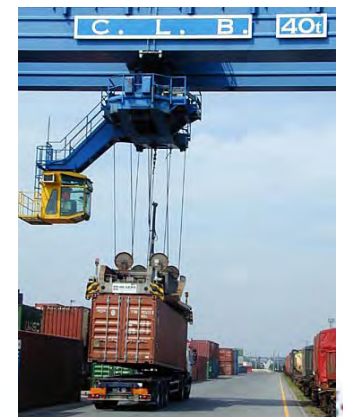


Création du Cluster For Logistics



Opérateurs logistiques

- Cargo opérateurs: *Cargolux, China Airlines, China Eastern, Atlas, Jade Cargo, Lufthansa Cargo, MK Airways, HNA Yangtze River Express, China Cargo Airlines ...*
- Principaux fournisseurs de services logistiques: *Kühne & Nagel, PanAlpina, DHL, Schenker, FedEx, Nippon Express*
- Port fluvial de Mertert pour l'acheminement des produits en vrac (acier et produits pétroliers)



Logistique "verte"

Terminal multimodal rail/route



Politique de R&D et d'innovation

- Luxinnovation: incitation de synergies entre l'industrie et les instituts de recherche
- Large éventail de Centres de Recherche Public (CRP)
- Expansion du budget alloué à la R&D par l'Etat en lien avec la stratégie de Lisbonne
- Niveau salarial élevé, imposition modérée des travailleurs hautement qualifiés
- Développement de Clusters sectoriels sous la tutelle de Luxinnovation:
 - « **Luxembourg BioHealth Cluster** » pour la promotion et le développement des technologies de la santé au Luxembourg
 - « **Luxembourg EcoInnovation Cluster** » pour le développement durable et les technologies environnementales
 - « **Luxembourg Materials Cluster** » pour la création d'expertise dans le domaine des traitements de surfaces et des nouveaux matériaux
 - « **Luxembourg Information & Communication Technologies Cluster** » pour les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.
 - « **Luxembourg Space Cluster** » pour les technologies aéronautiques et aérospatiales



Eco-technologies pour un futur soutenable

- “Environmental technologies action plan”: outil de diversification et de renforcement de l'économie luxembourgeoise ainsi que pour l'environnement
- Luxembourg EcoInnovation Cluster:
 - Lancé par Luxinnovation en février 2009
 - Entreprises impliquées, ainsi que les laboratoires de recherche, entrent en contact
 - Monitoring de l'innovation et de la compétitivité
 - Développement de projets de recherche
 - Eco-entreprises désirant s'implanter au Luxembourg peuvent profiter de subsides spéciaux + d'aides européennes
- Nouvelle loi (février 2010) afin de promouvoir les éco-technologies
- Mise en place de plusieurs campagnes de sensibilisation (par le ministre de l'économie et d'autres partenaires)





Présence de Centre de Recherche Publics (CRP) avec des équipements à la pointe de la technologie

CRP - Gabriel Lippmann: Technologies des matériaux novateurs, en particulier nanotechnologies et développement instrumental, gestion durable des ressources naturelles, technologies de la société de l'information et équipements automobiles

CRP - Henri Tudor: expertise dans le traitement d'images médicales et biomédicales, l'ingénierie clinique et les capteurs biochimiques

CRP - Santé: expertise dans les domaines de la cancérologie, de l'immunologie, des maladies infectieuses et des pathologies cardio-vasculaires.

Université de Luxembourg, Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication: recherche avancée dans les domaines de la biologie cellulaire et moléculaire, la biochimie et la physiologie.



Les grands défis du Luxembourg face à la crise

Réactions appropriées au départ, attentisme dangereux par la suite

- Plan de sauvetage pour banques de la place (automne 2008)
 - Plan de conjoncture du Gouvernement (printemps 2009)
 - Projet de budget 2010: poursuite de mesures anti-cycliques visant à soutenir la consommation, l'investissement et l'emploi
 - Marge de manœuvre budgétaire s'estompe, alors que le futur niveau de croissance sera inférieur à la moyenne des deux dernières décennies
 - Nécessité de mettre en œuvre des mesures d'économie à court terme et des mesures structurelles de moyen et long terme : rétablir la compétitivité des entreprises nationales, assainir les finances publiques et réformer structurellement le système de protection sociale
- 3 défis à relever par le Gouvernement et les partenaires sociaux



Quel modèle de croissance à l'avenir?

- Prévisions de croissance à moyen terme largement en-deçà des taux historiques et du PIB potentiel → moins d'activité économique, moins d'emplois, d'investissements et de recettes fiscales
- Les niches de souverainetés du Luxembourg sont menacées à bien d'endroits: secret bancaire, échange d'informations, commerce électronique, harmonisation des accises → baisse des recettes fiscales, risque de hausse des impôts indigènes, baisse de l'attractivité du site luxembourgeois
- La croissance à moyen terme risque d'être pauvre en création d'emploi dans les années à venir → chômage, déficits de la sécurité sociale, rapprochement de la « Rentenmauer »
- Dus aux automatismes réglementaires, les coûts salariaux n'augmentent ni en ligne avec la productivité, ni de manière favorable par rapport aux pays partenaires → perte de compétitivité-prix et coûts, moins de débouchés internationaux, moins d'emplois, etc
- Les déficits publics et le décaissement des réserves des fonds spéciaux réduisent la marge de manœuvre de l'État → décalage dans le temps d'investissements publics importants, hausses d'impôts futures, baisse de l'attractivité du site luxembourgeois



Conclusion: Quel modèle de croissance à l'avenir?

- Réduire le déficit public à court terme et augmenter l'efficacité des dépenses publiques
- Introduire une norme de progression des dépenses publiques
- Abolir ou limiter les automatismes réglementaires
- Poursuivre une politique ambitieuse de diversification
- Améliorer constamment les systèmes d'éducation et de formation
- Assurer la viabilité à long terme du système de sécurité sociale